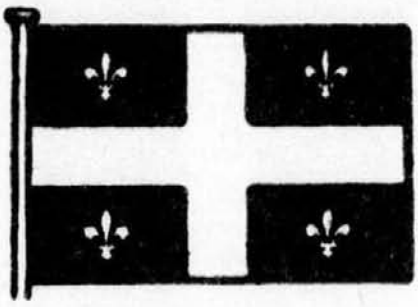


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 AVRIL 1962

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 28, 1962

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 59870 — 1-52-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 59870 — 1-52-o

Lettres patentes

A. L. Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Albert Marcus, avocat, Abraham Feiner, avocat, et Isidore R. Prazoff, avocat, tous trois de 491, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre des articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de

Letters Patent

A. L. Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Marcus, advocate, Abraham Feiner, advocate, and Isidore R. Prazoff, advocate, all three of 491, Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell, and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the

beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, et en faire le commerce, sous le nom de « A. L. Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 50,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10382-62 — 1114/66

name of "A. L. Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each, 6,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 50,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10382-62 — 1114/66

Acoustique Nationale Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Léopold Cliche, 4417, St-Hubert, Louis-Philippe Brault, 10240, Fabre, tous deux industriels, et Paul Gravel, comptable, 5275, Ponsard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Acoustique Nationale Ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 814, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10743-62 — 1115/116

Acoustique Nationale Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Loépold Cliche, 4417, St-Hubert, Louis-Philippe Brault, 10240, Fabre, both industrialists and Paul Gravel, accountant, 5275, Ponsard, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors, under the name of "Acoustique Nationale Ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 5,000 common shares of $10 each, and into 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 814, Rachel Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10743-62 — 1115/116

Les Agences d'Assurances Générales B.S.D. Limitée
B.S.D. General Insurance Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation: Rosaire Desbiens, avocat, 1799, Walnut, Laflèche, Françoise Bellay, secrétaire, fille majeure, 1845, St-Luc, Montréal, et Louise Lazure, secrétaire, fille majeure, 755, Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Les Agences d'Assurances Générales B.S.D. Limitée — B.S.D. General Insurance Agencies Limited », avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $10,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10372-62 — 1116/31

Les Agences d'Assurances Générales B.S.D. Limitée
B.S.D. General Insurance Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Desbiens, advocate, 1799, Walnut, Laflèche, Françoise Bellay, secretary, fille majeure, 1845, St-Luc, Montreal, and Louise Lazure, secretary, fille majeure, 755, Wilder, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Les Agences d'Assurances Générales B.S.D. Limitée — B.S.D. General Insurance Agencies Limited", with a capital stock divided into 100 shares of no par value and 1,000 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least $10,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10372-62 — 1116/31

Agences de Distribution Acton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Agences de Distribution Acton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Alexandre Loignon, commis, 1046, rue Dubois, Dardanelles Loignon, hôtelier, et Mme Marcelle Daigle, ménagère, épouse dudit Dardanelles Loignon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1296, rue Bélair, tous trois d'Action-Vale, pour les objets suivants:

Agir comme agent d'affaires pour l'achat et la vente de fonds de commerce et de toutes sortes de biens meubles et immeubles et pour la promotion, l'organisation et l'administration d'entreprises commerciales et industrielles, sous le nom de « Agences de Distribution Acton Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton-Vale, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10539-62 — 1115/95

bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexandre Loignon, clerk, 1046, Dubois Street, Dardanelles Loignon, innkeeper, and Mrs. Marcelle Daigle, housewife, wife of the said Dardanelles Loignon, and duly authorized by him for these presents, both of 1296, Bélair, all three of Acton-Vale, for the following purposes:

To act as business agents for the purchase and sale of business stocks and all kinds of moveable and immoveable property, and for the promotion, organization and administration of commercial and industrial enterprises, under the name of "Agences de Distribution Acton Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Acton-Vale, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10539-62 — 1115/95

Ameublement Major Inc.
Major Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Gérard Major, marchand, 801, Rockland, Saint-Eustache-sur-le-Lac, Ghislaine Légaré Major, épouse séparée de biens dudit Gérard Major, 801, Rockland, Saint-Eustache-sur-le-Lac, Adam Roth, vendeur, 218, 18ième Avenue, Saint-Eustache-sur-le-Lac, et Pierre-Paul Paquin, comptable, 5520, Jeanne, Cartierville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et d'accessoires électriques, sous le nom de « Ameublement Major Inc.— Major Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16227-61 —1113/22

Ameublement Major Inc.
Major Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Major, merchant, 801, Rockland, Saint-Eustache-sur-le-Lac, Ghislaine Légaré Major, wife separate as to property of the said Gérard Major, 801, Rockland, Saint-Eustache-sur-le-Lac, Adam Roth, salesman, 218, 18th Avenue, Saint-Eustache-sur-le-Lac, and Pierre-Paul Paquin, accountant, 5520, Jeanne, Cartierville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furnitures and electrical accessories under the name of "Ameublement Major Inc.— Major Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 6,000 common shares of $5 each and into 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16227-61 — 1113/22

Amsterdam Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Pierrette Trottier, secrétaire, célibataire, 610, rue Lavigueur, Albertine Chouinard, célibataire, comptable, 160, 10e Rue, et Denise Vachon, secrétaire, célibataire, 1516, rue Vitré, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Amsterdam Investments Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Amsterdam Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Trottier, secretary, spinster, 610, Lavigueur Street, Albertine Chouinard, spinster, accountant, 160, 10th Street, and Denise Vachon, secretary, spinster, 1516, Vitré Street, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Amsterdam Investments Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10028-62 — 1113/136

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10028-62 — 1113/136

Marcel Angers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Marcel Angers, mécanicien, Mme Rita Henri Angers, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Angers, et Philippe Vachon, assistant-comptable, tous trois d'East Broughton, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Marcel Angers Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à East Broughton, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10809-62 — 1115/117

Marcel Angers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Angers, mechanic, Mrs. Rita Henri Angers, housewife, wife common as to property of the said Marcel Angers, and Philippe Vachon, assistant-accountant, all three from East Broughton, for the following purposes:

To operate a business in construction under the name of "Marcel Angers Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 shares of $100 each.

The head office of the company will be at East Broughton, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10809-62 — 1115/117

Les Apprentis-Sorciers

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Sabourin, professeur, 5635, 3e Avenue, Rodrigue Mathieu, ouvrier, 3555*a*, Lafontaine, et Robert Singher, commis de bureau, 6517, 20e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération ou non, des représentations théâtrales, du cinéma, ou ses dérivatifs, de vaudeville, des reproductions photographiques et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de « Les Apprentis-Sorciers ».

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10657-62 — 1118/74

Les Apprentis-Sorciers

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Sabourin, professor, 5635, 3rd Avenue, Rodrigue Mathieu, workman, 3555*a*, Lafontaine, and Robert Singher, office clerk, 6517, 20th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To own, rent and operate theaters and give public shows, with or without remuneration, theatrical performances, movies, or anything pertaining thereto, vaudeville, photographic reproductions and in general artistic exhibitions and shows of all kinds, under the name of "Les Apprentis-Sorciers".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10657-62 — 1118/74

Arches Laminées Laurentide Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Tancrède Rocque, contremaître, de St-Jérôme, J.-Gérard Brosseau, ingénieur, 367 est, Henri Bourassa, et Émile Fortin, comptable agréé, 10435, Waverley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'arches laminées, sous le nom de « Arches Laminées Laurentide Limitée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Arches Laminées Laurentide Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tancrède Rocque, foreman, of St-Jerome, J.-Gérard Brosseau, engineer, 367, East, Henri Bourassa, and Émile Fortin, chartered accountant, 10435, Waverley, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in laminated arches under the name of "Arches Laminées Laurentide Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Jerome, judicial district of Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10762-62 — 1115/123

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10762-62 — 1115/123

L'Association Sportive de Stoke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Rosario Dubé, cultivateur, R.R. #2, Sherbrooke, Raoul Ducharme, cultivateur, R.R. #2, Stoke, et Conrad Laroche, rentier, Stoke, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « L'Association Sportive de Stoke Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Stoke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10737-62 — 1116/24

L'Association Sportive de Stoke Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosario Dubé, farmer, R.R. #2, Sherbrooke, Raoul Ducharme, farmer, R.R. #2, Stoke, and Conrad Laroche, annuitant, Stoke, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "L'Association Sportive de Stoke Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Stoke, judicial district fo Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10737-62 — 1116/24

Les Associés de la Construction Immobilière Domont Inc. Domont Real Estate Construction Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Gérard Gignac, 10045, Waverley, Maurice Bousquet, 2, boulevard Gouin, est, tous deux entrepreneurs généraux, Fernand Leblanc, comptable, 418, St-Sulpice, Mario Beaulieu, notaire, 319, St-Zotique est, et Georges-A. Pouliot, avocat, 860, Édifice Sun Life, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Associés de la Construction Immobilière Domont Inc. — Domont Real Estate Construction Associates Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 3,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 418, rue St-Sulpice, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10692-62 — 1116/118

Les Associés de la Construction Immobilière Domont Inc. Domont Real Estate Construction Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Gignac, 10045, Waverley, Maurice Bousquet, 2, Gouin Boulevard, east, both general contractors, Fernand Leblanc, accountant, 418, St-Sulpice, Mario Beaulieu, notary, 319, St-Zotique east, and Georges-A. Pouliot, advocate, 860, Sun Life Building, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the world of real estate and construction, under the name of "Les Associés de la Construction Immobilière Domont Inc. — Domont Real Estate Construction Associates Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 3,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 418, St-Sulpice Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10692-62 — 1116/118

Atlantic Chesterfield Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, Marc Beaudoin, avocat, 2668, est, Beaubien, Montréal, et Anne Gertin, secrétaire, célibataire, 4980, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, articles d'ébénisterie, toutes sortes d'articles de ménage et

Atlantic Chesterfield Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jason Ruby, advocate, 2860, Ekers avenue, Montreal, Marc Beaudoin, advocate, 2668, Beaubien East, Montréal, and Anne Gertin, secretary, spinster, 4980, Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishings and equipment,

appareils, meubles de nouveauté de toutes descriptions, sous le nom de « Atlantic Chesterfield Mfg. Co. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10426-62 — 1114/99

Attractive Garment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Robert Agai, manufacturier, 4438, rue Harvard, Tibor Roth, manufacturier, 4420, rue Harvard, et George G. Roth, manufacturier, 4925, avenue Draper, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus et produits d'iceux, sous le nom de « Attractive Garment Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,100 actions ordinaires de $10 chacune et 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10381-62 — 1113/131

Auto Brake Specialities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Armand Dussault, manufacturier, Mme Monique Trudel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Armand Dussault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 140, 6ième Rue, Jean-Paul Dussault, contremaître, 76, des Lilas, est, et Marc Dussault, voyageur, 908, 1ère Avenue, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes sous le nom de « Auto Brake Specialities Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 550, 1ère Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10519-62 — 1115/118

Auto Vox Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1962, constituant en corporation: André Monast, avocat, 1270, Place de Mérici, Québec, Gisèle Bilodeau, secré-

and furniture novelties of every description, under the name of "Atlantic Chesterfield Mfg. Co.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10426-62 — 1114/99

Attractive Garment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Agai, manufacturer, 4438, Harvard Street, Tibor Roth, manufacturer, 4420, Harvard Street, and George G. Roth, manufacturer, 4925, Draper Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabric products, under the name of "Attractive Garment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,100 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10381-62 — 1113/131

Auto Brake Specialities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Dussault, manufacturer, Mrs. Monique Trudel, housewife, wife contractually separate as to property of Armand Dussault, and duly authorized by him for these presents, both of 140, 6th Street, Jean-Paul Dussault, foreman, 76, des Lilas, East, and Marc Dussault, traveller, 908, 1st Avenue, all four of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Auto Brake Specialities Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 550, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10519-62 — 1115/118

Auto Vox Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Monast, advocate, 1270, Place de Mérici, Quebec, Gisèle Bilodeau, secretary, spinster in

taire, fille majeure et usant de ses droits, 1042, 4ième Avenue, Québec, et Gisèle Le Bloas, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 52, Côte-du-Palais, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, sous le nom de « Auto Vox Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $20 chacune et en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 541, St-Vallier, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16206-61 — 1111/60

Autobus Charny — St-Romuald Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Antoine Gobeil, Jean Rivard, Charles Cimon, tous trois avocats, de 100 Youville, Québec, et Melvin Mountain, gérant, 1257, 14ième Avenue, Charny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Autobus Charny— St-Romuald Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1257, 14ième Avenue, Charny, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10484-62 — 1115/14

Autocut Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Bloomstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 4815, Queen Mary Road, Montréal, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines pour tailler le matériel, plastiques, papier, planches et cuir de toutes sortes, sous le nom de « Autocut Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 29,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOIVILLE.

61119 10414-62 — 1114/119

Auvents Paree Ltée
Paree Awnings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

use of her rights, 1042, 4th Avenue, Quebec, and Gisèle Le Bloas, secretary, spinster and in use of her rights, 52, Palace Hill, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in loud speakers and communication apparatus, under the name of "Auto Vox Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of a par value of $20 each and into 1,800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 541, St-Vallier Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16206-61 — 1111/60

Autobus Charny — St-Romuald Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Gobeil, Jean Rivard, Charles Cimon, all three advocates, of 100 Youville, Quebec, and Melvin Mountain, manager, 1257, 14th Avenue, Charny, for the following purposes:

To operate a company dealing in transportation under the name of "Autobus Charny— St-Romuald Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1257, 14th Avenue, Charny, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10484-62 — 1115/14

Autocut Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338, Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Bloomstein, advocate and Queen's Counsel, 4815, Queen Mary Road, Montreal, and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235, Ridgewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in machines for cutting of cloth, plastics, paper, board and leather of all kinds, under the name of "Autocut Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 29,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10414-62 — 1114/119

Auvents Paree Ltée
Paree Awnings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: François Bonneau, installateur, Dame Fleurette Levesque Bonneau, épouse contractuellement séparée de biens dudit François Bonneau, ménagère, tous deux de 6141, Roi-René, ville d'Anjou, Bertrand Bonneau, employé au C.P.R., 37, Grande-Côte, Berthierville, pour les objets suivants:

Commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôlé et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métal ou bois, sous le nom de « Auvents Paree Ltée — Paree Awnings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 37, Grande-Côte, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10537-62 — 1115/15

B.C.D. Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Lévis Beaudoin, marchand, 483, 1ère Rue, Gaston Boulanger, agent, 334, 5ième Rue, et Raymond Moreault, avocat, 109, rue Miquelon, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « B.C.D. Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 568, 3ième Rue, Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10963-62 — 1117/20

Balfour Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Arthur Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Saunders, 5150, Décarie, app. 6, et Lorna Richmond, secrétaire, fille majeure, 1468, Bishop, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de « Balfour Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10727-62 — 1115/124

bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Bonneau, fitter, Dame Fleurette Levesque Bonneau, wife contractually separate as to property of the said François Bonneau, housewife, both of 6141, Roi-René, town of Anjou, Bertrand Bonneau, C.P.R. employee, 37, Grande-Côte, Berthierville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise and articles of aluminum, enamelware, tinware, graniteware, galvanized metal, sheet-metal an other articles totally or partly manufactured of metal or of wood, under the name of "Auvents Paree Ltée — Paree Awnings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 37, Grande-Côte, Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10537-62 — 1115/15

B.C.D. Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lévis Beaudoin, merchant, 483, 1st Street, Gaston Boulanger, agent, 334, 5th Street, and Raymond Moreault, advocate, 109, Miquelon Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business operating trucking enterprises and to transport merchandise of all kinds, under the name of "B.C.D. Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 568, 3rd Street, Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10963-62 — 1117/20

Balfour Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Bronstein, advocate, 5703, Eldridge, Côte-St-Luc, Ethel Saunders, secretary, wife separate as to property of Frank Saunders, 5150, Décarie, Apt. 6, and Lorna Richmond, secretary, spinster of the full age of majority, 1468, Bishop, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Balfour Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10727-62 — 1115/124

Beaconsfield Union Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 17, René-Philippe, LeMoyne, Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, Dorval, et Mae Nason, secrétaire, épouse séparée de biens de Lewis Nason, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 2, chemin Robin, Dorval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie, accessoires électriques, matériaux de construction, d'exploitation minière et forestière, et de navigation, machinerie et outillage de toutes sortes, sous le nom de « Beaconsfield Union Hardware Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 54, chemin St-Charles, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10499-62 — 1114/133

Beaconsfield Union Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 17, René-Philippe, LeMoyne, Roy Calvin Amaron, advocate, 7, Denton Avenue, Dorval, and Mae Nason, secretary, wife separate as to property of Lewis Nason, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 2, Robin Road, Dorval, for the following purposes:

To deal in hardware, electrical supplies, building supplies, mining supplies, lumbermen's supplies, ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Beaconsfield Union Hardware Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $5 each and 400 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at 54, St-Charles Road, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10499-62 — 1114/133

Beauport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Charles-H. Cliche, avocat, 25, boulevard Bélisle, Mme Janine Gignac, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Gignac, 19, Labonté, tous deux de Ste-Thérèse, et Jean-Claude Paquin, avocat, 654, Laviolette, St-Jérôme, pour les objets suivavts:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beauport Limitée », avec un capital total de $60,000, divisé en 6,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 13526-61 — 1118/22

Beauport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-H. Cliche, advocate, 25, Bélisle Boulevard, Mrs. Janine Gignac, secretary, wife contractually separate as to property of Jean Gignac, 19, Labonté, both of Ste-Thérèse, and Jean-Claude Paquin, advocate, 654, Laviolette, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Beauport Limitée", with a total capital stock of $60,000, divided into 6,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 13526-61 — 1118/22

Belphane Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Max Beldick, technicien, 3772, avenue Carlton, Abe Beldick, technicien, 5215, Grand Boulevard, et Joseph H. Freedman, avocat, 2260, chemin Bedford, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pellicules de cellulose et toutes sortes de produits d'icelles, sous le nom de « Belphane Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Belphane Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Beldick Technician, 3772, Carlton Avenue, Abe Beldick, technician, 5215, Grand Boulevard, and Joseph H. Freedman, advocate, 2260, Bedford Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in cellulose film and cellulose film products of all kinds, under the name of "Belphane Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10419-62 — 1114/134

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10419-62 — 1114/134

Bellevue Cable T.V. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5470, Bessborough Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, et Dorothy K. Gunston, secrétaire, fille majeure, 1240, rue du Fort, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir des postes de radio, télévision et/ou de télégraphie sans fil, de diffusion et de réception, sous le nom de « Bellevue Cable T.V. Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 16147-61 — 1113/87

Bellevue Cable T.V. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5470, Bessborough, Nathaniel Liebman, notary, 5215 Kesington, and Dorothy K. Gunston, secretary, fille majeure, 1240, Fort Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain radio, television, and/or wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Bellevue Cable T.V. Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 16147-61 — 1113/87

Bergold Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1962, constituant en corporation: George Whelan, avocat, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, avocat, 4910, avenue Maplewood, Montréal, et Kenneth McGurk, avocat, 1671 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Bergold Corp. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 486 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10143-62 — 1114/14

Bergold Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Whelan, advocate, 201, Sherbrooke Street, Beaconsfield, Morton Bessner, advocate, 4910, Maplewood Avenue, Montreal, and Kenneth McGurk, advocate, 1671, Sherbrooke Street, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Bergold Corp.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 1,990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 486, St. Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10143-62 — 1114/14

Bernard & Associates, Inc.
Bernard & Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, 702, avenue Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, avocat, 2, rue d'Artois, Préville, et Robert Alexander Hope, avocat, 3555, avenue Atwater, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à projeter, dessiner, rédiger, gérer, exploiter et administrer des services, organisations, améliorations et

Bernard & Associates, Inc.
Bernard & Associés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 702, Hartland Avenue, Outremont, André-Jean Clermont, advocate, 2, d'Artois, Street Préville, and Robert Alexander Hope, advocate, 3555, Atwater Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of planning, designing, drafting, managing, operating and administering food services, systems, facilities and

outillage à des fins de services alimentaires, sous le nom de « Bernard & Associates, Inc.— Bernard & Associés Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10317-62 — 1114/15

Better Home Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: Stanley R. Shuster, avocat, 1230, McGrefor, Montréal, Joseph P. Miller, avocat, 40, Lafleur, app. 4, LaSalle, et Lorraine Lalonde, secrétaire, célibataire, 1891, Masson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Better Home Sales Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10512-62 — 1115/1

Bijouterie Pierre Pomerleau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Hector Pomerleau, bijoutier, 372, 7e Rue, ouest, Dr Jean-Marie Caron, médecin, et Dame Thérèse Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Dr Jean-Marie Caron, ces deux derniers de 718, avenue Labbé, tous trois de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Bijouterie Pierre Pomerleau Ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1106, Notre-Dame, nord, Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10370-62 — 1114/86

Fernand Binette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation: Fernand Binette, constructeur, Imelda Desrochers, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Binette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Arthabaska, et Lucien Ruel, télégraphiste, de Victoriaville, pour les objets suivants:

equipment, under the name of "Bernard & Associates, Inc.— Bernard & Associés Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10317-62 — 1114/15

Better Home Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley R. Shuster, advocate, 1230, McGregor, Montreal, Joseph P. Miller, advocate, 40, Lafleur, apt. 4, LaSalle, and Lorraine Lalonde, secretary, spinster, 1891, Masson, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under she name of "Better Home Sales Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10512-62 — 1115/1

Bijouterie Pierre Pomerleau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hector Pomerleau, jeweller, 372, 7th Street, West, Dr. Jean-Marie Caron, physician, and Dame Thérèse Caron, housewife, wife separate as to property of the said Dr. Jean-Marie Caron, the latter two of 718, Labbé Avenue, all three of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business as jewellers under the name of "Bijouterie Pierre Pomerleau Ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1106, Notre-Dame North, Thetford-Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10370-62 — 1114/86

Fernand Binette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Binette, builder, Imelda Desrochers, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Binette, and duly authorized by him for these purposes, both of Arthabaska, and Lucien Ruel, telegraphist, of Victoriaville, for the following purposes:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Fernand Binette Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10566-62 — 1118/23

To carry on business in the real estate and building fields, under the name of "Fernand Binette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10566-62 — 1118/23

Bonnebelle Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 6191, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, George Irwin Harris, avocat, 5728, Westluke, Côte-St-Luc, et Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vertimentaires pour dames, et demoiselles, sous le nom de « Bonnebelle Originals Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 36 actions ordinaires de $10 chacune, 3,100 actions privilégiées de $10 chacune et 864 actions, catégorie « A », de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3575, boulevard, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 16117-61 — 1115/31

Bonnebelle Originals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 6191, Côte-St-Luc Road, Hampstead, George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluke, Côte-St-Luc, and Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165, Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and girls' wearing apparel, under the name of "Bonnebelle Originals Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 36 common shares of $10 each, 3,100 preferred shares of $10 each and 864 class "A" shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3575, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 16117-61 — 1115/31

Boudreau, Auger & Associés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Hector Archambault, 140, Conseil, Sherbrooke, Guy Boudreau, 78, Jacques-Cartier, Roger Auger, 276, Court, André Thibobeau, 44, St-Gabriel, et Maurice Loiselle, 63, Mountain, tous cinq agents d'assurances, ces quatre derniers de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Boudreau, Auger & Associés Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10776-62 — 1115/13

Boudreau, Auger & Associés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hector Archambault, 140, Conseil, Sherbrooke, Guy Boudreau, 78, Jacques-Cartier, Roger Auger, 276, Court, André Thibodeau, 44, St-Gabriel, and Maurice Loiselle, 63, Mountain, all five insurance agents, the latter four of Granby, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Boudreau, Auger & Associés Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10776-62 — 1115/13

Buanderie Coin-Ette Inc.
Coin-Ette Laundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Robert Clément, notaire, 1124, avenue

Buanderie Coin-Ette Inc.
Coin-Ette Laundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Clément, notary, 1124, Argyle Avenue, Louise

Argyle, Louise Brunotto, secrétaire majeure, 5875, avenue Verdun, app. 25, et Gisèle Poirier, secrétaire majeure, 3448, boulevard Lasalle, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buanderie automatique, sous le nom de « Buanderie Coin-Ette Inc.— Coin-Ette Laundry Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 919, avenue de l'Église, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10274-62 — 1114/8

Brunotto, secretary of the full age of majority, 5875. Verdun Avenue, apt. 25, and Gisèle Poirier, secretary of the full age of majority, 3448, Lasalle Boulevard, all three of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as an automatic laundry, under the name of "Buanderie Coin-Ette Inc.— Coin-Ette Landry Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 919, Church Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10274-62 — 1114/8

Buildings Arts Center Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3e Avenue, Dorval, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, et William Levitt, avocat, 5020, St. Kevin, Montréal, pour les objets suivant:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Building Arts Center Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10506-62 — 1114/105

Buildings Arts Center Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, and William Levitt, advocate, 5020, St. Kevin, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Building Arts Center Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10506-62 — 1114/105

3 Color Tile-Marble Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean Marcoux, avocat, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, avocat, 8369, rue de l'Épée, et François Hogue, notaire, 10217, Verville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en tuile, marbre, ciment « terrazzo » et autres produits connexes, sous le nom de « 3 Color Tile-Marble Inc. », avec un capital total de $8,000, divisé en 80 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10426, rue Lille, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10754-62 — 1116/20

3 Color Tile-Marble Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Marcoux, advocate, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, advocate, 8369, de l'Épée Street, and François Hogue, notary, 10217, Verville, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and contractors in tile, marble, cement, "terrazzo", and other similar products, under the name of "3 Color Tile-Marble Inc.", with a total capital stock of $8,000, divided into 80 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10426, Lille Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10754-62 — 1116/20

Canada Manufacturing (1961) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Canada Manufacturing (1961) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1962,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Léo-R. Chartrand, industriel, Guy Forest, notaire, et Nicole Amireault, secrétaire, célibataire, tous trois de L'Épiphanie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits en bois, en métal ou en plastique ou leurs dérivés, sous le nom de « Canada Manufacturing (1961) Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 17,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10138-62 — 1113/60

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo-R. Chartrand, industrialist, Guy Forest, notary, and Nicole Amireault, secretary, spinster, all three of L'Épiphanie, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lumber, metal or plastic products, or derivatives therefrom, under the name of "Canada Manufacturing (1961) Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 17,500 common shares of $10 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Épiphanie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10138-62 — 1113/60

Candy Stik Lounge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3e Avenue Dorval, Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montréal, et William Levitt, avocat, 5020, St. Kevin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Candy Stik Lounge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10508-62 — 1115/79

Candy Stik Lounge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, and William Levitt, advocate, 5020, St. Kevin, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Candy Stik Lounge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10508-62 — 1115/79

Capital Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: John L. Liberman, 5115, Mackenzie, Alfred N. Segall, 5949, McLynn, et Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Capital Credit Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10483-62 — 1115/16

Capital Credit Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 5115, Mackenzie, Alfred N. Segall, 5949, McLynn, and Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Capital Credit Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10483-62 — 1115/16

Carrière Du Pont Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Carrière Du Pont Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1962, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Jacques Leduc, avocat, 54, avenue Beloeil, Outremont, François Mercier, avocat, 143, Balfour, Mont Royal, John J. Pepper, avocat, 3769, The Boulevard, Westmount, Vivienne Gillett, secrétaire, célibataire, 2166, rue St-Luc, Montréal, Claudette Sauvageau, secrétaire, célibataire, 5176 est, Beaubien, Montréal, et Raymonde Vézina, secrétaire, célibataire, 514, Marie-Victorin Road, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter une carrière, sous le nom de « Carrière Du Pont Ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et 2,400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Nicholas, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10258-62 — 1113/132

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Leduc, attorney, 54, Beloeil Avenue, Outremont, François Mercier, attorney, 143, Balfour, Mount Royal, John J. Pepper, attorney, 3769, The Boulevard, Westmount, Vivienne Gillett, secretary, spinster, 2166, St-Luc, Street, Montreal, Claudette Sauvageau, secretary, spinster, 5176, Beaubien East, Montreal, and Raymonde Vézina, secretary, spinster, 514, Marie-Victorin Road, Boucherville, for the following purposes:

The operation of a quarry, under the name of "Carrière Du Pont Ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 600 common shares of $100 each and 2,400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Nicholas, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10258-62 — 1113/132

Carrières B. Chabot & Fils Inc.
B. Chabot & Sons Quarries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1962, constituant en corporation: Lucien Thouin, avocat, 583, boulevard Henri-Bourassa, est, Roméo Fortier, instituteur, Mme Jeanne Poirier, ménagère, épouse commune en biens dudit Roméo Fortier, tous deux de 7347, rue Chambord, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exploitation de carrières de pierre, gravier, sable servant à la construction de bâtisses, sous le nom de « Carrières B. Chabot & Fils Inc. — B. Chabot & Sons Quarries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean-Baptiste, comté de Rouville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10755-62 — 1118/25

Carrières B. Chabot & Fils Inc.
B. Chabot & Sons Quarries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Thouin, advocate, 583, Henri-Bourassa Boulevard, East, Roméo Fortier, teacher, Mrs. Jeanne Poirier, housewife, wife common as to property of the said Roméo Fortier, both of 7347, Chambord Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business operating stone, gravel, and sand quarries to be used in buildings under the name of "Carrières B. Chabot & Fils Inc. — B. Chabot & Sons Quarries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Jean-Baptiste, county of Rouville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10755-62 — 1118/25

Le Centre de Golf Trout River Ltée
Trout River Golf & Country Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Roger Morin, avocat, 38, Ste-Cécile, Robert Lupien, notaire, 38, Ste-Cécile, et Josaphat Legault, agent d'assurances, 38, Ste-Cécile, tous trois de Valleyfield, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de golf et une plage y contiguë, sous le nom de « Le Centre de Golf Trout River Ltée — Trout River Golf & Country Club Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 3,000 actions de $100 chacune.

Le Centre de Golf Trout River Ltée
Trout River Golf & Country Club Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Morin, advocate, 38, Ste-Cécile, Robert Lupien, notary, 38, Ste-Cécile, and Josaphat Legault, insurance agent, 38, Ste-Cécile, all three of Valleyfield, for the following purposes:

To establish and direct a center for golf and an adjacent beach under the name of "Le Centre de Golf Trout River Ltée — Trout River Golf & Country Club Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 3,000 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Elgin, comté d'Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10698-62 — 1116/48

The head office of the company will be at Elgin, county of Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10698-62 — 1116/48

Centre des Loisirs Ste-Paule Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Charbonneau, dessinateur, 713, rue St-Georges, Rosario Latreille, journalier, 873, St-Georges, François Lapierre, journalier, 197, avenue des Pins, Gérard Lafontaine, journalier, 766, rue St-Georges, et Jacques Lefebvre, journalier, 661, rue Lachaîne, tous cinq de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Centre des Loisirs Ste-Paule Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 920, rue Labelle, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10685-62 — 1115/42

Centre des Loisirs Ste-Paule Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Charbonneau, draughtsman, 713, St-Georges Street, Rosario Latreille, day-labourer, 873, St-Georges, François Lapierre, day-labourer, 197, des Pins Avenue, Gérard Lafontaine, day-labourer, 766, St-Georges, Street, and Jacques Lefebvre, day-labourer, 661, Lachaîne Street, all five of St-Jérôme, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Centre des Loisirs Ste-Paule Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 920, Labelle Street, St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10685-62 — 1115/42

Chaleur Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Mlles Anne-Marie Mainguy, Aline Mainguy, toutes deux secrétaires, de 2791, Chemin Ste-Foy, et Armand Mainguy, comptable agréé, 247, route de l'Église, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Chaleur Automobiles Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10964-62 — 1117/7

Chaleur Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Misses Anne-Marie Mainguy, Aline Mainguy, both secretaries, of 2791, Ste-Foy Road, and Armand Mainguy, chartered accountant, 247, Church Road, all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Chaleur Automobiles Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10964-62 — 1117/7

Cie Immobilière de Chomedey Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Roland Clermont, gérant, 475, boulevard Pouliot, Chomedey, Claude Labelle, jardinier, boulevard St-Martin, Chomedey, et Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Cie Immobilière de Chomedey Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Clermont, manager, 475, Pouliot Boulevard, Chomedey, Claude Labelle, gardener, St-Martin Boulevard, Chomedey, and Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210, St. Denis, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom « Cie Immobilière de Chomedey Ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $8,000.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10554-62 — 1115/43

To carry on business in the world of real estate and construction, under the name of "Cie Immobilière de Chomedey Ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par or nominal value, and 3,000 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company will begin its operations is $8,000.

The head office of the company will be at Chomedey, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10554-62 — 1115/43

Ciné-Art Neuve France Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Luc Chartier, cinéaste, 1349, Montmorency, Québec, Michel Leblond, agent, 834, Painchaud, Québec, et Claude Carrier, professeur, 355, Dequen, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'art comprenant la production de films, l'exercice d'agences de cinéma, théâtre et autres manifestations artistiques, sous le nom de « Ciné-Art Neuve France Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16181-61 — 1116/86

Ciné-Art Neuve France Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Chartier, scenario-writer, 1349, Montmorency, Quebec, Michel Leblond, agent, 834, Painchaud, Quebec, and Claude Carrier, professor, 355, Dequen, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate an art center including the production of films, to operate agencies for cinema, theater and other artistic manifestations, under the name of "Ciné-Art Neuve France Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $5 each and into 4,000 preferred shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16181-61 — 1116/86

The Clevedon Real Estate & Investment Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Guy Pager, avocat, 80, Ballantyne Terrace, Dorval, Maurice-R. Marcotte, avocat, 1075, Lakeshore, Dorval, et Bernard Paquin, avocat, 1, rue Crepin, Châteauguay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et faire affaires dans l'immeuble et le courtage, sous le nom de « The Clevedon Real Estate & Investment Corporation Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 56, rue Dahlia, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10367-62 — 1113/85

The Clevedon Real Estate & Investment Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Pager, lawyer, 80, Ballantyne Terrace, Dorval, Maurice-R. Marcotte, lawyer, 1075, Lakeshore, Dorval, and Bernard Paquin, lawyer, 1, Crepin Street, Châteauguay, for the following purposes:

To act as real estate agents and to carry on a general real estate and brokerage business, under the anme of "The Clevedon Real Estate & Investment Corporation Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 56, Dahlia Street, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10367-62 — 1113/85

Patrick Cliche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Patrick Cliche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Patrick Cliche, commerçant, Jean Langevin, comptable agréé, et Gaétan Duval, assistant-comptable, tous trois de Saint-Georges, Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bières et autres boissons, alcooliques ou non, sous le nom de « Patrick Cliche Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16072-61 — 1111/32

bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Patrick Cliche, trader, Jean Langevin, chartered accountant, and Gaétan Duval, assistant-accountant, all three of Saint-Georges, Beauce, for the following purposes:

To carry on business dealing in beer and other beverages, whether alcoholic or not, under the name of "Patrick Cliche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the Town of Saint-Georges-West, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16072-61 — 1111/32

Clinique Chirurgicale de St-Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Dr Louis-Philippe Savoie, 134, St-Charles, Dr Paul Phaneuf, 226, Longueuil, et Dr Jacques Phaneuf, 226, Longueuil, tous trois médecins-chirurgiens, de St-Jean, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales ou centres et bureaux médicaux et chirurgicaux, sous le nom de « Clinique Chirurgicale de St-Jean Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 650 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16247-61 — 1111/9

Clinique Chirurgicale de St-Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Louis-Philippe Savoie, 134, St-Charles, Dr. Paul Phaneuf, 226, Longueuil, and Dr. Jacques Phaneuf, 226, Longueuil, all three physicians-surgeons, of St-John's, for the following purposes:

To establish, maintain and administrate one or more medical and surgical clinics or medical and surgical centers and offices, under the name of "Clinique Chirurgicale de St-Jean Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 650 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16247-61 — 1111/9

Club des Loisirs Dante Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Pagano, restaurateur, 6865, rue De Gaspé, Montréal, Angelo Sabatini, boulanger, 98, Bélanger, Montréal, et Angelo Ruffini, soudeur, 6959, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Former un club pour étudier, promouvoir, protéger et développer, de toutes manières, les intérêts matériels, culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de « Club des Loisirs Dante Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 6778, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10929-62 — 1116/124

Club des Loisirs Dante Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Pagano, restaurateur, 6865, De Gaspé Street, Montreal, Angelo Sabatini, baker, 98, Belanger, Montreal and Angelo Ruffini, solderer, 6959, St-Denis, Street, Montreal, for the following purposes:

To form a club to study, promote, protect and develop in every way, the material, cultural and social interests of its members, under the name of "Club des Loisirs Dante Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 6778, St-Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10929-62 — 1116/124

Club des Raquetteurs Le Gaillard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Forget, enquêteur, Lionel Lessard, percepteur, Gérard Routhier, contremaître, Serge Drouin, gérant, Samuel Setlakwe, commerçant, Gaétan Dumas, caissier, et Guy Simoneau, électricien, tous sept de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social, sous le nom de « Club des Raquetteurs Le Gaillard Inc. ».

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers de la corporation sera de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10268-62 — 1112/41

Club des Raquetteurs Le Gaillard Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Forget, investigator, Lionel Lessard, collector, Gérard Routhier, foreman, Serge Drouin, manager, Samuel Setlakwe, tradesman, Gaétan Dumas, cashier, and Guy Simoneau, electrician, all seven of Thetford Mines, for the following purposes:

To form and direct a social club under the name of "Club des Raquetteurs Le Gaillard Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61119 10268-62 — 1112/41

Club Granby-Windsor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandre Babin, commerçant, René Dion, industriel, et Jacques-Hervé Lefebvre, agent, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Établir des bonnes relations entre les citoyens de la ville de Granby, province de Québec, et ceux de la ville de Windsor, province d'Ontario, ainsi qu'avec toutes autres villes que les directeurs pourront choisir comme villes jumelles à Granby, sous le nom de « Club Granby-Windsor Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10854-62 — 1116/125

Club Granby-Windsor Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Alexandre Babin, tradesman, René Dion, industrialist, and Jacques-Hervé Lefebvre, agent, all three of Granby, for the following purposes:

To establish good relations amongst the citizens of Granby, Province of Quebec, and those of the town of Windsor, Ontario, as well as with those any other towns that the directors may choose as twin towns to Granby, under the name of "Club Granby-Windsor Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

61119 10854-62 — 1116/125

Club Richelieu St-Georges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dr François Cliche, médecin, J.-N.-Raymond Desmarais, gérant, Armand Catellier, marchand, Adrien Girard, agent, Roméo Gilbert, commis, Bertrand Sirois, vendeur, Arsène Morin, marchand, tous six de St-Georges, comté de Beauce, et Dr Raymond Reny, médecin, St-Prosper, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu St-Georges Inc. ».

Club Richelieu St-Georges Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. François Cliche, physician, J.-N.-Raymond Desmarais, manager, Armand Catellier, merchant, Adrien Girard, agent, Roméo Gilbert, clerk, Bertrand Sirois, salesman, Arsène Morin, merchant, all six of St-Georges, county of Beauce, and Dr. Raymond Reny, physician, St-Prosper, county of Dorchester, for the following purposes:

To unite its members for a charitable end, in order that they may help one another in the domain of personal culture, under the name of "Club Richelieu St-Georges Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 13487-61 — 1115/81

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at St-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 13487-61 — 1115/81

Club Social Féminin Laurentien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Thérèse Plouffe Aubry, ménagère, épouse séparée de biens de Georges Aubry, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 783A, rue Labelle, St-Jérôme, Dame Réjeanne Gareau Gosselin, ménagère, épouse séparée de biens d'Adrien Gosselin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 424, Gauthier, St-Jérôme, et Dame Roxanne Bernier Lalonde, ménagère, épouse séparée de biens de Marcel Lalonde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 362, rue Rochon, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Club Social Féminin Laurentien Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10805-62 — 1117/33

Club Social Féminin Laurentien Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Thérèse Plouffe Aubry, housewife, wife separate as to property of Georges Aubry, and duly authorized by him for these presents, 783A, Labelle Street, St-Jérôme, Dame Réjeanne Gareau Gosselin, housewife, wife separate as to property of Adrien Gosselin, and duly authorized by him for these presents, 424, Gauthier, St-Jérôme, and Dame Roxanne Bernier Lalonde, housewife, wife separate as to property of Marcel Lalonde, and duly authorized by him for these purposes, 362, Rochon Street, St-Jérôme, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Club Social Féminin Laurentien Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10805-62 — 1117/33

Coaticook Dry Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Gérald Lafrance, avocat, de Sherbrooke, Mlle Simone Bouchard, sténographe, célibataire majeure, et Louis Gérin, notaire, ces deux derniers de Coaticook, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Coaticook Dry Cleaning Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, comté de Stanstead, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10418-62 — 1113/137

Coaticook Dry Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Lafrance, advocate, of Sherbrooke, Miss Simone Bouchard, stenographer, spinster of full age, and Louis Gérin, notary, the latter two of Coaticook, for the following purposes:

To carry on a business as cleaners under the name of "Coaticook Dry Cleaning Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Coaticook, county of Stanstead, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10418-62 — 1113/137

Commission des Loisirs de Rivière-du-Moulin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Commission des Loisirs de Rivière-du-Moulin Ltée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962

province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Léonidas Bélanger, employé civil, 1, rue King, Rivière-du-Moulin, Antonio Gagnon, technicien, 30, rue Père Honorat, Rivière-du-Moulin, et Marcellin Côté, inspecteur, 1, rue de la Voirie, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Établir et diriger une commission de loisirs, sous le nom de « Commission des Loisirs de Rivière-du-Moulin Ltée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Rivière-du-Moulin, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10318-62 — 1113/127

La Compagnie Chomodu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Denis Monette, optométriste, 184, 1ère Rue, Iberville, Dame Denise Monette, ménagère, épouse commune en biens de Jean-Guy Durocher, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, 136, 13ième Avenue, Iberville, et Dame Monique Monette, ménagère, épouse commune en biens de Jean-Guy Choinière, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 135, 14ième Avenue, Iberville, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et d'articles de bureau, sous le nom de « La Compagnie Chomodu Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 14841-61 — 1116/103

La Compagnie Gallix Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Johnny Roussel, électricien, 1013, rue Gallienne, Bernard Côté, avocat, 32, Livingston Place, et Cécile Lévesque, secrétaire, célibataire majeure, 466, avenue Brochu, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « La Compagnie Gallix Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1013, rue Gallienne, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10106-62 — 1116/10

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léonidas Bélanger, civil employee, 1, King Street, Rivière-du-Moulin, Antonio Gagnon, technician, 30, Père Honorat Street, Rivière-du-Moulin, and Marcellin Côté, inspector, 1, de la Voirie Street, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To establish and direct a recreational commission under the name of "Commission des Loisirs de Rivière-du-Moulin Ltée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Rivière-du-Moulin, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10318-62 — 1113/127

La Compagnie Chomodu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Monette, optometrist, 184, 1st Street, Iberville, Dame Denise Monette, housewife, wife common as to property of Jean-Guy Durocher, and duly authorized by him for these presents, 136, 13th Avenue, Iberville, and Dame Monique Monette, housewife, wife common as to property of Jean-Guy Choinière, and duly authorized by him for these presents, 135, 14th Avenue, Iberville, for the following purposes:

To deal in apparatus for the reproduction of sound and communication and in office equipment, under the name of "La Compagnie Chomodu Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 14841-61 — 1116/103

La Compagnie Gallix Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Johnny Roussel, electrician, 1013, Gallienne Street, Bernard Côté, advocate, 32, Livingston Place, and Cécile Lévesque, secretary, spinster of the full age of majority, 466, Brochu Avenue, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "La Compagnie Gallix Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1013, Gallienne Street, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10106-62 — 1116/10

Company Publications Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, LeMoyne, Roy Calvin Amaron, Dorval, tous deux avocats, Olive Clarke, secrétaire, épouse séparée de biens de Arthur Clarke, Pointe-Claire, Mae Nason, secrétaire, épouse séparée de biens de Francis Lewis Nason, Dorval, et Beatrice Renaud, secrétaire, épouse séparée de biens de Émile-Louis Renaud, Rivière-Beaudette, dans le comté de Soulanges pour les objets suivants:

Entreprendre les affaires de propriétaires de publications, d'écrivains et d'éditeurs, sous le nom de « Company Publications Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1509 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10255-62 — 1118/27

Company Publications Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, LeMoyne, Roy Calvin Amaron, Dorval, both advocates, Olive Clarke, secretary, wife separate as to property of Arthur Clarke, Point-Claire, Mae Nason, secretary, wife separate as to property of Francis Lewis Nason, Dorval, and Beatrice Renaud, secretary, wife separate as to property of Émile-Louis Renaud, Rivière-Beaudette, in the county of Soulanges, for the following purposes:

To engage in business as publishers, writers and editors, under the name of "Company Publications Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1509, Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10255-62 — 1118/27

Conseil d'Aménagement et d'Expansion de la Côte du Sud

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Félix Bélanger, cultivateur, Jacques Labrie, secrétaire de L'U.C.C., Charles Gagné, agronome, tous trois de Ste-Anne-de-la-Pocatière, Réal Laberge, comptable, Louis Jobidon, ingénieur-électricien, Jules Blanchet, avocat, tous trois de Montmagny, Lucien Gosselin, agronome, de L'Islet, et Léo Gendron, industriel, de St-André-de-Kamouraska pour les objets suivants:

Diriger l'aménagement des ressources naturelles et favoriser l'expansion économique, industrielle, agricole, forestière, touristique, commerciale et sociale de la région, sous le nom de « Conseil d'Aménagement et d'Expansion de la Côte du Sud ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10440-62 — 1114/17

Conseil d'Aménagement et d'Expansion de la Côte du Sud

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Félix Bélanger, farmer, Jacques Labrie, secretary of the U.C.C., Charles Gagné, agronomist, all three of Ste-Anne-de-la-Pocatière, Réal Laberge, accountant, Louis Jobidon, electrical engineer, Jules Blanchet, advocate, all three of Montmagny, Lucien Gosseling, agronomist, of L'Islet, and Léo Gendron, industrialist, of St-André-de-Kamouraska, for the following purposes:

To direct arrangements of the natural resources and to favor the economical, industrial, agricultural, forestry, tourist, commercial and social expansion of the region, under the name of "Conseil d'Aménagement et d'Expansion de la Côte du Sud".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10440-62 — 1114/17

Le Conseil de l'Industrie des Viandes du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Rochette, charcutier, 3076, d'Amours, Sainte-Foy, Émile Sylvain, commerçant de viande en gros,

Le Conseil de l'Industrie des Viandes du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Rochette, pork-butcher, 3076 d'Amours, Sainte-Foy, Émile Sylvain, wholesale trader in meats, 380, Jeanne-

380, Jeanne-d'Arc, Québec, et Gilles Côté, commerçant de viande en gros, 1226, des Pins, Sillery, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de charcuteries, de salaisons, d'abattoirs, de commerces de viande en gros et toutes les personnes qui sont directement intéressées à l'industrie et au commerce de la viande, sous le nom de « Le Conseil de l'Industrie des Viandes du Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10597-62 — 1118/1

d'Arc, Québec, and Gilles Côté, wholesale trade in meats, 1226, des Pins, Sillery, for the following purposes:

To group into an association proprietors of pork-butcher stores, packing-houses, slaughter-houses, wholesale meat dealers and all persons who are directly interested in the industry and in the meat business, under the name of "Le Conseil de l'Industrie des Viandes du Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10597-62 — 1118/1

Conseil des Loisirs de Montmagny

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Caron, commis, Jules Blanchet, avocat, Georges Boulay, commis-boucher, Guy Biron, gérant de pièces d'automobiles, Raymond Côté, comptable, Louis-Philippe Fortin, agent d'assurance, Wellie Marchand, policier, Robert Proulx, agent d'assurance, Barthélémy Boulet, peintre, M. l'abbé Gaétan Guimont, prêtre-vicaire, Mlle Céline Létourneau, commis de bureau, Mlle Lucie Caouette, commis, et Mlle Janine Morin, secrétaire, tous treize de Montmagny, pour les objets suivants:

Grouper les organismes de loisirs dans la ville de Montmagny et dans la municipalité de St-Thomas de Montmagny, sous le nom de « Conseil des Loisirs de Montmagny ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10437-62 — 1113/133

Conseil des Loisirs de Montmagny

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Caron, clerk, Jules Blanchet, advocate, Georges Boulay, clerk-butcher, Guy Biron, manager of store for repair parts for automobiles, Raymond Côté, accountant, Louis-Philippe Fortin, insurance agent, Wellie Marchand, policeman, Robert Proulx, insurance agent, Barthélémy Boulet, painter, Rev. Father Gaétan Guimont, priest-curate, Miss Céline Létourneau, office clerk, Miss Lucie Caouette, clerk, and Miss Janine Morin, secretary, all thirteen of Montmagny, for the following purposes:

To group recreational organisms in the town of Montmagny, and in the municipality of St-Thomas de Montmagny, under the name of "Conseil des Loisirs de Montmagny".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10437-62 — 1113/133

Continental Automotive Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Gilles Guimond, vendeur, Dame Adrienne Gratton Guimond, ménagère, épouse séparée de biens d'Henri Guimond, tous deux de 8597, rue Casgrain, et Gilles Piché, marchand, 2505, Place Bohlé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, moteurs, instruments, pièces électriques et mécaniques pour véhicules automobiles, sous le nom de « Continental Automotive Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8597, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Continental Automotive Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Guimond, salesman, Dame Adrienne Gratton Guimond, housewife, wife separate as to property of Henri Guimond, both of 8597, Casgrain Street, and Gilles Piché, merchant, 2505, Place Bohlé, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in machinery, motors, instruments, electrical and mechanical parts for automotive vehicles, under the name of "Continental Automotive Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 8597, Casgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15850-61 — 1114/51

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15850-61 — 1114/51

Coquette Vogue Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation: Gérard-Pierre Laganière, avocat, 2243, Grand-Boulevard, Montréal, Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, Ritchot, Repentigny, Gilles Thouin, étudiant, 550, Notre-Dame, Repentigny, et Sylvette Sylvestre, secrétaire, 8490, des Belges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie, bibelots et toute marchandise pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Coquette Vogue Incorporée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de St-François, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10476-62 — 1115/37

Coquette Vogue Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard-Pierre Laganière, advocate, 2243, Grand-Boulevard, Montreal, Louis-Rhéal, Tremblay, advocate, 43, Ritchot, Repentigny, Gilles Thouin, student, 550 Notre-Dame, Repentigny, and Sylvette Sylvestre, secretary, 8490, des Belges, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in lingerie, bibelots, and any merchandise for men, women and children under the name of "Coquette Vogue Incorporée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the town of St-François, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10476-62 — 1115/37

Coronation Hosiery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Bernard Berglas, marchand, 5985, Souart, Abraham Berglas, marchand, 3085, avenue Linton, et Joseph H. Freedman, avocat, 2260, chemin Bedford, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas et de toutes sortes de marchandises tricotées, sous le nom de « Coronation Hosiery Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10523-62 — 1117/4

Coronation Hosiery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Berglas, merchant, 5985, Souart, Abraham Berglas, merchant, 3085, Linton Avenue, and Joseph H. Freedman, advocate, 2260, Bedford Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in hosiery and knitted goods of all kinds, under the name of "Coronation Hosiery Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10523-62 — 1117/4

Coronet Florists Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Theo Demetre, gérant de théâtre, 2053 ouest, rue Ste-Catherine, Mlle Béatrice Demetre, secrétaire, fille majeure, 5623, avenue Woodbury, et Jerry Katsouris, fleuriste, 5352, avenue Park, tous trois de Montréal, pour les suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, sous le nom de « Coronet Florists Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Coronet Florists Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Théo Demetre, theatre manager, 2053, St. Catherine Street West, Miss Béatrice Demetre, secretary, spinster of the full age of majority, 5623, Woodbury Avenue, and Jerry Katsouris, florist, 5352, Park Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, under the name of "Coronet Florists Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10456-62 — 1114/4

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10456-62 — 1114/4

La Corporation des Loisirs de Notre Dame des Prairies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: René Bacon, 193, rue Curé-Rondeau, Roger Gaudet, 112, 1ière Avenue, tous deux professeurs, Cléophas Turcotte, contremaître, 10, avenue Pierre, Paul Fafard, vendeur, 117, rue André, et Roger Perreault, comptable, 131, rue Jetté, tous cinq de Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent et poursuivent des buts sociaux, sportifs, culturels, patriotiques, et autres du même genre, sous le nom de « La Corporation des Loisirs de Notre Dame des Prairies Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Notre-Dame-des-Prairies, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10125-62 — 1112/42

La Corporation des Loisirs de Notre Dame des Prairies Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: René Bacon, 193, Curé-Rondeau, Street Roger Gaudet, 112, 1st Avenue, both professors, Cléophas Turcotte, foreman, 10, Pierre Avenue, Paul Fafard, salesman, 117, André Street, and Roger Perreault, accountant, 131, Jetté Street, all five of Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To group together persons interested and who follow social, sporting, cultural, patriotic trends, and other matters of the same sort, under the name of "La Corporation des Loisirs de Notre-Dame des Prairies Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Notre-Dame-des-Prairies, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10125-62 — 1112/42

Côte St. Luc Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1962, constituant en corporation: J. Gerald Lawton, marchand, 5325, O'Bryan, Montréal, Bogumil Glowacki, marchand, 7290, Louis-Hémon, Montréal, et Jan Greniuk, marchand, 7555, Louis-Hémon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Côte St. Luc Car Wash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7130, Côte-St-Luc Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10204-62 — 1114/83

Côte St. Luc Car Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Gerald Lawton, merchant, 5325, O'Bryan, Montreal, Bogumil Glowacki, merchant, 7290, Louis-Hémon, Montreal, and Jan Greniuk, merchant, 7555, Louis-Hémon, Montreal, for the followin g purposes:

To deal in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Côte St. Luc Car Wash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7130, Côte-St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10204-62 — 1114/83

Dairy Maid Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Armand Poupart Sr., avocat, 65, avenue Thornton, Mont Royal, Armand Poupart

Dairy Maid Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Poupart Sr., lawyer, 65, Thornton Avenue, Mount Royal, Armand Poupart Jr., l awyer

Jr., avocat, 3375, Maplewood, Côte-des-Neiges, Montréal, et Mlle Jeanne Senay, sténographe, 298, Desmarchais, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les produits laitiers, sous le nom de « Dairy Maid Incorporated », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 15545-61 — 1115/17

Décarie Plaza Inc.

Avis est est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, chemin Northcote, Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, 5850, avenue Souart, Montréal, Hilliard Ginsberg, avocat, 3459, rue Drummond, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une certaine propriété immobilière spécifique, sous le nom de « Décarie Plaza Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $5 chacune et 7,200 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10686-62 — 1115/3

Delta Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, 167, Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, avocat, 4957, avenue Borden, Montréal, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 5320, avenue Bannantyne, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Delta Holdings Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 311, boulevard Churchill, chambre No 1, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10528-62 — 1117/5

Dixville Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1962, constituant

3375, Maplewood, Côte-des-Neiges, Montreal, and Miss Jeanne Senay, stenographer, 198, Desmarchais, Verdun, for the following purposes:

To deal in dairy products, under the name of "Dairy Maid Incorporated", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 15545-61 — 1115/17

Décarie Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, lerters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412, Northcote Road, Rosemère, Gabriel Glazer, advocate, 5850, Souart Avenue, Montreal, Hilliard Ginsberg, advocate, 3459, Drummond Street, Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840, Bourret Avenue, Montreal, for the following purposes:

To administer a certain specific real estate, under the name of "Décarie Plaza Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $5 each and 7,200 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10686-62 — 1115/3

Delta Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 4957, Borden Avenue, Montreal, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 5320, Bannantyne Avenue, Verdun, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Delta Holdings Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 311 Churchill Boulevard, Suite No 1, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10528-62 — 1117/5

Dixville Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire

en corporation: Rosaire Desbiens, avocat, 1799, Walnut, Laflèche, Mlles Françoise Bellay, 1845, St-Luc, Montréal, et Louise Lazure, 755, Wilder, Outremont, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois et de matériaux de construction ou de tout autre objet se rapportant à ce commerce, sous le nom de « Dixville Lumber Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10226-62 — 1115/4

Desbiens, advocate, 1799, Walnut, Laflèche, Misses Françoise Bellay, 1845, St-Luc, Montreal, and Louise Lazure, 755, Wilder, Outremont, the two later secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business dealing in wood and in building materials or in any other object pertaining to this trade, under the name of "Dixville Lumber Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10226-62 — 1115/4

Le Domaine Ste. Monique

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Mainguy, agent-vendeur, 12, Pie X, Rolland Daigle, employé des postes, 35, Louis-Fréchette, Raymond St-Cyr, commis-chauffeur, 25, Fatima, Roger Proulx, marchand, 15, Maria-Goretti, et Marcel Brousseau, professeur, 66, Louis-Fréchette, tous cinq de ville de Les Saules, et Rév. Robert Poitras, prêtre, vicaire, Ste-Monique-des-Saules, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Le Domaine Ste. Monique ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 12, Pie X, ville de Les Saules, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

61119-o 14774-61 — 1098/140

Le Domaine Ste. Monique

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Mainguy, sales-agent, 12 Pie X, Rolland Daigle, post-office employee, 35, Louis-Fréchette, Raymond St-Cyr, clerk-chauffeur, 25, Fatima, Roger Proulx, merchant, 15, Maria-Goretti, and Marcel Brousseau, professeur, 66, Louis-Fréchette, all five of the town of Les Saules, and Rev. Robert Poitras, priest, curate, Ste-Monique-des-Saules, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Le Domaine Ste. Monique".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 12, Pie X, town of Les Saules, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1962.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

61119 14774-61 — 1098/140

Domrémy Lac-Mégantic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lapointe, rembourreur, M. l'abbé Gérard Ringuette, prêtre-aumônier, Dr Jacques Huard, médecin, Camille Éthier, employé civique, Paul Mathieu, professeur, Viateur Rodrigue, employé civil, Gédéon Boulé, rentier, Léonard Trépanier, vendeur, Donat Roy, plombier, et Charles-E. Côté, notaire, tous dix de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, développer et administrer une ou plusieurs maisons d'entraide ou salles d'accueil pour les alcooliques, sous le nom de « Domrémy Lac-Mégantic Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Lac-Mégantic, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10824-62 — 1117/6

Domrémy Lac-Mégantic Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Lapointe, upholsterer, Father Gérard Ringuette, priest-chaplain, Dr. Jacques Huard, physician, Camille Éthier, civic employee, Paul Mathieu, professor, Viateur Rodrigue, civil employee, Gédéon Boulé, annuitant, Léonard Trépanier, salesman, Donat Roy, plumber, and Charles-E. Côté, notary, all ten of Lake Mégantic, for the following purposes:

To establish, maintain, develop and manage one or several homes for mutual help and the rehabilitation of alcoholics, under the name of "Domrémy Lac-Mégantic Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Lake Megantic, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10824-62 — 1117/6

Downtown Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1962, constituant en corporation: Abraham, Shuster avocat, 5470, Bessborough, app. 23, Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, Linda Kashner, 5225, Waverly, et Dorothy Gunston, 3422, rue Stanley, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Downtown Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10601-62 — 1118/73

Downtown Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5470, Bessborough, apt. 23, Nathaniel Liebman, notary, 5215, Kensington, Linda Kashner, 5225, Waverly, and Dorothy Gunston, 3422, Stanley Street, the latter two secretaries, spinsters, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Downtown Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10601-62 — 1118/73

Ducharme & Gravel Limitée
Ducharme & Gravel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Roger Teletcha, presseur, 10495, Delaroche, Dame Thérèse Bordeleau, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Teletcha, 10495, Delaroche, et Olivier Gauthier, avocat, 10420, Clark, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Ducharme & Gravel Limitée — Ducharme & Gravel Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10135-62 — 1116/11

Ducharme & Gravel Limitée
Ducharme & Gravel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Teletcha, presser, 10495, Delaroche, Dame Thérèse Bordeleau, secretary, wife contractually separate as to property of the said Roger Teletcha, 10495, Delaroche, and Olivier Gauthier, advocate, 10420, Clark, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as insurance brokers, under the name of "Ducharme & Gravel Limitée — Ducharme & Gravel Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Outremount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10135-62 — 1116/11

Dugal Auto Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Robert Burns, avocat, 6730, des Écores, Arthur Bertosini, gérant de bureau, 8256, St-André, et Pierre-J. Lachapelle, comptable, 8483, Clark, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du verre, de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Dugal Auto Glass Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 969, rue Mont-Royal, est, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10553-62 — 1114/115

Dugal Auto Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Burns, advocate, 6730, des Écores, Arthur Bertosini, office manager, 8256, St-André, and Pierre-J. Lachapelle, accountant, 8483, Clark, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in glass and all its products and by-products, under the name of "Dugal Auto Glass Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 969, Mont-Royal Street east, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10553-62 — 1114/115

Édifice Décary Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: Maurice Gagné, avocat et conseil en loi de la Reine, 1131, avenue Park, Julien Chouinard, avocat, 420, avenue Lemesurier, tous deux de Québec, et Jean Sirois, étudiant, 2025, avenue Brûlart, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Édifice Décary Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10864-62 — 1118/29

Édifice Décary Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gagné, advocate, and Queen's Counsel, 1131, Park Avenue, Julien Chouinard, advocate, 420, Lemesurier Avenue, both of Quebec, and Jean Sirois, student, 2025, Brûlart Avenue, Sillery, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate under the name of "Édifice Décary Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10864-62 — 1118/29

Édifice Rouyn Ltée
Rouyn Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Dr. Yvan Juteau, médecin, Dr. Robert J. Nelson, médecin et chirurgien, tous deux de Noranda, et Dr. Fernand Lemay, médecin et chirurgien, de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Édifice Rouyn Ltée — Rouyn Building Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10389-62 — 1118/49

Édifice Rouyn Ltée
Rouyn Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Yvan Juteau, physician, Dr. Robert J. Nelson, physician and surgeon, both of Noranda, and Dr. Fernand Lemay, physician and surgeon, of Rouyn, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Édifice Rouyn Ltée — Rouyn Building Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10389-62 — 1118/49

Electronic Protection Inc.
Protection Électronique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1962, constituant en corporation: Marcel Sarrazin, J.-Avila Boivin, tous deux notaires, et J.-Adélard Gouger, comptable, tous trois de Berthierville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente et de l'installation de systèmes électroniques de protection contre le feu et le vol, sous le nom de « Electronic Protection Inc.— Protection Électronique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de St-Antoine-de-Lanoraie, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Electronic Protection Inc.
Protection Électronique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Sarrazin, J.-Avila Boivin, both notaries, and J.-Adélard Gouger, accountant, all three of Berthierville, for the following purposes:

To carry on a business in the sale and installation of electronic systems against fire and theft, under the name of "Electronic Protection Inc.— Protection Électronique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the parish of St-Antoine-de-Lanoraie, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10316-62 — 1118/58

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10316-62 — 1118/58

Électronique A.G.P. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1962, constituant en corporation: André Perreault, 241-B, King George, Kénogami, Gérard Proulx, 307, rue Angers, Jonquière, et Gaston Deschênes, 137-A, rue Fortier, Kénogami, tous trois techniciens en télévision, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de télévision, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils électroniques, sous le nom de « Électronique A.G.P. Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 448, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10246-62 — 1115/53

Électronique A.G.P. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 241-B King George, Kenogami, Gérard Proulx, 307, Angers Street, Jonquière, and Gaston Deschênes, 137-A Fortier Street, Kenogami, all three television technicians, for the following purposes:

To carry on business dealing in television sets, their parts and accessories, and in other electronic instruments or apparatus, under the name of "Électronique A.G.P. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 448, St-Hubert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10246-62 — 1115/53

Les Entreprises Ile-Jésus Ltée
Ile-Jésus Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Claude Labelle, 437, Léopold Pouliot, Chomedey, Réal Labelle, 435, Léopold-Pouliot, Chomedey, tous deux jardiniers, Gonzague Hotte, chirurgien-dentiste, 7180, Jean-Bourdon, Montréal, et René Gauthier, courtier d'assurance, 73, Alexandre, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Ile-Jésus Ltée — Ile-Jésus Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 123, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 11028-62 — 1118/30

Les Entreprises Ile-Jésus Ltée
Ile-Jésus Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Labelle, 437, Léopold Pouliot, Chomedey, Réal Labelle, 435, Léopold-Pouliot, Chomedey, both gardeners, Gonzague Hotte, surgeon-dentist, 7180, Jean-Bourdon, Montreal, and René Gauthier, insurance-broker, 73, Alexandre, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on in the field of real estate and construction under the name of "Les Entreprises Ile-Jésus Ltée — Ile-Jésus Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 123, des Laurentides Boulevard, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 11028-62 — 1118/30

Les Entreprises Safari (Québec) Inc.
Safari Enterprises (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Jean Goulet, avocat, Jean Blain, avocat, Mlles Lise Parant, sténographe, Claudette Comeau, sténographe et Gisèle Gélinas, secrétaire, ces trois dernières filles

Les Entreprises Safari (Québec) Inc.
Safari Enterprises (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Jean Goulet, advocate, Jean Blais, advocate, the Misses Lise Parant, stenographer, Claudette Comeau, stenographer, and Gisèle Gélinas, secretaries, the latter three spins-

majeures usant de leurs droits, tous six de 31, St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Les Entreprises Safari (Québec) Inc. — Safari Enterprises (Quebec) Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10538-62 — 1114/121

ters in use of their rights, all six of 31, St. James Street, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as hotel-keepers under the name of "Les Entreprises Safari (Québec) Inc. — Safari Enterprises (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10538-62 — 1114/121

L'Éveil Féminin de Grand'Mère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Thérèse Pilon Lamarre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Lamarre, 301, avenue du Plateau, Grand'Mère-Est, Dame Liette Bouchard Rémillard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Réjean Rémillard, 393, 5e Rue, Grand'Mère, et Dame Gabrielle Tremblay Gervais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Gervais, 861, 6e Avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Constituer une association féminine avec un but non lucratif, mais un but social, culturel et charitable, par des réalisations de toutes sortes destinées à promouvoir les intérêts sociaux et culturels des membres, sous le nom de « L'Éveil Féminin de Grand'Mère Inc. ».

Le siège social de la corporation sera 301, avenue du Plateau, Grand'Mère-Est, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15882-61 — 1115/134

L'Éveil Féminin de Grand'Mère Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Thérèse Pilon Lamarre, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Lamarre, 301, Plateau Avenue, Grand'Mère-East, Dame Liette Bouchard, Rémillard, housewife, wife contractually separate as to property of Réjean Rémillard, 393, 5th Street, Grand'Mère, and Dame Gabrielle Tremblay Gervais, housewife, wife contractually separate as to property of Claude Gervais, 861, 6th Avenue, Grand'Mère, for the following purposes:

To establish a feminine association without lucrative motives, for the social, cultural and charitable purposes, but by putting into effect plans destined to promote the social and cultural interests of members under the name of "L'Éveil Féminin de Grand'Mère Inc.".

The head office of the corporation will be at 301, du Plateau Avenue, Grand'Mère-East, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15882-61 — 1115/134

Famous Crystal Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Louis Veroutis, George Veroutis, et Peter Veroutis, tous trois restaurateurs, de 5158, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Famous Crystal Restaurant Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10497-62 — 1115/18

Famous Crystal Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Veroutis, George Veroutis and Peter Veroutis, all three restaurateurs, of 5158, Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Famous Crystal Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10497-62 — 1115/18

Ferno Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Ferno Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1962, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, 7, 3e Avenue, Dorval, Leo Rosentzveig, avocat, 4805, chemin Circle, Montréal, William Levitt, avocat, 5020, St. Kevin, Montréal, et Stanley Taviss, avocat, 7115, Fielding, Montreal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ferno Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10782-62 — 1115/65

bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shacter, advocate, 7, 3rd Avenue, Dorval, Leo Rosentzveig, advocate, 4805, Circle Road, Montreal, William Levitt, advocate, 5020, St. Kevin, Montreal, and Stanley Taviss, advocate, 7115, Fielding, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ferno Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10782-62 — 1115/65

Henry A. Ferraris & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, 221, rue Tait, St-Laurent, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte-St-Luc, Montréal, et Earl H. Drymer, 6462 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de représentants de manufacturiers, agents et distributeurs, sous le nom de « Henry A. Ferraris & Son Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5717, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 15404-61 — 1116/116

Henry A. Ferraris & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude-Armand Sheppard, 221, Tait Street, St-Laurent, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte-St-Luc, Montreal, and Earl H. Drymer, 6462, Sherbrooke Street, West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' representatives, agents and distributors, under the name of "Henry A. Ferraris & Son Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 5717, Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 15404-61 — 1116/116

Roger Forest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally et Paul Frederick Dingle, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie en acier et en métal, structures et autres produits de même genre, sous le nom de « Roger Forest Inc. », avec une capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10048-62 — 1115/45

Roger Forest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally, and Paul Frederick Dingle, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in steel and metal machinery, structures and other products of a similar nature, under the name of "Roger Forest Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10048-62 — 1115/45

Gaspesia Ready-Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Gaspesia Ready-Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1962,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: J. Everett Keays, industriel, Chandler, J. Russel Keays, industriel, Gaspé, et G. Leonard Keays, contremaître, Chandler, pour les objets suivants:

Manufacturer du ciment et du béton « ready-mix » sous le nom de « Gaspesia Ready-Mix Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10266-62 — 1115/87

Gerrol Ltée
Gerrol Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Roland Poulin, industriel, 1335, 26ième Rue, Québec, Juliette Ferland Poulin, épouse séparée de biens dudit Roland Poulin, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, ménagère, 1335, 26ième Rue, Québec, Gérard Gilbert, industriel, 3201, Lajoie, Trois-Rivières, et Thérèse Cantin Gilbert, épouse séparée de biens dudit Gérard Gilbert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 3201, Lajoie, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Distribution de suppléments alimentaires, sous le nom de « Gerrol Ltée — Gerrol Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1335, 26ième Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15835-61 — 1110/3

Geroma Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Bertrand-Vincent Tremblay, C.R., avocat, Dame Marie Ahern Tremblay, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Bertrand-Vincent Tremblay, et Romain St-Laurent, entrepreneur, tous trois de Ste-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Geroma Construction Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10548-62 — 1114/110

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Everrett Keays, industrial, Chandler, J. Russel Keays, industrial, Gaspé, and G. Leonard Keays, foreman, Chandler, for the following purposes:

To manufacture cement and ready-mix concrete, under the name of "Gaspesia Ready-Mix Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10266-62 — 1115/87

Gerrol Ltée
Gerrol Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Poulin, industrialist, 1335, 26th Street, Quebec, Juliette Ferland Poulin, wife separate as to property of the said Roland Poulin, and duly authorized by him for these presents, housewife, 1335, 26th Street, Quebec, Gérard Gilbert, industrialist, 3201, Lajoie, Trois-Rivières, and Thérèse Cantin Gilbert, wife separate as to property of the said Gérard Gilbert, and duly autoritized by him for these presents, 3201, Lajoie, Trois-Rivières, for the following purposes:

Distribution of food supplements, under the name of "Gerrol Ltée — Gerrol Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1335, 26th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15835-61 — 1110/3

Geroma Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bertrand-Vincent Tremblay, Q.C., advocate, Dame Marie Ahern Tremblay, secretary, wife separate as to property of the said Bertrand-Vincent Tremblay, and Romain St-Laurent, contractor, all three of Ste-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Geroma Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Give at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10548-62 — 1114/110

Girtex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Samuel Moscovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 5564, avenue Alpine, Côte-St-Luc, David Litner, avocat et conseil en loi de la Reine, 4012, Marlowe, Montréal, et Ida Larocque, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 423, rue Mayor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles et tissus, sous le nom de « Girtex Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10416-62 — 1113/105

Girtex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, 5564, Alpine Avenue, Côte-St-Luc, David Litner, advocate and Queen's Counsel, 4012, Marlowe, Montreal, and Ida Larocque, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 423, Mayor Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles and fabrics, under the name of "Girtex Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10416-62 — 1113/105

Green Budget Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat et conseil en loi de la Reine, 3682, Le Boulevard, Reuben Resin, avocat, 5510, avenue Robinson, Joseph Blumer, étudiant, 5053, avenue Ponsard, et Angela Yeo-West, secrétaire, célibataire, 2266, avenue Harvard, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'escompte, placements et de courtage, sous le nom de « Green Budget Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10513-62 — 1114/106

Green Budget Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Greenblatt, advocate and Queen's Counsel, 3682, The Boulevard, Reuben Resin, advocate, 5510, Robinson Avenue, Joseph Blumer, student, 5053, Ponsard Avenue, and Angela Yeo-West, secretary, spinster, 2266, Harvard Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a discount, investment and factoring company, under the name of "Green Budget Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincila Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10513-62 — 1114/106

Em. Griffin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Emmanuel Griffin, commerçant, Dame Marcelle Marchnad Griffin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Emmanuel Griffin, tous deux de 1967, rue Victoria, et Lionel Fortin, gérant, 1738, rue Père Daniel, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseurs, sous le nom de « Em. Griffin Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Em. Griffin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emmanuel Griffin, dealer, Dame Marcelle Marchand Griffin, housewife, wife separate as to property of the said Emmanuel Griffin, both of 1967, Victoria Street, and Lionel Fortin, manager, 1738, Père Daniel Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business operating as confectioners under the name of "Em. Griffin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1225, rue St-Maurice, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10674-62 — 1115/71

The head office of the company will be at 1225, St-Maurice Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10674-62 — 1115/71

Grosvenor Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1962, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, 1594, est, boulevard St-Joseph, Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, et G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Grosvenor Development Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, avenue Rockland, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10800-62 — 1115/136

Grosvenor Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-C. Lachance, 1594, St. Joseph Boulevard, East, Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, and G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, all four lawyers of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Grosvenor Development Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 190, Rockland Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10800-62 — 1115/136

Harco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, 315, St-Urbain, St-Laurent, Murray B. Spiegel, avocat, 63, chemin Banstead, Montréal-ouest, et Harvey Cooperstone, avocat, 3926, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et celui d'animaux, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, œuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Harco Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 200 actions privilégiées catégorie « A », de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie « B », de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10452-62 — 1115/9

Harco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, 315, St-Urbain, St-Laurent, Murray B. Spiegel, advocate, 63, Banstead Road, Montreal West, and Harvey Cooperstone, advocate, 3926, Carlton, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Harco Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10452-62 — 1115/9

Henrietta Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

Henrietta Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor

date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Mme Henrietta Medine Asch, ménagère, veuve de feu Charles Asch, 5725, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, 4835, avenue Montclair, Montréal, et Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Henrietta Holdings Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 150 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 14,975 actions privilégiées, catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10951-62 — 1117/13

of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Henrietta Medine Asch, housewife, widow of the late Charles Asch, 5725, Côte-St-Luc Road, Hampstead, Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, 4835, Montclair Avenue, Montreal, and Philip Shrague Garonce, advocate, 5577, Alpine Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To operate an investment and holding company, under the name of "Henrietta Holdings Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 100 common shares of a par value of $1 each, 150 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 14,975 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10951-62 — 1117/13

Hôtel Chapais Inc.
Chapais Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Maurice Massé, hôtelier, Chapais, Roland Massé, hôtelier, Chapais, et Armand Gilbert, notaire, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Chapais Inc. — Chapais Hotel Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10843-62 — 1116/82

Hôtel Chapais Inc.
Chapais Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Massé, innkeeper, Chapais, Roland Massé, innkeeper, Chapais, and Armand Gilbert, notary, Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel Chapais Inc. — Chapais Hotel Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chapais, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10843-62 — 1116/82

Hôtel chez Gérard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Gérard Picard, 15, des Cèdres, Robert Picard, 443, De Tilly, tous deux commerçants, et Charles Tremblay, comptable agréé, 504, Chabanel, tous trois de Chicoutimi.

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel chez Gérard Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10546-62 — 1115/39

Hôtel chez Gérard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Picard, 15, des Cèdres, Robert Picard, 443, De Tilly, both traders, and Charles Tremblay, chartered accountant, 504, Chabanel, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel chez Gérard Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10546-62 — 1115/39

Hôtel Huron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Hôtel Huron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1962,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Raoul Poudrier, hôtelier, Victoriaville, Marcel Nadeau, comptable, 140, St-Jean-Baptiste, Victoriaville, et Mlle Jeannine Houde, secrétaire, 48, avenue des Érables, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Huron Ltée », avec un capital total de $275,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10089-62 — 1114/74

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Poudrier, innkeeper, Victoriaville, Marcel Nadeau, accountant, 140 St-Jean-Baptiste, Victoriaville, and Miss Jeannine Houde, secretary, 48 des Érables Avenue, Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel Huron Ltée", with a total capital stock of $275,000, divided into 750 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10089-62 — 1114/74

Hôtel La Traverse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Camille Gignac, hôtelier, Berthierville, Mme Madeleine Charlebois, épouse séparée de biens dudit Camille Gignac, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ménagère, Berthierville, Jean-Marie Forget, peintre, Ste-Thérèse, et Mme Marie-Berthe Filiatrault, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Forget, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ménagère, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel La Traverse Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ignace-de-Loyola, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16111-61 — 1114/48

Hôtel La Traverse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Gignac, hotel-keeper, Berthierville, Mrs. Madeleine Charlebois, wife separate as to property of the said Camille Gignac, and duly authorized by him for these presents, housewife, Berthierville, Jean-Marie Forget, painter, Ste-Thérèse, and Mrs. Marie-Berthe Filiatrault, wife separate as to property of the said Jean-Marie Forget, and duly authorized by him for these presents, housewife, Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel La Traverse Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of a par value of $500 each.

The head office of the company will be at St-Ignace-de-Loyola, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16111-61 — 1114/48

Alphonse Houle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Alphonse Houle, plombier, 34, avenue Gaudet, Victoriaville, Thérèse Côté, ménagère, épouse commune en biens dudit Alphonse Houle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 34, avenue Gaudet, Victoriaville, et Roméo Houle, ouvrier, 35, avenue Gaudet, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Alphonse Houle Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 34, avenue Gaudet, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10412-62 — 1113/90

Alphonse Houle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Houle, plumber, 34 Gaudet Avenue, Victoriaville, Thérèse Côté, housewife, wife common as to property of the said Alphonse Houle, and duly authorized by him for these presents, 34 Gaudet Avenue, Vicotriaville, and Roméo Houle, workman, 35 Gaudet Avenue, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "Alphonse Houle Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 34, Audet Avenue, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10412-62 — 1113/90

Les Immeubles St-Albert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, Mlles Gisèle Labbé, et Annette Blais, toutes deux secrétaires, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles St-Albert Inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10502-62 — 1115/23

Les Immeubles St-Albert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, the Misses Gisèle Labbé and Annette Blais, both secretaries, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction under the name of "Les Immeubles St-Albert Inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 450 common shares of a par value of $100 each and into 450 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10502-62 — 1115/23

Imperial Bottle Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: George Whelan, avocat, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, avocat, 4910, avenue Maplewood, Montréal, et Kenneth McGurk, avocat, 1671 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de bouteilles, verre, verrerie et produits du verre, sous le nom de « Imperial Bottle Trading Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9220, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10734-62 — 1115/82

Imperial Bottle Trading Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Whelan, advocate, 201, Sherbrooke Street, Beaconsfield, Morton Bessner, advocate, 4910, Maplewood Avenue, Montreal, and Kenneth McGurk, advocate, 1671, Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of bottles, glass, glassware and glass products and by-products, under the name of "Imperial Bottle Trading Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 9220, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10734-62 — 1115/82

Imperial Vacuum Forming Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 3782, avenue Kent, Daniel Kingstone, 3600, Ridgewood, Harry Blank, 4625, Miller, et Lewis Batshaw, 4804, Côte-des-Neiges, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux d'isolation, fibres, papiers, plastiques laminés et tous genres d'isolants utilisés dans l'industrie électrique, aéronautique, motorisée et autres, sous le nom de « Imperial Vacuum Forming Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10376-62 — 1114/96

Imperial Vacuum Forming Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 3782, Kent Avenue, Daniel Kingstone, 3600, Ridgewood, Harry Blank, 4625, Miller, and Lewis Batshaw, 4804, Côte-des-Neiges, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of insulating materials, fibres, papers, laminated plastics and all manner of insulating materials used in electrical, aircraft, automotive and other industries, under the name of "Imperial Vacuum Forming Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10376-62 — 1114/96

Imprimerie Décarie Ltée
Décarie Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, 44, Leslie Gault, René Beaulac, étudiant en droit, 1677, Sauvé, est, et Dame Paule Lamontagne, secrétaire, veuve non remariée de François Gobeil, 2615, Beaubien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Décarie Ltée — Décarie Printing Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 821, boulevard Décarie, cité de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10364-62 — 1115/83

Imprimerie Décarie Ltée
Décarie Printing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, 44, Leslie Gault, René Beaulac, law student, 1677, Sauvé, East, and Dame Paule Lamontagne, secretary, unmarried widow of François Gobeil, 2615, Beaubien, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as editors, printers, engravers, binders, and other similar businesses, under the name of "Imprimerie Décarie Ltée — Décarie Printing Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 821, Décarie Boulevard, city of St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10364-62 — 1115/83

Industrial Safety Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Lewis Batshaw, avocat, 4804, chemin Côte-des-Neiges, Irving Adessky, avocat, 3782, avenue Kent, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures de protection, chaussures de caoutchouc et de toutes sortes d'articles en caoutchouc, sous le nom de « Industrial Safety Shoes Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10390-62 — 1113/115

Industrial Safety Shoes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis Batshaw, advocate, 4804, Côte-des-Neiges Road, Irving Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427, MacDonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in safety shoes, rubber footwear and rubber articles of every kind, under the name of "Industrial Safety Shoes Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10390-62 — 1113/115

Industrial Trading Inc.
Les Comptoirs Industriels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: Gérard Brunelle, Chambly, Adélard Brunelle, 6355, 43ième Avenue, et Claude Brunelle, 11789, Poincaré, tous deux de Montréal, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre,

Industrial Trading Inc.
Les Comptoirs Industriels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Brunelle, Chambly, Adélard Brunelle, 6355, 43rd Avenue, and Claude Brunelle, 11789, Poincaré, both of Montreal, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, artidles and merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and

de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Industrial Trading Inc.— Les Comptoirs Industriels Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10491-62 — 1114/109

L'Institut Canadien des Affaires Publiques (ICAP)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: André Raynauld, professeur, 661, avenue Davaar, Outremont, Jeanne Boucher, ménagère, épouse séparée de biens de Jean Boucher, 192, rue Knox Crescent, Ottawa, Ontario, Maurice Tremblay, professeur, 1065, rue Bégin, Québec, Marc Lalonde, avocat, 425, boulevard St-Joseph, ouest, Montréal, J.-Z.-Léon Patenaude, administrateur, 6649, rue Chambord, Montréal, et Michèle Mailhot, journaliste, épouse séparée de biens de Roch Mailhot, 10815, boulevard des Ormes, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, susciter et encourager l'étude et la discussion des affaires publiques, sous le nom de « L'Institut Canadien des Affaires Publiques (ICAP) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10190-62 — 1114/21

L'Institut Croff Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: J.-Elphège Croff, rentier, Price, Mme Marie Perreault, institutrice, épouse commune en biens dudit J.-Elphège Croff, Price, et Dr René-A. Lepage, médecin, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement en général et spécialement l'enseignement commercial à compter de la neuvième année, sous le nom de « L'Institut Croff Incorporé », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Price, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10262-62 — 1116/29

International Network of Commerce (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

the forests, beauty products, toilette articles, and perfumes, under the name of "Industrial Trading Inc.— Les Comptoirs Industriels Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10491-62 — 1114/109

L'Institut Canadien des Affaires Publiques (ICAP)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Raynauld, professor, 661, Davaar Avenue, Outremont, Jeanne Boucher, housewife, wife separate as to property of Jean Boucher, 192 Knox Crescent Street, Ottawa, Ontario, Maurice Tremblay, professor, 1065, Bégin Street, Quebec, Marc Lalonde, advocate, 425, St. Joseph Boulevard, West, Montreal, J.-Z.-Léon Patenaude, administrator, 6649, Chambord Street, Montreal and Michèle Mailhot, journalist, wife separate as to property of Roch Mailhot, 10815, des Ormes Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To promote, give rise to and encourage the study and the discussion of public affairs, under the name of "L'Institut Canadien des Affaires Publiques (ICAP)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10190-62 — 1114/21

L'Institut Croff Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Elphège Croff, annuitant, Price, Mrs. Marie Perreault, teacher, wife common as to property of the said J.-Elphège Croff, Price, and Dr. René-A. Lepage, physician, Mont-Joli, for the following purposes:

To dispense learning in generally and especially commercial teaching from the ninth year, under the name of "L'Institut Croff Incorporé", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Price, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10262-62 — 1116/29

International Network of Commerce (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Masao Ishii, entrepreneur, 10232, Jeanne-Mance, Montréal, Harold H. Morishita, gérant, 9014, Jeanne-Mance, Montréal, Helene Josephs, secrétaire, fille majeure, 4655, avenue Bourret, Montréal, et Shingen Tateyama, boulanger, 164, avenue Cambridge, Toronto, Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'huiles, graisses, pétrole et autres produits d'huiles de toutes sortes et descriptions, et du gaz naturel, sous le nom de « International Network of Commerce (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10232, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10155-62 — 1113/122

bearing date the 11th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Masao Ishii, contractor, 10232, Jeanne-Mance, Montreal, Harold H. Morishita, manager, 9014, Jeanne-Mance, Montreal, Helene Josephs, secretary, spinster of the full age of majority, 4655, Bourret Avenue, Montreal, and Shingen Tateyama, baker, 164, Cambridge Avenue, Toronto, Ontario, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleum and other oil products of every kind and description, and natural gas, under the name of "International Network of Commerce (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10232, Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10155-62 — 1113/122

Italian Village Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Angela Yeo-West, sténographe, célibataire, 2266, avenue Harvard, Montréal, Samuel Godinsky, avocat, 731, Upper Belmont, Montréal, et Reuben Resin, avocat, 5510, Robinson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Italian Village Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10724-62 — 1116/41

Italian Village Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Angela Yeo-West, stenographer, spinster, 2266 Harvard Avenue, Montreal, Samuel Godinsky, barrister, 731, Upper Belmont, Montreal, and Reuben Resin, barrister, 5510, Robinson, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Italian Village Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of $10 each and 3,000 preferred shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10724-62 — 1116/41

Jean-Pierre Créations de Paris Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean-Pierre Manoughian, coiffeur, 3033, rue Sherbrooke, ouest, Mlle Myra Saint-Pierre, secrétaire, 3254, avenue Kent, et Roland Durand, avocat, 3440, avenue Ridgewood, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits, d'articles et de marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textile, verre et leurs sous-produits; de produits de beauté et plus particulièrement les brosses connues sous le nom et marque de commerce de « Jean Pierre », sous le nom de « Jean-Pierre Créations de Paris Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Jean-Pierre Créations de Paris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Pierre Manoughian, hairdresser, 3033, Sherbrooke Street, West, Miss Myra Saint-Pierre, secretary, 3254, Kent Avenue, and Roland Durand, advocate, 3440, Ridgewood Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in products, articles and in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, and their by-products; beauty products and more espacially brushes known under the name and trademark of "Jean-Pierre", under the name of "Jean-Pierre Créations de Paris Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10906-62 — 1116/131

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10906-62 — 1116/131

J. A. Julien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: David Belhumeur, comptable agréé, 2530, Place de Vaudreuil, Yvon Brosseau, comptable agréé, 1983, rue Lajoie, et Michel Forest, comptable, 1055, rue Laviolette, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « J. A. Julien Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 14532-61 — 1116/132

J. A. Julien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Belhumeur, chartered accountant, 2530, Place de Vaudreuil, Yvon Brosseau, chartered accountant, 1983, Lajoie Street, and Michel Forest, accountant, 1055, Laviolette Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing as insurance brokers, under the name of "J. A. Julien Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 14532-61 — 1116/132

Kajom Chemicals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Pauline Bélanger, secrétaire, fille majeure, 544, rue Leclaire, Montréal, Rodolphe Maheu, comptable agréé, 768, Hartland, Outremont, et Antoine Faggiolo, comptable agréé, 3555, Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, sous le nom de « Kajom Chemicals Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10366-62 — 1113/119

Kajom Chemicals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pauline Bélanger, secretary, spinster, 544, Leclaire Street, Montreal, Rodolphe Maheu, chartered accountant, 768, Hartland, Outremount, and Antoine Faggiolo, chartered accountant, 3555, Sherbrooke Street, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in chemical products, under the name of "Kajom Chemicals Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Napierville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10366-62 — 1113/119

Laiterie Cascade Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1962, constituant en corporation: François Boisclair, propriétaire de laiterie, Route Nationale, Dame Pauline Lord Boisclair, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit François Boisclair, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Route Nationale, et Conrad Matteau, notaire, 2705, 12ième avenue, tous trois de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et de tous ses produits, sous le nom de « Laiterie Cascade Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 600

Laiterie Cascade Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, dairy owner, Route Nationale, Dame Pauline Lord Boisclair, housewife, wife contractually separate as to property of the said François Boisclair, and duly authorized by him for these presents, Route Nationale, and Conrad Matteau, notary, 2705, 12th Avenue, all three of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on a business dealing in milk and all its products, under the name of "Laiterie Cascade Inc.", with a total capital stock of

actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 470, rang St-Michel, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10313-62 — 1115/104

Jean-Louis Lamontagne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Lamontagne, employé de l'Aluminum Company of Canada, Limited, 232, rue Mélançon, Claude Leblanc, notaire,382, rue Mellon, tous deux d'Arvida, et Mlle Doris Gagné, secrétaire, 237, La Fabrique, Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean-Louis Lamontagne Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 232, rue Mélançon, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15436-61 — 1114/36

Larman Motor Bodies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Allison Arthur Mariotti Walsh, avocat et conseil en loi de la Reine, 28, Granville Road, Hampstead, George Harold Macdonnell Campbell, avocat et conseil en loi de la Reine, 20, Anwoth Road, Westmount, Wendell Howard Laidley, avocat et conseil en loi de la Reine, 56, avenue Sunnyside, Westmount, Duncan Kisilenko, avocat, 172, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, et Eric Larman, administrateur, 585, Osborne Road, St-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer, entretenir et réparer la carrosserie de camions, autobus, remorques, ambulances et autres véhicules, sous le nom de « Larman Motor Bodies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10739-62 — 1115/122

Levis Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

$80,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 470, St-Michel Range, Shawinigan-South, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10313-62 — 1115/104

Jean-Louis Lamontagne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Lamontagne, employee of the Aluminium Company of Canada, Limited, 232, Melançon Street, Claude Leblanc, notary, 382, Mellon Street, both of Arvida, and Miss Doris Gagné, secretary, 237, La Fabrique, Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Jean-Louis Lamontagne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 232, Melançon, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15436-61 — 1114/36

Larman Motor Bodies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allison Arthur Mariotti Walsh, advocate and Queen's Counsel, 28, Granville Road, Hampstead, George Harold Macdonnell Campbell, advocate and Queen's Counsel, 20, Anwoth Road, Westmount, Wendell Howard Laidley, advocate and Queen's Counsel, 56, Sunnyside Avenue, Westmount, Duncan Kisilenko, advocate, 172, Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, and Eric Larman, executive, 585, Osborne Road, St-Lambert, for the following purposes:

To manufacture, service and repair motor truck, bus, trailer, ambulance and other vehicle bodies, under the name of "Larman Motor Bodies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10739-62 — 1115/122

Levis Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Joseph-Adelme Bellavance, 1120, 2ième Avenue, Joseph-Léopold Caron, 79, 9ième Rue, tous deux entrepreneurs forestiers, et Jacques Charbonneau, comptable, 838, 3ième Avenue, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation des forêts et le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Levis Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10668-62 — 1115/68

Longueuil Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Lionel Blanchet, commerçant de bois, Dame Carmen Dallaire, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lionel Blanchet, tous deux de 190, avenue Ste-Marie, Longueuil, et Maurice Dubé, comptable, 10643, rue London, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Longueuil Lumber Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, avenue Ste-Marie, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10675-62 — 1115/49

Loranger Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, C.R., avocat, 3205, rue Tremblay, Jacques-P. Dansereau, avocat, 11425, Suzor-Côté, et Carmen Saulnier, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 2386, rue Sheppard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Loranger Construction Inc. », avec un capital total de $4,000, divisé en 4,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10756-62 — 1116/68

Lumberman Credit Association Ltd.
Association de Crédit des Marchands de Bois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Adelme Bellavance, 1120, 2nd Avenue, Joseph-Léopold Caron, 79, 9th Street, both forestry-contractors, and Jacques Charbonneau, accountant, 838, 3rd Avenue, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on forestry operations and deal as lumber merchants, under the name of "Levis Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10668-62 — 1115/68

Longueuil Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Blanchet, dealer in lumber, Dame Carmen Dallaire, housewife, wife separate as to property of the said Lionel Blanchet, both of 190, Ste-Marie Avenue, Longueuil, and Maurice Dubé, accountant, 10643, London Street, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on as lumber merchants, under the name of "Longueuil Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 190, Ste-Marie Avenue, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10675-62 — 1115/49

Loranger Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Q.C., advocate, 3205, Tremblay Street, Jacques-P. Dansereau, advocate, 11425, Suzor-Côté, and Carmen Saulnier, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 2386, Sheppard Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Loranger Construction Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 4,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10756-62 — 1116/68

Lumberman Credit Association Ltd.
Association de Crédit des Marchands de Bois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Claude Bélanger, industriel, 135, Des Érables, Saint-Hilaire, Roger Picard, secrétaire, 1454, Rainville, Jacques-Cartier, et André Antonuk, avocat, 2009, Boucherville, Saint-Bruno, pour les objets suivants:

S'enquérir, faire rapport aux créanciers, de la situation financière de personnes, marchands, firmes et corporations, et échanger parmi les abonnés, les renseignements concernant la solvabilité et la situation financière des marchands, sous le nom de « Lumberman Credit Association Ltd. — Association de Crédit des Marchands de Bois Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16034-61 — 1109/59

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Bélanger, industrialists, 135, Des Érables, Saint-Hilaire, Roger Picard, secretary, 1454, Rainville, Jacques-Cartier, and André Antonuk, advocate, 2009, Boucherville, Saint-Bruno, for the following purposes:

To inquire, to make reports to creditors, of the financial situation of persons, merchants, firms and corporations, and to exchange among the subscribers, information concerning the solvency and financial situation of merchants, under the name of "Lumberman Credit Association Ltd. — Association de Crédit des Marchands de Bois Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16034-61 — 1109/59

M. G. Pattern Works Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire, 2040, boulevard Rosemont, Montréal, Georges-Auguste Prenovost, comptable agréé, 6505, rue Bordeaux, Montréal, et Claudette Raymond, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6505, rue Bordeaux, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier de modeleurs (pattern makers), sous le nom de « M. G. Pattern Works Co. Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8655, Chartrand, Saint-François-Sud, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10111-62 — 1113/79

M. G. Pattern Works Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Archambault, notary, 2040, Rosemont Boulevard, Montreal, Georges-Auguste Prenovost, chartered accountant, 6505, Bordeaux Street, Montreal, and Claudette Raymond, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 6505, Bordeaux Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a trade as pattern makers, under the name of "M. G. Pattern Works Co. Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8655, Chartrand, Saint Francis South, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10111-62 — 1113/79

Maco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, Murray B. Spiegel, avocat, 63, Banstead Road, Montreal Ouest, et Harvey Cooperstone, avocat, 3926, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Maco Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 200 actions privilé-

---

Maco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, 315 St-Aubin Street, St-Laurent, Murray B. Spiegel, advocate, 63 Banstead Road, Montreal West, and Harvey Cooperstone, advocate, 3926, Carlton, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Maco Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 1,000 class "B" preferred

giées catégorie « A » de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10450-62 — 1114/104

shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10450-62 — 1114/104

C. E. Malouin & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Yves Malouin, Jean Malouin, et Maurice Malouin, tous trois plombiers, de L'Assomption, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « C. E. Malouin & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10207-62 — 1113/58

C. E. Malouin & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Malouin, Jean Malouin, and Maurice Malouin, all three plumbers, of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on a business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "C. E. Malouin & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10207-62 — 1113/58

Marcel Marchand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Marcel Marchand, commerçant, 324, avenue du Séminaire, Charles Gravel, rentier, 304, avenue du Séminaire, et Jean-Paul Gravel, avocat, 110, rue Racine, est, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de musique, sous le nom de « Marcel Marchand Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10515-62 — 1115/50

Marcel Marchand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Marchand, trader, 324, du Séminaire Avenue, Charles Gravel, annuitant, 304, du Séminaire Avenue, and Jean-Paul Gravel, advocate, 110, Racine Street, East, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as music merchants, under the name of "Marcel Marchand Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10515-62 — 1115/50

Marché Massicotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Louis-Georges Massicotte, épicier, Dame Réjeanne Bruneau Massicotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Georges Massicotte, tous deux de 415A, Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, et Lucien David, vendeur, 2614, Ste-Jeanne-d'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Marché Massicotte Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Marché Massicotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Georges Massicotte, grocer, Dame Réjeanne Bruneau Massicotte, housewife, wife separate as to property of the said Louis-Georges Massicotte, both of 415A, Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, and Lucien David, salesman, 2614, Ste-Jeanne-d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Massicotte Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 415A, rue Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10673-62 — 1114/112

The head office of the company will be at 415A Thibeau Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10673-62 — 1114/112

Masuel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Morris Shuter, comptable, 874, avenue Bertrand, St-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Masuel Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10495-62 — 1114/57

Masuel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247, Lennox Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874, Bertrand Avenue, St-Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615, Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Masuel Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10495-62 — 1114/57

Meteor Painting Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, 2990, avenue Soissons, Montréal, Max Slapack, avocat, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, avocat, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, et Morris Chaikelson, avocat, 5162, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en peinture, sous le nom de « Meteor Painting Contractors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1420 ouest, rue Bernard, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10735-62 — 1115/112

Meteor Painting Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, advocate, 2990, Soissons Avenue, Montreal, Max Slapack, advocate, 5562, Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Arthur Shulman, advocate, 3445, Ridgewood, Avenue, Montréal, and Morris Chaikelson, advocate, 5162, Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of painting contractors, under the name of "Meteor Painting Contractors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 1420, Bernard Street West, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10735-62 — 1115/112

Metro Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: Lewis Batshaw, avocat, 4804, chemin Côte-des-Neiges, Irving Adessky, avocat, 3782, avenue Kent, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Metro Manufacturing Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Metro Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis Batshaw, advocate, 4804, Côte-des-Neiges Road, Irving Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427, MacDonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's wearing apparel, under the name of "Metro Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10666-62 — 1114/113

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10666-62 — 1114/113

Meunerie St-Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, 44, Leslie Gault, Reynald Brisson, comptable agréé, 10615, des Prairies, et Dame Paule Lamontagne, secrétaire, veuve non remariée de François Gobeil, 2645, Beaubien, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meuniers, sous le nom de « Meunerie St-Paul Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10671-62 — 1115/113

Meunerie St-Paul Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, 44 Leslie Gault, Reynald Brisson, chartered accountant, 10615, des Prairies, and Dame Paule Lamontagne, secretary, unremarried widow of François Gobeil, 2615, Beaubien, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Meunerie St-Paul Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10671-62 — 1115/113

Mira Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Paul Ste-Marie, 78, Du Collège, Noël Ste-Marie, 776, boulevard des Chutes, et Gérard Ste-Marie, 87, du Manège, tous trois hommes d'affaires, de Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Mira Construction Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10398-62 — 1114/125

Mira Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Ste-Marie, 78, Du Collège, Noël Ste-Marie, 776, des Chutes Boulevard, and Gérard Ste-Marie, 87 du Manège, all three business men of Beauport, for the following purposes:

To carry on business in construction under the name of "Mira Construction Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10398-62 — 1114/125

Molson's Brewery Quebec Limited
La Brasserie Molson du Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Helen Xenos, secrétaire, célibataire, Denise-Marie Landry, secrétaire, célibataire, Valerie Jean Higgins, secrétaire, célibataire, et Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, tous cinq de 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de brasseurs, malteurs, embouteilleurs et distillateurs, sous le nom de « Molson's Brewery Quebec Limited — La Brasserie Molson du Québec Limitée », avec un

Molson's Brewery Quebec Limited
La Brasserie Molson du Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Helen Xenos, secretary, spinster, Denise-Marie Landry, secretary, spinster, Valerie Jean Higgins, secretary, spinster, and Céline Trudeau, secretary, spinster, all five of 901, Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of brewers, maltsters, bottlers and distillers, under the name of "Molson's Brewery Quebec Limited — La Brasserie Molson du Québec Limitée", with a total

capital total de $500, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1555 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10821-62 — 1116/65

capital stock of $500, divided into 50 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1555, Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10821-62 — 1116/65

Monarch Paving Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, Yvan Macerola, avocat, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, et Mara Reynolds, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter J. Reynolds, 12485, Chaumont, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Monarch Paving Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7214, 20e Avenue, Cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10869-62 — 1116/34

Monarch Paving Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100, Marlboro, Mount Royal, Yvan Macerola, advocate, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montreal, and Mara Reynolds, secretary, wife separate as to property of Peter J. Reynolds, 12485, Chaumont, Pierrefonds, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Monarch Paving Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7214, 20th Avenue, City of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10869-62 — 1116/34

Monticello Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Irving Halperin, 4827, avenue Kent, Daniel Morris, 4607, avenue Coolbrook, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, 4780, avenue Vézina, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements sous le nom de « Monticello Investment Corp. », avec un capital total de $75,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 936, avenue Hartland, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10377-62 — 1114/59

Monticello Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, 4827, Kent Avenue, Daniel Morris, 4607, Coolbrook Avenue, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, 4780, Vézina Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Monticello Investment Corp.", with a total capital stock of $75,000, divided into 75,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 936, Hartland Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10377-62 — 1114/59

Mont Orford Hôtel-Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation: Guy Hallé, vendeur, Sherbrooke, Lucien-J. Carré, hôtelier, Hartford, Connecticut, U.S.A., et Étienne Dussault, notaire, Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Mont Orford Hôte-Motel Inc. », avec un capital

Mont Orford Hôtel-Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Hallé, salesman, Sherbrooke, Lucien-J. Carré, innkeeper, Hartford, Connecticut, U.S.A., and Étienne Dussault, notary, Magog, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Mont Orford Hôtel-Motel Inc.", with

total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Orford Lake, R.R. 2, Eastman, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10682-62 — 1116/85

a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Orford Lake, R.R. 2, Eastman, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10682-62 — 1116/85

Guy Nadeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Guy Nadeau, vendeur, 3, Père-Honora, Rivière-du-Moulin, Lucien Larouche, 23, St-Jean, Bagotville, et Harry Harvey, 16, Albert, Bagotville, ces deux derniers officiers de douanes, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de « Guy Nadeau Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10516-62 — 1114/137

Guy Nadeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Nadeau, salesman, 3 Père-Honora, Rivière-du-Moulin, Lucien Larouche, 23, St-Jean, Bagotville, and Harry Harvey, 16, Albert, Bagotville, the latter two customs officers, for the following purposes:

To carry on a business as hardware dealers, under the name of "Guy Nadeau Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of Febraury, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10516-62 — 1114/137

Nadon Brick & Stone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: François Léger, courtier en assurances, 3820, rue Addington, Montréal, Simon Laliberté, notaire, 57, rue St-Laurent, et Yvon Léveillé, courtier en assurances, 123, rue St-Nicholas, ces deux derniers de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en construction et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Nadon Brick & Stone Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 900, boulevard Dagenais, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10678-62 — 1114/138

Nadon Brick & Stone Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Léger, insurance broker, 3820, Addington, Montreal, Simon Laliberté, notary, 57, St-Laurent Street, and Yvon Léveillé, insurance broker, 123, St-Nicholas Street, the latter two of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on as general building contractors and to deal in building materials, under the name of "Nadon Brick & Stone Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 900, Dagenais Boulevard, Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10678-62 — 1114/138

Nash Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Valérie Bachner Nash, gérante, épouse séparée de biens de Frank Nash, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 2057, Mansfield, app. 10, Montréal, Frank Nash, restaurateur, 2057, Mansfield, app. 10, Montréal,

Nash Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Valerie Bachner Nash, manageress, wife separate as to property of Frank Nash, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 2057, Mansfield, apt. 10, Montreal, Frank Nash, restaurateur, 2057, Mansfield, apt. 10, Montreal,

et Edwin Jay Winston, avocat, 4834, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Nash Restaurant Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10114-62 — 1113/28

and Edwin Jay Winston, advocate, 4834, Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Nash Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10114-62 — 1113/28

Northport Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, 17, Normandy Drive, Arthur A. Garvis, 4764, La Peltrie, tous deux avocats, et Jean Lewis, secrétaire, fille majeure, 4080, Côte-Ste-Catherine Road, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Northport Development Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10326-62 — 1113/100

Northport Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, 17, Normandy Drive, Arthur A. Garvis, 4764, La Peltrie, both advocates, and Jean Lewis, secretary, fille majeure, 4080, Côte-Ste-Catherine Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Northport Development Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10326-62 — 1113/100

Notre Dame Discount Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Mme Tillie Tuchow Rayman, marchand, veuve non remariée de feu Albert Rayman, 5207, Saranac, Abraham Gurman, et Lawrence Diner, ces deux derniers avocats, de 485, rue McGill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bas, sous le nom de « Notre Dame Discount Centre Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10186-62 — 1113/117

Notre Dame Discount Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mrs. Tillie Tuchow Rayman, merchant, unremarried widow of the late Albert Rayman, 5207, Saranac, Abraham Gurman, and Lawrence Diner, the latter two advocates, of 485, McGill Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hosiery stores, under the name of "Notre Dame Discount Centre Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10186-62 — 1113/117

O'Brien Sheet Metal & Heating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Claude Béland, avocat, 2870, rue Glencoe, Montréal, Denis Roy, comptable agréé, 230, rue Prieur, Montréal, et Claude Monette, avocat, 232, rue Prieur, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

O'Brien Sheet Metal & Heating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Béland, advocate, 2870, Glencoe Street, Montreal, Denis Roy, chartered accountant, 230, Prieur Street, Montreal, and Claude Monette, advocate, 232, Prieur Street, west, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métal ou bois, sous le nom de « O'Brien Sheet Metal & Heating Co. Ltd. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair, 300 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et en 200 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune; le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $6,000.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10434-62 — 1116/51

To carry on business dealing in merchandise and articles made of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal, and other articles made entirely or in part or metal or wood, under the name of "O'Brien Sheet Metal & Heating Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares of no par value, 300 preferred class "A" shares of $100 each and 200 preferred class "B" shares of $100 each; the amount with which the company will begin its operations is $6,000.

The head office of the company will be at Laval-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10434-62 — 1116/51

Olton Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: George Anthony Allison, avocat et conseil en loi de la Reine, 158, Lockhart, William Tetley, avocat, 112, Cornwall, tous deux de Mont Royal, et Peter Robert David MacKell, avocat, 1112, Elgin Terrace, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Olton Investment Corporation », avec un capital total de $75,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 65,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10849-62 — 1116/107

Olton Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Anthony Allison, advocate and Queen's Counsel, 158, Lockhart, William Tetley, advocate, 112, Cornwall, both of Mount Royal, and Peter Robert David MacKell, advocate, 1112, Elgin Terrace, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Olton Investment Corporation", with a total capital stock of $75,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 65,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10849-62 — 1116/107

Pan Realty Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 315, St-Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, 4554, Earnscliffe, Montréal, et Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Pan Realty Company », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10832-62 — 1117/26

Pan Realty Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63, Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 315, St-Aubin, St-Laurent, Maximilien Polak, 4554, Earnscliffe, Montreal, and Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montreal, all four Advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Pan Realty Company", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10832-62 — 1117/26

Parisienne Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Parisienne Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Lewis Batshaw, avocat, 4804, chemin Côte-des-Neiges, Irving Adessky, avocat, 3782, avenue Kent, Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue Macdonald, et Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, 1460, avenue Van Horne, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bas, sous le nom de « Parisienne Hosiery Mills Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10480-62 — 1114/60

Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame d'Iberville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Lucienne Bertrand, en religion Mère Saint-Jean-Dominique, assistante générale de la Congrégation de Notre-Dame, 3040, Sherbrooke, ouest, Montréal, M.-Cécile Banville, en religion Mère Saint-Édouard, supérieure de la Congrégation de Notre-Dame, 36, 1ière Rue, Iberville, et Fleurette Daigneault, en religion Mère Saint-Jean-Noël, secrétaire de la Congrégation de Notre-Dame, 36, 1ière Rue, Iberville, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de « Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame d'Iberville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 36, 1ière Rue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10292-62 — 1115/25

Pensionnat Notre-Dame-de-la-Trinité

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Alexandrine Matte, en religion Mère Saint-Jean-Baptiste, assistante générale de la Congrégation de Notre-Dame, 3040, Sherbrooke, ouest, Montréal, Bertille Arcand, en religion Mère Sainte-Bertille, dépositaire générale de la Congrégation de Notre-Dame, 3040, Sherbrooke, ouest, Montréal, et Elméria Jodoin, en religion Mère Sainte-Marie-Paul, supérieure de la Congrégation de Notre-Dame, 12090, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de « Pensionnat Notre-Dame-de-la-Trinité ».

bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis Batshaw, advocate, 4804, Côte-des-Neiges Road, Irving Adessky, advocate, 3782, Kent Avenue, Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427, Macdonald Avenue, and Shirlee Simon, secretary, spinster of the full age of majority, 1460, Van Horne Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate hosiery shops, under the name of "Parisienne Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10480-62 — 1114/60

Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame d'Iberville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucienne Bertrand, in religion Mother Saint-Jean-Dominique, assistant-general of the Congregation of Notre-Dame, 3040, Sherbrooke, West, Montreal, M.-Cécile Banville, in religion Mother Saint-Édouard, superior of the Congregation of Notre-Dame, 36, 1st Street, Iberville, and Fleurette Daigneault, in religion Mother Saint-Jean-Noël, secretary of the Congregation of Notre-Dame, 36, 1st Street, Iberville, for the following purposes:

To provide for the education, formation, teaching of young ladies, under the name of "Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame d'Iberville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Iberville, 36, 1st Street, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10292-62 — 1115/25

Pensionnat Notre-Dame-de-la-Trinité

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Alexandrine Matte, in religion Mother Saint-Jean-Baptiste, assistant general of the Congregation of Notre-Dame, 3040, Sherbrooke West, Montreal, Bertille Arcand, in religion Mother Sainte-Bertille, general bursar of the Congregation of Notre-Dame, 3040, Sherbrooke West, Montreal, and Elméria Jodoin, in religion Mother Sainte-Marie-Paul, superior of the Congregation of Notre-Dame, 12090, Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To provide for the education, the formation, the instruction of young girls, under the name of "Pensionnat Notre-Dame-de-la-Trinité".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 12090, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10293-62 — 1115/57

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 12090, Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10293-62 — 1115/57

Les Placements Linclair Inc.
Linclair Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1961, constituant en corporation: François Boisclair, 3418, rue Stanley, Montréal, Jean-Louis Lamoureux, 8178, rue Wiseman, Montréal, et J.-Éloi Gervais, 61, rue St-Charles, est, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Les Placements Linclair Inc.— Linclair Investments Inc. », avec un capital total de $600,000, divisé en 600,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16139-61 — 1109/45

Les Placements Linclair Inc.
Linclair Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, 3418, Stanley Street, Montreal, Jean-Louis Lamoureux, 8178, Wiseman Street, Montreal, and J.-Éloi Gervais, 61, St-Charles Street East, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Les Placements Linclair Inc.— Linclair Investments Inc.", with a total capital stock of $600,000, divided into 600,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16139-61 — 1109/45

Placements Marthe Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Pierre Bergeron, avocat, 110, Racine, est, Chicoutimi, Huguette Gaudreault, secrétaire, célibataire majeure, 51, St-Dominique, est, Chicoutimi, et Pauline Gaudreault, secrétaire, célibataire majeure, 51, St-Dominique, est, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placements Marthe Gagnon Ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10163-62 — 1116/70

Placements Marthe Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Bergeron, advocate, 110, Racine, East, Chicoutimi, Huguette Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, 51, St-Dominique East, Chicoutimi, and Pauline Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, 51, St-Dominique, East, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Marthe Gagnon Ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 400, Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10163-62 — 1116/70

L. H. Plante & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Lucien-Henri Plante, industriel, Hermas-Henri Plante, industriel, et Mme Rita Larue, épouse séparée de biens dudit Hermas

L. H. Plante & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien-Henri Plante, industrialist, Hermas-Henri Plante, industrialist, and Mrs. Rita Larue, wife separate as to property of the said Hermas Plante, all of

Plante, tous de St-Ignace-de-Loyola, comté de Berthier, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métal ou bois, sous le nom de « L. H. Plante & Fils, Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ignace-de-Loyola, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15820-61 — 1112/90

Plastic Injection Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Paul-E. Dufresne, expert-industriel, Ste-Adèle-en-Haut, François-J. Bastien, comptable, 225, avenue Montrose, St-Lambert, et Alain Voizard, notaire, Ste-Adèle-en-Haut, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, marchandises et articles faits totalement ou en partie de plastique, bois, métal, verre ou de toutes autres substances chimiques ou organiques quelconques, sous le nom de « Plastic Injection Limited », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $4 chacune et en 560 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10365-62 — 1114/111

Polaris Shipping Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Vallier Bouchard, capitaine, 56, Asselin, Rimouski, Laurent-P. Bolduc, avocat, 55, du Côteau, Ste-Foy, et Mlle Georgette Baillargeon, secrétaire, 31, rang Ste-Geneviève, Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Polaris Shipping Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10396-62 — 1114/100

Pontiac Printshop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

St-Ignace-de-Loyola, county of Berthier, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles made of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal, and other articles made entirely or partly of metal or wood, under the name of "L. H. Plante & Fils, Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 500 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Ignace-de-Loyola, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15820-61 — 1112/90

Plastic Injection Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-E. Dufresne, industrial expert, Ste-Adèle-en-Haut, François-J. Bastien, accountant, 225, Montrose Avenue, St-Lambert, and Alain Voizard, notary, Ste-Adèle-en-Haut, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of products, merchandise and articles totally made of plastic, wood, metal, glass or of any other chemical, or organic substances whatsoever, under the name of "Plastic Injection Limited", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $4 each and into 560 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10365-62 — 1114/111

Polaris Shipping Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Vallier Bouchard, captain, 56, Asselin, Rimouski, Laurent-P. Bolduc, advocate, 55, du Côteau, Ste-Foy, and Miss Georgette Baillargeon, secretary, 31, Ste-Geneviève Range, Loretteville, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company under the name of "Polaris Shipping Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10396-62 — 1114/100

Pontiac Printshop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Edgar Allard, avocat, village de Campbell's Bay, Paul-A. Martineau, avocat, village de Campbell's Bay et Kenneth Rose, fonctionnaire, village de Fort Coulonge, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de propriétaires de journaux et imprimeurs et éditeurs généraux, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères, sous le nom de « Pontiac Printshop Ltd. », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,000 actions privilégiées de $20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas inférieur à $12,000.

Le siège social de la compagnie sera à village de Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 16224-61 — 1115/59

Port-Cartier Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: Richard Jean, entrepreneur, Port-Cartier, Marie-Paule Gagné, ménagère, épouse séparée de biens dudit Richard Jean, Port-Cartier, et Louis Paradis, avocat, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Port-Cartier Construction Ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10264-62 — 1116/1

Potvin & Potvin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean-Louis Voisine, commis, Jean-Claude Demers, notaire, et Paul-Émile Turcotte, comptable, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Potvin & Potvin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10160-62 — 1116/52

Les Productions Albani Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Allard, lawyer, Village of Campbell's Bay, Paul-A. Martineau, lawyer, Village of Campbell's Bay, and Kenneth Rose, civil servant, Village of Fort Coulonge, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors, general printers and publishers, stationers, lithographers, engravers, book binders, book sellers and type founders, under the name of "Pontiac Printshop Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 shares having no nominal or par value and 1,000 preferred shares of $20 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than $12,000.

The head office of the company will be at Village of Shawville, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 16224-61 — 1115/59

Port-Cartier Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Richard Jean, contractor, Port-Cartier, Marie-Paule Gagné, housewife, wife separate as to property of the said Richard Jean, Port-Cartier, and Louis Paradis, advocate, Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Port-Cartier Construction Ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10264-62 — 1116/1

Potvin & Potvin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Voisine, clerk, Jean-Claude Demers, notary, and Paul-Émile Turcotte, accountant, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Potvin & Potvin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chapais, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10160-62 — 1116/52

Les Productions Albani Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Roger Doucet, artiste, 8335, Ste-Claire, Jacques Laperrière, administrateur, 4850, Côte-St-Luc, chambre 68, et Sylvio Gilbert, comptable, 3798, avenue Marlowe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, sous le nom de « Les Productions Albani Inc. », avec un capital total de $3,000, divisé en 300 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4850, Côte-St-Luc, chambre 68, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10498-62 — 1115/11

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Doucet, artist, 8335, Ste-Claire, Jacques Laperrière, administrator, 4850, Côte-St-Luc, room 68, and Sylvio Gilbert, accountant, 3798, Marlowe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in records, under the name of "Les Productions Albani Inc.", with a total capital stock of $3,000, divided into 300 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4850, Côte-St-Luc, room 68, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10498-62 — 1115/11

Les Promotions Artistiques Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1962, constituant en corporation: Gilles-L. Duguay, avocat, 15, De Vimy, Outremont, Paul Petit, agent, 3865, Rouen, Montréal, et Francine Ladouceur, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 2981, Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Les Promotions Artistiques Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10540-62 — 1117/40

Les Promotions Artistiques Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles-L. Duguay, advocate, 15, De Vimy, Outremont, Paul Petit, agent, 3865, Rouen, Montreal, and Francine Ladouceur, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 2981, Lacombe, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicits, under the name of "Les Promotions Artistiques Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10540-62 — 1117/40

Les Promotions Publicitaires Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation: Jean Marcoux, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, tous deux avocats, et François Hogue, notaire, 10217, Verville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs de publicité et de conseillers en publicité, sous le nom de « Les Promotions Publicitaires Inc. », avec un capital total de $3,000, divisé en 30 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4211, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10836-62 — 1117/27

Les Promotions Publicitaires Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Marcoux, 10503, Olympia, Pierre Desmarais, 8369, de l'Épée, both advocates, and François Hogue, notary, 10217, Verville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and counselors in publicity under the name of "Les Promotions Publicitaires Inc.", with a total capital stock of $3,000, divided into 30 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4211, Ste-Catherine Street, East, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10836-62 — 1117/27

Puccini Lounge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Puccini Lounge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 16e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, et G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Puccini Lounge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 390, actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2051, Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10213-62 — 1113/3

Province of Quebec, incorporating: Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, André Perreault, 4353, Girouard, and G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, all three attorneys, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Puccini Lounge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2051, Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10213-62 — 1113/3

Quebec Curb King Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat, et conseil en loi de la Reine, 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, 4918, avenue Mayfair, Montréal, et Sydney Sederoff, avocat, 7009, chemin Clover, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Quebec Curb King Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10112-62 — 1113/20

Quebec Curb King Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574, Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, 4918, Mayfair Avenue, Montreal, and Sydney Sederoff, advocate, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Quebec Curb King Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10112-62 — 1113/20

R. P. Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi ddes compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1962, constituant en corporation: Roland Paradis, vendeur, d'automobiles, Mme Rachel Paradis, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Paradis, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 6145 est, boulevard Gouin, Montréal-Nord, et Benoît Houle, vendeur d'automobiles, 55, boulevard Taschereau, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules moteurs, et exercer les affaires de garagistes, sous le nom de « R. P. Auto Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6145, est, boulevard Gouin, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10742-62 — 1115/30

R. P. Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Paradis, automobile dealer, Mrs. Rachel Paradis, housewife, wife common as to property of the said Roland Paradis, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 6145, Gouin Boulevard East, Montreal North, and Benoît Houle, automobile dealer, 55, Taschereau Boulevard, Greenfield Park, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to carry on the business of garage-keepers, under the name of "R. P. Auto Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 4,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 6145, Gouin Boulevard, East, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10742-62 — 1115/30

B. N. Robinson & Cie Ltée
B. N. Robinson & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1962, constituant en corporation: Pierre-A. Michaud, avocat, 396, rue Strathcone, Mont-Royal, Jean-Paul Zigby, avocat, 4338, rue Wilson, N.D.G., et Madeleine Séguin, secrétaire, fille majeure, 10,555, avenue du Sacré-Coeur, Ahuntsic, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de remèdes brevetés, de spécialités et préparations médicales et pharmaceutiques de toutes sortes, sous le nom de « B. N. Robinson & Cie Ltée — B. N. Robinson & Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 388A, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10680-62 — 1116/35

B. N. Robinson & Cie Ltée
B. N. Robinson & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre-A. Michaud, advocate, 396, Strathcone Street, Mount-Royal, Jean-Paul Zigby, advocate, 4338, Wilson Street, N.D.G., and Madeleine Séguin, secretary, spinster, 10,555, du Sacré-Coeur Avenue, Ahuntsic, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in patented medecines, medical specialties and a pharmceutics of all kinds, under the name of "B. N. Robinson & Cie Ltée — B. N. Robinson & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 388A, Principal Street, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10680-62 — 1116/35

Patrick Racine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Patrick Racine, industriel, Lac Beauport, Laura Lachance Racine, ménagère, épouse dudit Patrick Racine, Lac-Beauport, et Roland Scott, comptable, 354, des Peupliers, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Patrick Racine Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 150, St-Vallier, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10504-62 — 1114/101

Patrick Racine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Patrick Racine, industrialist, Lake Beauport, Laura Lachance Racine, housewife, wife of the said Patrick Racine, Lake Beauport, and Roland Scott, accountant, 354, des Peupliers West, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Patrick Racine Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 150, St-Vallier East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10504-62 — 1114/101

La Radio de l'Ile Jésus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Gilles Dansereau, étudiant en droit, Dollard Dansereau, avocat, et Lucie Chapdelaine, secrétaire, fille majeure, tous trois de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder et entretenir des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF dans le but de transmettre ou recevoir par la voie des airs, indépendamment ou à l'aide de moyens télégraphiques, téléphoniques ou autres, des messages radiophoniques ou de TSF de toutes sortes, sous le nom de « La Radio de l'Ile Jésus Inc. », avec un capital total de $380,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 cha-

La Radio de l'Ile Jésus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Dansereau, law student, Dollard Dansereau, advocate, and Lucie Chapdelaine, secretary, fille majeure, all three of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To acquire, rent, own and maintain radio-diffusion and radio transmitting and receiving stations for the purpose of transmitting or receiving, by way of air, independantly or with the aid of telegraphic, telephonic or other means, radiophonic or radio messages of all kinds, under the name of "La Radio de l'Ile Jésus Inc.", with a total capital stock of $380,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and 14,000

cune et en 14,000 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200, rue Jean-Bourdon, Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10676-62 — 1115/76

preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at 7200, Jean-Bourdon Street, Cartierville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10676-62 — 1115/76

Rando Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, avocat et conseil en loi de la Reine, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matières textiles, cotons, toiles, articles de blanc, produits et matériels de drap de toutes sortes et de toute description, sous le nom de « Rando Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10888-62 — 1116/71

Rando Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945, Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 7009, Clover Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in soft goods, cottons, linens, whitewear, textiles and cloth materials and products of every king and description, under the name of "Rando Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10888-62 — 1116/71

Raymond Limitée
Raymond Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Roland Blais, avocat, 180, boulevard Dorchester, est, Montréal, Margot Day Boulay, secrétaire, épouse séparée de biens de Philippe Boulay, 171, boulevard Quinn, Longueuil, et Jacqueline Lafond, secrétaire, célibataire, 6539, rue Pérodeau, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Raymond Limitée — Raymond Limited », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10470-62 — 1115/77

Raymond Limitée
Raymond Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Blais, advocate, 180, Dorchester Boulevard, East, Montreal, Margot Day Boulay, secretary, wife separate as to property of Philippe Boulay, 171, Quinn, Boulevard, Longueuil, and Jacqueline Lafond, secretary, spinster, 6539, Perodeau, Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Raymond Limitée — Raymond Limited", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be $15,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10470-62 — 1115/77

Residential Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Residential Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 4897, avenue Borden, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte-St-Luc Road, Earl H. Drymer, avocat, 6462 ouest, rue Sherbrooke, et Louise LeBrun, secrétaire, fille majeure, 1452, rue Bishop, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Residential Realties Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10559-62 — 1115/91

Restaurant Le Bon Bar-B-Q, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1962, constituant en corporation: Réal Buisson, Marie-Paule Hébert, fille majeure, tous deux comptables, et Ghislaine Hébert, sténographe, fille majeure, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Bon Bar-B-Q, Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 292, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10783-62 — 1116/2

Restaurant Mentana Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Charles Bourbonnière, commerçant, 5634, St-Urbain, Rina Le Breton, caissière, fille majeure, 8552, Henri-Julien, et Louis Litner, homme d'affaires, 5031, Esplanade, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Mentana Inc. », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10501-62 — 1114/63

Rodis Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Baruck Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Morris Shuter, comptable,

the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 4897, Borden Avenue, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175, Côte-St-Luc Road, Earl H. Drymer, advocate, 6462, Sherbrooke Street West, and Louise LeBrun, secretary, fille majeure, 1452, Bishop Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Residential Realties Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10559-62 — 1115/91

Restaurant Le Bon Bar-B-Q, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Buisson, Marie-Paule Hébert, spinster, both accountants, and Ghislaine Hébert, stenographer, spinster, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Bon-Bar-B-Q, Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 292, Ste-Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10783-62 — 1116/2

Restaurant Mentana Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorportaing: Charles Bourbonnière, trader, 5634, St-Urbain, Rina Le Breton cashier, fille majeure, 8552, Henri-Julien, and Louis Litner, businessman, 5031, Esplanade, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant owners, under the name of "Restaurant Mentana Inc.", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10501-62 — 1114/63

Rodis Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruck Pollack, advocate, 6247, Lennox Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874, Bertrand, St-

874, Bertrand, St-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Rodis Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10407-62 — 1115/5

Rodrigue Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: John Ewasew, 340, Barton, J. Arclen Blakely, 170, Morrison, et William Ross McAllister, 28, Franklin, tous trois avocats, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Commerce du bois, sous le nom de « Rodrigue Lumber Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Frontière, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10486-62 — 1116/53

Rorima Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1962, constituant en corporation: Luc Parent, avocat, 4561, Kensington, Montréal, Jean Gadbois, avocat, 10, avenue Grenville, Westmount, René-C. Alary, avocat, 3345, McCarthy, Saint-Laurent, et Berthe Lafontaine, secrétaire, fille majeure, 1656, boulevard St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Rorima Holdings Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10300-62 — 1116/73

Rosenstein-Perlman Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, 5175, Côte-St-Luc Road, Jonathan J. Robinson, 4897, avenue

Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615, Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Rodis Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Prvoince.

61119-o 10407-62 — 1115/5

Rodrigue Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Ewasew, 340, Barton, J. Arclen Blakely, 170, Morrison, and William Ross McAllister, 28, Franklin, all three advocates, of Mount-Royal, for the following purposes:

To operate a business dealing in lumber, under the name of "Rodrigue Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Lac-Frontière, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10486-62 — 1116/53

Rorima Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Parent, advocate, 4561, Kensington, Montreal, Jean Gadbois, advocate, 10, Grenville Avenue, Westmount, René-C. Alary, advocate, 3345, McCarthy, Saint-Laurent, and Berthe Lafontaine, secretary, fille majeure, 1656, St. Joseph Boulevard, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Rorima Holdings Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10300-62 — 1116/73

Rosenstein-Perlman Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Shapiro, 5175, Côte-St-Luc Road, Jonathan J. Robinson, 4897, Borden Avenue, and Earl

Borden, et Earl H. Drymer, 6462 ouest, rue Sherbrooke, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Rosenstein-Perlman Corp. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 4,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10526-62 — 1116/30

Saguenay Provincial, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Joseph-Alfred Pelletier, comptable, 35, rue du Roi, est, Mlle Pierrette Trottier, secrétaire, 615, Lavigueur, Mlles Denise Vachon, 1516, rue Vitré, Solange Letarte, 2079, des Roches, Christiane Sengstag, 832, St-Eustache, ces trois dernières sténographes-dactylographes, tous cinq de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Saguenay Provincial, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10479-62 — 1114/25

Le Salon de Croquet Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Gaétan Bédard, opérateur machines-comptables, 192, St-Ambroise, Émile Grenier, voyageur, 1231, 1ère avenue, René Lafond, employé civil, 1574, boulevard Cardinal-Villeneuve, Fernand Magnan, cordonnier, 6, boulevard Charest, ouest, et Charles Renauld, laitier, 185, 57ième rue, Est, tous cinq de Québec, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Le Salon de Croquet Québec Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 1574, boulevard Cardinal-Villeneuve, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 15512-61 — 1116/44

Sample Cigar Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

H. Drymer, 6462, Sherbrooke Street West, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Rosenstein-Perlman Corp.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10526-62 — 1116/30

Saguenay Provincial, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph-Alfred Pelletier, accountant, 35, du Roi Street East, Miss Pierrette Trottier, secretary, 615, Lavigueur, Misses Denise Vachon, 1516, Vitré Street, Solange Letarte, 2079, des Roches, Christiane Sengstag, 832, St-Eustache, the latter three stenographers-typists, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Saguenay Provincial, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10479-62 — 1114/25

Le Salon de Croquet Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of Februâry, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaétan Bédard, operator an accounting machine, 192, St-Ambroise, Émile Grenier, traveller, 1231, 1st Avenue, René Lafond, civil employee, 1574, Cardinal-Villeneuve Boulevard, Fernand Magnan, shoemaker, 6, Charest Boulevard, West, and Charles Renauld, milkman, 185, 57th Street, East, all five of Quebec, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Le Salon de Croquet Québec Inc.".

The amount to which the value of the immiveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 1574, Cardinal-Villeneuve, Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 15512-61 — 1116/44

Sample Cigar Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: John L. Liberman, 5115, Mackenzie, Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, tous deux avocats, Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, Décarie, tous trois de Montréal, et Larry Kolodny, étudiant, 3, chamin Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasins de jouets, cadeaux, disques, tabacs et journaux, sous le nom de « Sample Cigar Stores Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Craig, chambre 350, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10431-62 — 1114/102

province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 5115, MacKenzie, Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, both lawyers, Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966, Décarie, all three of Montreal, and Larry Kolodny, student, 3, Finchley Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of toy, gift, record, tobacco and newsdealer stores, under the name of "Sample Cigar Stores Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 35,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 265, Craig Street West, Room 350, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10431-62 — 1114/102

Jacques Sauvé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Jacques Sauvé, agent, 75, St-Thomas, Louise Chatel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Sauvé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 75, St-Thomas, et Roland Massicotte, vendeur, 21, St-Hypolite, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'agents-vendeurs de bière, sous le nom de « Jacques Sauvé Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10331-62 — 1113/130

Jacques Sauvé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Sauvé, agent, 75, St-Thomas, Louise Chatel, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Sauvé, and duly authorized by him for these presents, 75 St-Thomas, and Roland Massicotte, salesman, 21, St-Hypolite, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business agents-salesmen of beer, under the name of "Jacques Sauvé Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10331-62 — 1113/130

Paul-É. Sauvé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Paul-Émile Sauvé, garagiste, Gilberte Grould Sauvé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Sauvé, tous deux de Dorion, et René Desgranges, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Paul-É. Sauvé Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16191-61 — 1114/9

Paul-É. Sauvé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Sauvé, garage-keeper, Gilberte Grould Sauvé, housewife, wife, contractually separate as to property of the said Paul-Émile Sauvé, both of Dorion, and René Desgranges, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Paul-É. Sauvé Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16191-61 — 1114/9

Scandia Knits Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1962, constituant en corporation: Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, tous trois avocats, de Montréal, Max Slapack, avocat, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, et Sylvia Taitlebaum, secrétaire, fille majeure, 36, avenue Joyce, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la soie, le coton, la laine, le worsted, le lin et autres substances fibreuses, sous le nom de « Scandia Knits Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3950, rue Rouen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10943-62 — 1117/102

Scandia Knits Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, 2990, Soissons Avenue, Arthur Shulman, 3445, Ridgewood Avenue, Morris Chaikelson, 5162, Isabella Avenue, all three advocates, of Montreal, Max Slapack, advocate, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, 36, Joyce Avenue, Outremont, for the following purposes:

To deal in silk, cottons, wool, worsted, flax and tother fibrous susbstances, under the name of "Scandia Knits Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3950, Rouen Street, Montral, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10943-62 — 1117/102

A. Schachter Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1961, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 2152, rue Noël, St-Laurent, Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, 3455, Côte-des-Neiges, Montréal, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, 5400, Queen Mary Road, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de textiles, produits de textile, tissus, cuir, souliers, bottines, vêtements, drap, soie, rideaux, draperie, tapis, nouveautés, articles de fantaisie, articles de toilette et toutes sortes d'articles requis par la clientèle de magasins de nouveautés, ou à rayons, sous le nom de « A. Schachter Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10009-62 — 1111/132

A. Schachter Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 2152, Noël Street, St-Laurent, Sylvia Vineberg, secretary, fille majeure, 3455, Côte-des-Neiges, Montreal, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, 5400, Queen Mary Road, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of textiles, textile products, fabrics, leathers, shoes, boots, clothing, cloths, silks, curtains, drapes, carpets, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds and all articles required by customers of dry goods stores or departments, under the name of "A. Schachter Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10009-62 — 1111/132

Schefferville Groceries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1962, constituant en corporation: Raymond Poitras, employé préposé aux services, 240, Redmond Crescent, Alban Lacasse, surveillant en entraînement, Roland Nadeau, payeur, 319, Redmond, Harry Parewick, surveillant en construction, 303, Laurentide Crescent, et Charles Cornish, comptable des mines, 320, A.P. Low Crescent, tous cinq de Schefferville, pour les objets suivants:

Schefferville Groceries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Poitras, accommodation officer, 240, Redmond Crescent, Alban Lacasse, training supervisor, Roland Nadeau, paymaster, 319, Redmond, Harry Parewick, construction supervisor, 303, Laurentide Crescent, and Charles Cornish, mine accountant, 320, A.P. Low Crescent, all five of Schefferville, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de « Schefferville Groceries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10890-62 — 1117/17

To carry on business as grocers, under the name of "Schefferville Groceries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10890-62 — 1117/17

Seignory Park Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: John Mercer, garagiste, Mme John Mercer, ménagère, épouse séparée de biens dudit John Mercer, tous deux de Châteauguay, et Paul Chalifour, comptable, de Montréal, pour les objets suivants!

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Seignory Park Garage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10535-62 — 1115/6

Seignory Park Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Mercer, garage-keeper, Mrs. John Mercer, housewife, wife separate as to property of the said John Mercer, both of Châteauguay, and Paul Chalifour, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Seignory Park Garage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10535-62 — 1115/6

Seka Impex Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Stanislaw Hojda, constructeur, 4942, avenue Carlton, Joseph Weiden, 7853, avenue Birnam, et David Segall, 3780, avenue Dupuis, ces deux derniers marchands, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dispositifs électriques, appareils, appliques, pièces, accessoires et articles de toute description, sous le nom de « Seka Impex Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 975, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 15592-61 — 1113/126

Seka Impex Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanislaw Hojda, builder, 4942, Carlton Avenue, Joseph Weiden, 7853, Birnam Avenue, and David Segall, 3780, Dupuis Avenue, the latter two merchants, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical fixtures, appliances, apparatus, parts, accessories and articles of every description, under the name of "Seka Impex Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 975 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 15592-61 — 1113/126

Service des Loisirs St-Claude

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Lagacé, vérificateur, 144, Bazin, Armand Couture, ingénieur-conseil, 18, Proulx, Mme Mariette Lépine

Service des Loisirs St-Claude

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas Lagacé, inspector, 144, Bazin, Armand Couture, consulting engineer, 18, Proulx, Mrs. Mariette

Couture, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Couture, 18, Proulx, Maurice Lavallée, assistant-gérant, 294, De L'Étoile, Paul-Émile St-Jacques, 209, De L'Étoile, Marc Lacroix, 124, Quintal, tous deux contremaîtres, Raymond Douville, 240, 5e Avenue, Joseph Doré, 229, De L'Étoile, tous deux instituteurs, Léopold Côté, facteur, 144, De L'Étoile, et Alfred Larocque, ptre, curé, 38, rue Meunier, tous dix de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Claude, sous le nom de « Service des Loisirs St-Claude ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10683-62 — 1116/75

Lépine Couture, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Couture, 18, Proulx, Maurice Lavallée, assistant manager, 294, De L'Étoile, Paul-Émile St-Jacques, 209, De L'Étoile, Marc Lacroix, 124, Quintal, both foremen, Raymond Douville, 240, 5th Avenue, Joseph Doré, 229, De L'Étoile, both teachers, Léopold Côté, postman, 144, De L'Étoile, and Alfred Larocque, priest, pastor, 38, Meunier Street, all ten of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-Claude, under the name of "Service des Loisirs St-Claude".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10683-62 — 1116/75

Shapiro Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1962, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, 6191, Côte-St-Luc Road, Hampstead, George Irwin Harris, 5728, Westluke, Côte-St-Luc, et Judah Lyon Wolofsky, 4165, Esplanade, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Shapiro Investments Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4770, avenue Kent, chambre 302, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10851-62 — 1116/109

Shapiro Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, 6191, Côte-St-Luc Road, Hampstead, George Irwin Harris, 5728, Westluke, Côte-St-Luc, and Judah Lyon Wolofsky, 4165, Esplanade, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Shapiro Investments Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 19,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 4770, Kent Avenue, Suite 302, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10851-62 — 1116/109

Roger Sigouin et Associés Inc.
Roger Sigouin and Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Roger Sigouin, 10090, St-Denis, Montréal, Raymond McLean, 261A, rue Paré, Granby, tous deux agents d'assurances, et Raymond Pagé, avocat, 1705, Lépine, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Roger Sigouin et Associés Inc. — Roger Sigouin and Associates Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10482-62 — 1115/33

Roger Sigouin et Associés Inc.
Roger Sigouin and Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Sigouin, 10090, St-Denis, Montreal, Raymond McLean, 261A Paré Street, Granby, both insurance agents, and Raymond Pagé, advocate, 1705, Lepine, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "Roger Sigouin et Associés Inc. — Roger Sigouin and Associates Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10482-62 — 1115/33

Skirt Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1956, constituant en corporation: Norman Wexelman, 304, rue Tait, St-Laurent, Louis Zimmerman, 3345, rue Goyer, app. 6, Montréal, tous deux marchands, et Harry Pinker, avocat, 75, Bandstead, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de jupes, blouses, robes et autres produits similaires pour dames, sous le nom de « Skirt Togs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires de $100 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 13639-56 — 1120/70

Skirt Togs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1956, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman Wexelman, 304, Tait Street, St-Laurent, Louis Zimmerman, 3345, Goyer Street, Apt. 6, Montreal, both merchants, and Harry Pinker, advocate, 75, Bandstead, Montreal West, for the following purposes:

To deal in ladies' skirts, blouses, dresses and other similar products, under the name of "Skirt Togs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of $100 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 13639-56 — 1120/70

Société Générale des Grands Hôtels du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Herman Bistricer, promoteur, 4875, Dufferin Road, Côte-St-Luc, Pierre Lafontaine, notaire, 712, Filiatreault, St-Laurent, et Fernand Miron, agent d'assurance, 3805, boulevard Lévesque, Chomedey, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Société Générale des Grands Hôtels du Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10795-62 — 1116/76

Société Générale des Grands Hôtels du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Herman Bistricer, promoter, 4875, Dufferin Road, Côte-St-Luc, Pierre Lafontaine, notary, 712, Filiatreault, St-Laurent, and Fernand Miron, insurance agent, 3805, Lévesque Boulevard, Chomedey, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Société Générale des Grands Hôtels du Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10795-62 — 1116/76

Sogena Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Clément Demers, 227, rue St-Jacques, La Prairie, et Jacques Loubier, 169, rue Tourangeau, Pont-Viau, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (« holding »), sous le nom de « Sogena Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune, 20,000 actions privilégiées 6%, cumulatif, d'une valeur au pair de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées 5%, cumulatif, d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10245-62 — 1114/127

Sogena Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31, Beloeil Avenue, Outremont, Clément Demers, 227, St. James Street, La Prairie, and Jacques Loubier, 169, Tourangeau Street, Pont-Viau, the two latter acountants, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Sogena Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 40,000 common shares of a par value of $5 each, 20,000 preferred shares 6%, cumulative, of a par value of $10 each and 10,000 preferred shares 5% cumulative, of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10245-62 — 1114/127

Sorim Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Morris Shuter, comptable, 874, Bertrand, St-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sorim Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10453-62 — 1114/28

Sorim Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247, Lennox Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874, Bertrand, St-Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615, Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Sorim Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10453-62 — 1114/28

South Lawrence Mining Corporation (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de fécrier 1962, constituant en corporation: Guy Baril, comptable, 56, de Montbrun, Boucherville, Marc-André Dupuis, 2485, Maplewood, app. 2, et Marcel Bergeron, 2492, Coursol, ces deux derniers prospecteurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « South Lawrence Mining Corporation » (No Personnal Liability), avec un capital total de $300,000, divisé en 300,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10108-62 — 1116/77

South Lawrence Mining Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Baril, accountant, 56, de Montbrun, Boucherville, Marc-André Dupuis, 2485, Maplewood, apt. 2, and Marcel Bergeron, 2492, Coursol, the latter two prospectors, of Montreal, for the following purposes:

To carry on explorations and research to discover mines and ore, under the name of "South Lawrence Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $300,000, divided into 300,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10109-62 — 1116/77

Adam Steven Leather Goods (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat et conseil en loi de la Reine, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, et Gregory Charlap, 2990, Soissons, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs, sacs à tricot, sacs en « duffle », sacs de voyage et toutes sortes de sacs et de toutes descriptions, sous le nom de « Adam Steven Leather Goods (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Adam Steven Leather Goods (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monroe Abbey, advocate, and Queen's Counsel, 519, Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, 5562, Glencrest, Côte-St-Luc, and Gregory Charlap, 2990, Soissons, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in bags, handbags, shopping bags, knitting gabs, duffle bags, travelling bags and bags, of all kinds and descriptions, under the name of "Adam Steven Leather Goods (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10852-62 — 1116/78

Summit Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseil en loi de la Reine, Mary Elizabeth Spracklin, secrétaire, célibataire, Denise-Marie Landry, secrétaire, célibataire, et Margot Mary Quinn, secrétaire, célibataire, tous quatre de 901, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Summit Investment Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 88, Summit Crescent, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10687-62 — 1115/84

Super Marché Raymond (Matane) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Raymond Desrosiers, marchand, 34, rue Thibault, Georges-Alexandre Lebel, notaire, Jean Lebel, comptable agréé, ces deux derniers de 132, avenue St-Jérôme, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de « Super Marché Raymond (Matane) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10704-62 — 1115/78

Super Plastics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Larry Kolodny, commis en loi, 3, Finchley Road, Hampstead, Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, et Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard Damien Lennon, 1579, rue Centre, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le plastique et autres substances de toutes sortes et de toute description, sous le nom de « Super Plastics Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10852-62 — 1116/78

Summit Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, Mary Elizabeth Spracklin, secretary, spinster, Denise-Marie Landry, secretary, spinster, and Margot Mary Quinn, secretary, spinster, all four of 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Summit Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 88, Summit Crescent, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10687-62 — 1115/84

Super Marché Raymond (Matane) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Desrosiers, merchant, 34 Thibault Street, Georges-Alexandre Lebel, notary, Jean Lebel, chartered accountant, the latter two of 132, St-Jérôme Avenue, all three of Matane, for the following purposes:

To carry on a business as gorcers, under the name of "Super Marché Raymond (Matane) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10704-62 — 1115/78

Super Plastics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Larry Kolodny, law clerk, 3, Finchley Road, Hampstead, Mina Dimand, secretary, fille majeure, 4966, Décarie Boulevard, and Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard Damien Lennon, 1579, Centre Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in plastic and other substances of every kind and description, under the name of "Super Plastics Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 10,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 10831, rue Racette, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10466-62 — 1114/128

The head office of the company will be at 10831, Racette Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10466-62 — 1114/128

Susan Dresses Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Leslie Klein, marchand, Elizabeth Klein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Leslie Klein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 506, Bloomfield, Outremont, et Juda Buxbaum, marchand, 5885, Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Susan Dresses Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10464-62 — 1115/7

Susan Dresses Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leslie Klein, merchant, Elisabeth Klein, housewife, wife separate as to property of the said Leslie Klein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 506, Bloomfield, Outremont, and Juda Buxbaum, merchant, 5885, Durocher, Montreal, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Susan Dresses Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10464-62 — 1115/7

Sutton Mountains-Fullerton Lake Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1962, constituant en corporation: Barnabas Vizkelety, Maurice Chevalier, tous deux avocats, de 275 ouest, rue St-Jacques, et Louise LeBel, étudiante, célibataire, 2967, St. Catherine Road, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sutton Mountains-Fullerton Lake Estate Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10902-62 — 1117/29

Sutton Mountains-Fullerton Lake Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barnabas Vizkelety, Maurice Chevalier, both advocates, of 275 St. James Street, West, and Louise LeBel, student, spinster, 2967, St. Catherine Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Sutton Mountains-Fullerton Lake Estate Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 20th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10902-62 — 1117/29

Taverne du Roi d'Ys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1962, constituant en corporation: Raymond-Pierre Brisson, administrateur, 5840, chemin de la Côté-St-Antoine, Léon Roy, gérant, 6633, rue St-Denis, tous deux de Montréal, et André Labonté, notaire, 8001, avenue Des Vendéens, ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Taverne du Roi d'Ys Inc. », avec un capital

Taverne du Roi d'Ys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond-Pierre Brisson, administrator, 5840, Côte-St-Antoine Road, Léon Roy, manager, 6633, St. Denis Street, both of Montreal, and André Labonté, notary, 8001, Des Vendéens Avenue, town of Anjou, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Taverne du Roi d'Ys Inc.", with a

total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10664-62 — 1116/139

total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10664-62 — 1116/139

Terry's Dairy Queen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er février 1962, constituant en corporation: Errol Klock McDougall, C.R., Walter Austin Johnson, C.R., et Herbert Birkett McNally, tous trois avocats, de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits laitiers, sous le nom de « Terry's Dairy Queen Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 16129-61 — 1114/43

Terry's Dairy Queen Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Errol Klock McDougall, Q.C., Walter Austin Johnson, Q.C., and Herbert Birkett McNally, all three advocates, of 507, Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in dairy products, under the name of "Terry's Dairy Queen Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st, day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 16129-61 — 1114/43

Le Théâtre des Baladins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1962, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, 1594, boulevard St-Joseph, est, Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, et G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtres, sous le nom de « Le Théâtre des Baladins Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10920-62 — 1117/19

Le Théâtre des Baladins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-C. Lachance, 1594, St-Joseph Boulevard, East, Guy-E. Boisvert, 3510, Northcliffe, and G. Harold Pickel, 4835, Grosvenor all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a theater agency under the name of "Le Théâtre des Baladins Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10920-62 — 1117/19

Thermotwin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Morton Bessner, avocat, 4910, avenue Maplewood, Montréal, Kenneth McGurk, avocat, 1671 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et George Whelan, avocat, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fenêtres, portes, produits en verre à vitre et exécuter tous les travaux connexes, sous le nom de « Thermotwin Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Anjou, district judiciaire de Joliette.

Thermotwin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bessner, advocate, 4910, Maplewood Avenue, Montreal, Kenneth McGurk, advocate, 1671, Sherbrooke Street West, Montreal and George Whelan, advocate, 201, Sherbrooke Street, Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in windows, doors, flat glass products and all processes in connection therewith, under the name of "Thermotwin Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Anjou, judicial district of Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10468-62 — 1113/103

Thetford Rent-A-Car Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Roland Leblond, garagiste, 1165, Notre-Dame, nord, Thetford Mines, Serge Drouin, gérant, 1165, Notre-Dame, nord, Thetford-Mines, et Paul-André Dussault, gérant de service, 319, 10ième Rue, ouest, Thetford-Mines, pour les objets suivants

Faire la location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Thetford Rent-A-Car Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10461-62 — 1113/135

Titan Chemicals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat et conseil en loi de la Reine, 486, rue St-Jean, Raymond Cartwright, avoat, 132 ouest, rue St-Jacques, et Michael Gannon, courtier en immeubles, 486, rue St-Jean, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Écouler et distribuer toutes sortes de substances chimiques, sous le nom de « Titan Chemicals Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10688-62 — 1114/107

Toni Dress Shop & Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Gérald Lafrance, avocat, Sherbrooke, Simone Bouchard, sténographe, célibataire majeure, Coaticook, et Louis Gérin, notaire, Coaticook, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Toni Dress Shop & Furs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, comté de Stanstead, district judiciaire de Saint-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10468-62 — 1113/103

Thetford Rent-A-Car Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Leblond, garage-keeper, 1165, Notre-Dame-North, Thetford Mines, Serge Drouin, manager, 1165, Notre-Dame-North, Thetford Mines, and Paul-André Dussault, service manager, 319, 10th Street, West, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on the rental of automobile vehicles of all kinds, under the name of "Thetford Rent-A-Car Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10461-62 — 1113/135

Titan Chemicals Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister and Queen's Counsel, 486, St. John Street, Raymond Cartwright, barrister, 132, St. James Street West, and Michael Gannon, real estate broker, 486, St. John Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in and distribute chemicals of all kinds, under the name of "Titan Chemicals Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10688-62 — 1114/107

Toni Dress Shop & Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérald Lafrance, advocate, Sherbrooke, Simone Bouchard, stenographer, spinster of the full age of majority, Coaticook, and Louis Gérin, notary, Coaticook, for the following purposes:

To carry on business dealing in women's clothing, under the name of "Toni Dress Shop & Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Coaticook county of Stanstead, judicial district of Saint Francis.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10417-62 — 1113/106

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10417-62 — 1113/106

Transport Maritime de l'Ile-aux-Coudres Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Rosaire Tremblay, navigateur, Ile-aux-Coudres, Gaston Desjardins, avocat, 836, Painchaud, Québec, et Georgette Bailiargeon, secrétaire, fille majeure, 31, rang Ste-Geneviève, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Maritime de l'Ile-aux-Coudres Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Ile-aux-Coudres, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10802-62 — 1117/28

Transport Maritime de l'Ile-aux-Coudres Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Tremblay, navigator, Ile-aux-Coudres, Gaston Desjardins, advocate, 836, Painchaud, Quebec, and Georgette Baillargeon, secretary, fille majeure, 31, Ste-Geneviève Range, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Transport Maritime de l'Ile-aux-Coudres Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ile-aux-Coudres, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10802-62 — 1117/28

Transport Savard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1962, constituant en corporation: Fernand Savard, entrepreneur en transport, Léonidas Savard, camionneur, et Patrick Savard, camionneur, tous trois de Forestville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Savard Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10725-62 — 1116/4

Transport Savard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Savard, transportation contractors, Léonidas Savard, tracker, and Patrick Savard, trucker, all three of Forestville, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company under the name of "Transport Savard Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10725-62 — 1116/4

Trentin Construction Ltd. Construction Trentin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, 702, Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, 2, rue d'Artois, Préville, et Jean-Claude Delorme, 14, Bord-du-Lac, Beaconsfield, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Trentin Construction Ltd.— Construction Trentin Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Trentin Construction Ltd. Construction Trentin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating Roger-Louis Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 702, Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, 2, d'Artois Street, Préville, and Jean-Claude Delorme, 14, Bord-du-Lac, Beaconsfield, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business in the world of construction, under the name of "Trentin Construction Ltd.— Construction Trentin Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10337-62 — 1114/130

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10337-62 — 1114/130

Trentin Excavation Ltd.
Excavation Trentin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1962, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, 702, Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, 2, rue d'Artois, Préville, et Jean-Claude Delorme, 14, Bord-du-Lac, Beaconsfield, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Trentin Excavation Ltd.— Excavation Trentin Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10338-62 — 1115/28

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 702, Hartland, Outremont, André-Jean Clermont, 2, d'Artois Street, Préville, and Jean-Claude Delorme, 14, Bord-du-Lac, Beaconsfield, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Trentin Excavation Ltd.— Excavation Trentin Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10338-62 — 1115/28

Tricot Cormai Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1962, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Herman Moscovitch, comptable, 420, rue Petit, St-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; et celui d'articles de mercerie, produits alimentaires, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Tricot Cormai Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10955-62 — 1117/2

Tricot Cormai Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247, Lennox Avenue, Montreal, Herman Moscovitch, accountant, 420, Petit Street, St-Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615, Westluke, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; and in haberdashery, food products, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Tricot Cormai Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10955-62 — 1117/2

Trio Leasing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1962, constituant en cor-

Trio Leasing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Larry Kolodny,

poration: Larry Kolodny, commis en Loi, 3, chemin Finchley, Hampstead, Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, Décarie, Montréal, et Mme Helen Lennon, secrétaire, épouse séparée de biens de Bernard Damien Lennon, 1579, rue Centre, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de véhicules automobiles, de leurs accessoires et pièces et en faire la réparation, sous le nom de « Trio Leasing Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10408-62 — 1114/47

law clerk, 3, Finchley Road, Hampstead, Mina Dimand, secretary, fille majeure, 4966, Décarie, Montreal, and Mrs. Helen Lennon, secretary, wife separate as to property of Bernard Damien Lennon, 1579, Centre Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in and repair motor vehicles of all kinds, and the accessories and parts thereof, under the name of "Trio Leasing Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10408-62 — 1114/47

Underwater Photo & Survey Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Guy Dion, 2773, Mont-Royal, Ste-Foy, Donald Donovan, 1328, Montpellier, St-Laurent, tous deux ingénieurs, et Gerald Dinan Quart, homme d'affaires, 1438, Des Gouverneurs, Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes, sous le nom de « Underwater Photo & Survey Limited », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10306-62 — 1115/8

Underwater Photo & Survey Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Dion, 2773, Mont-Royal, Ste-Foy, Donald Donovan, 1328, Montpellier, St-Laurent, both engineers, and Gerald Dinan Quart, businessman, 1438, Des Gouverneurs, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Underwater Photo & Survey Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10306-62 — 1115/8

Union Hardware (Dorval) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 17, René-Philippe, Ville de LeMoyne, Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, et Mae Nason, secrétaire, épouse séparée de biens de Lewis Nason, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 2, Robin Road, ces deux derniers de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, accessoires électriques, matériel de construction, approvisionnements de mines, équipement de marchands de bois, fournitures de vaisseaux, machinerie et équipement de toutes sortes, sous le nom de « Union Hardware (Dorval) Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 332, avenue Dorval, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10492-62 — 1114/131

Union Hardware (Dorval) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, advocate, 17, René-Philippe, Town of LeMoyne, Roy Calvin Amaron, advocate, 7, Denton Avenue, and Mae Nason, secretary, wife separate as to property of Lewis Nason, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 2 Robin Road, the latter two of Dorval, for the following purposes:

To deal in hardware, electrical supplies, building supplies, mining supplies, lumbermen's supplies, ship supplies, machinery and equipment of all kinds, under the name of "Union Hardware (Dorval) Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $5 each and 400 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at 332, Dorval Avenue, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10492-62 — 1114/131

V-Told Breeze Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1962, constituant en corporation: Witold Jelowicki, importateur, 4119, boulevard Décarie, app. 4, Jadwiga Jelowicka, marchande, épouse commune en biens suivant les lois de la Pologne dudit Witold Jelowicki, 4119, boulevard Décarie, app. 4, et André Birsebois, photographe, 2200, Place Étienne-Brûlé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cadeaux, bibelots, objets de céramique, appareils et matériels de photographie et cinéma, appareils et matériels de radio, télévision, reproduction sonore, articles de sport, bijouterie, œuvres d'art et menus articles de nécessité courante ou de fantaisie, sous le nom de « V-Told Breeze Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10107-62 — 1116/81

V-Told Breeze Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Witold Jelowicki, importer, 4119, Décarie Boulevard, apt. 4, Jadwiga Jelowicka, merchant, wife common as to property according to the laws of Poland of the said Witold Jelowicki, 4119, Décarie Boulevard, apt. 4, and André Brisebois, photographer, 2200, Place Étienne-Brûlé, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing presents, bibelots, ceramics, photography and moving-picture apparatus and materials, radio, television, apparatus, loud-speakers, sporting articles, jewellery, works of art, and small necessary current or fancy articles, under the name of "V-Told Breeze Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10107-62 — 1116/81

Val Richelieu Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1962, constituant en corporation: Guy Gervais, stagiaire, Jean Moreau, comptable, et Henri Choinière, avocat, tous trois de 54, rue St-Jacques, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Val Richelieu Plaza Inc.», avec un capital total de $250,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10830-62 — 1116/79

Val Richelieu Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Gervais, probationer, Jean Moreau, accountant, and Henri Choinière, advocate, all three of 54, St. James Street, St. John's, for the following purposes:

To carry on business in the world of real estate and construction, under the name of "Val Richelieu Plaza Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $10 each and 5,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10830-62 — 1116/79

Valdeau Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1962, constituant en corporation: Armand Duval, industriel, 10, rue Simard, St-Romuald, Josaphat Nadeau, industriel, 1234, Forget, Sillery, Simone Brisson Nadeau, ménagère, épouse dudit Josaphat Nadeau, 1234, Forget, Sillery, et Simone Labelle Duval, ménagère, épouse dudit Armand Duval, 10, rue Simard, St-Romuald, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation des forêts et le commerce de marchands de bois, sous le nom de « Valdeau Lumber Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Valdeau Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Duval, industrialist, 10, Simard Street, St-Romuald, Josaphat Nadeau, industrialist, 1234, Forget, Sillery, Simone Brisson Nadeau, housewife, wife of the said Josaphat Nadeau, 1234, Forget, Sillery, and Simone Labelle Duval, housewife, wife of the said Armand Duval, 10, Simard Street, St-Romuald, for the following purposes:

To carry on forestry operations and deal as lumber merchants, under the name of "Valdeau Lumber Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1234, avenue Forget, Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10251-62 — 1114/139

The head office of the company will be at 1234 Forget Avenue, Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10251-62 — 1114/139

Verdun Beauty Bar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Daniel Lazare, avocat, Moe Ackman, avocat, Sidney Cutler, avocat, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, tous quatre de 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits et accessoires de beauté et d'hygiène, sous le nom de « Verdun Beauty Bar Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4567, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10321-62 — 1114/29

Verdun Beauty Bar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Lazare, advocate, Moe Ackman, advocate, Sidney Cutler, advocate, and Margaret Johnson, secretary, fille majeure, all four of 265, Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of beauty and hygienic supplies and accessories, under the name of "Verdun Beauty Bar Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4567, Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10321-62 — 1114/29

Henri Vézina Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Henri Vézina, vendeur, Pont-Viau, Dame Solange Desrochers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Vézina, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Pont-Viau, et Roger Perreault, comptable, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de « Henri Vézina Limitée », avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 243, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10151-62 — 1115/29

Henri Vézina Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Vézina, salesman, Pont-Viau, Dame Solange Desrochers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri Vézina, and duly authorized by him for these presents, Pont-Viau, and Roger Perreault, accountant, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Henri Vézina Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at 243, des Laurentides Boulevard, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10151-62 — 1115/29

Victoria Dyeing & Finishing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: Samuel Stein, avocat, 4645, avenue Oxford, Abraham Segal, avocat, 5147, avenue Montclair, et Carl Rosen, avocat, 4815, avenue Fulton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bas et chaussettes de toute description quelconque, sous le nom de

Victoria Dyeing & Finishing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Stein, advocate, 4645, Oxford Avenue, Abraham Segal, advocate, 5147, Montclair Avenue, and Carl Rosen, advocate, 4815, Fulton Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in hosiery, stockings and socks of every description whatsoever, under the name of

« Victoria Dyeing & Finishing Co. Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10870-62 — 1117/3

"Victoria Dyeing & Finishing Co. Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10870-62 —1117/3

Virob Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1962, constituant en corporation: Ross Trenholme Clarkson, 80, avenue Kenaston, Mont Royal, Derek Austin Hanson, 3555, avenue Atwater, Westmount, James Knatchbull Hugessen, 41, avenue Thornhill, Westmount, Fraser Ronald Lindsay, 480, avenue Bourke, Dorval, et Michael Kevin Smyth, 1861, Canora Road, Mont Royal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Virob Investments Limited », avec un capital total de $1,507,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 150 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10,000, chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10297-62 — 1116/80

Virob Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ross Trenholme Clarkson, 80, Kenaston Avenue, Mount Royal, Derek Austin Hanson, 3555, Atwater Avenue, Westmount, James Knatchbull Hugessen, 41, Thornhill Avenue, Westmount, Fraser Ronald Lindsay, 480, Bourke Avenue, Dorval, and Michael Kevin Smyth, 1861, Canora Road, Mount Royal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Virob Investments Limited", with a total capital stock of $1,507,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each, 150 class "A" preferred shares of the par value of $10,000, each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10297-62 — 1116/80

La Volière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Marie Delphine (Cécile Gonthier), Rév. Mère St-Jean Évangéliste (Charlotte Aubin), et Rév. Mère Marie de St-Jean (Annette Bélanger), toutes trois religieuses, de 1374, avenue des Pins, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer une maison d'enseignement ou d'éducation, des centres récréatifs, bibliothèques, chapelles, terrains de jeux, sous le nom de « La Volière Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 383, chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10392-62 — 1114/85

La Volière Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Marie Delphine (Cécile Gonthier), Rev. Mother St-Jean Évangéliste (Charlotte Aubin), and Rev. Mother Marie de St-Jean (Annette Bélanger), all three religious, of 1374, des Pins Avenue, Montreal, for the following purposes:

To acquire, establish, own, maintain, direct and manage a house of learning or of education, recreational centers, libraries, chapels, playgrounds, under the name of "La Volière Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 383, Ste-Foy Road, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10392-62 — 1114/85

Wade Reproduction Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Wade Reproduction Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, avocat et conseil en loi de la Reine, Patrick Emmet Kierans, Pierre-Jacques Guay, et Frederick William Benn, tous trois avocats, tous quatre de 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce général d'imprimerie et de publication, sous le nom de « Wade Reproduction Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10371-62 — 1117/21

Wilson-Garden Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5470, Bessborough, Nathaniel Liebman, notaire, 5215, Kensington, et Linda Kashner, secrétaire, fille, majeure, 5225, Waverly, tous trois de Montréal pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'agents, propriétaires, constructeurs, exploitants et gérants de théâtres, produire et offrir au public, des spectacles et des représentations de vues animées, opéras, pièces, vaudeville, burlesque, pantomimes, concerts, des auditions musicales et jeux dramatiques, exhibitions et distractions de toutes sortes, sous le nom de « Wilson-Garden Agency Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10183-62 — 1114/73

Windsor Gardens Community Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1962, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Wray, gérant de ventes, 6, 3e Avenue, Dorval, Robert L. Blackett, gérant de production, 8, 1ère Avenue, Dorval, Mme Peggy Horwood, ménagère, épouse séparée de biens de Earl Horwood, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 8, 5e Avenue, Dorval, Wallace MacKay, surintendant, 99, avenue Allard, Dorval, Mme Audrey Foster, ménagère, épouse séparée de biens de John Foster, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 70, avenue Roy, Dorval, Malcolm D. Thompson, agent de manufacturiers, 74, avenue Roy, Dorval, Mme Janice Ross, ménagère, épouse séparée de biens de John B. Ross, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 3, 2e Avenue, Dorval, Mme Audrey Bannan, ménagère, épouse séparée de

bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, advocate and Queen's Counsel, Patrick Emmet Kierans, Pierre-Jacques Guay, and Frederick William Benn, all three advocates, all four of 901, Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To conduct a general printing and publishing business, under the name of "Wade Reproduction Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10371-62 — 1117/21

Wilson-Garden Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5470, Bessborough, Nathaniel Liebman, notary, 5215, Kensington, and Linda Kashner, secretary, spinster of the full age of majority, 5225, Waverly, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers; to produce and exhibit, to the public, performances and exhibitions of moving pictures, operas, plays, vaudeville, burlesque, pantomimes, concerts, musical and dramatic performances, exhibitions and entertainment of all kinds, under the name of "Wilson-Garden Agency Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10183-62 — 1114/73

Windsor Gardens Community Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Wray, sales manager, 6, 3rd Avenue, Dorval, Robert L. Blackett, production manager, 8, 1st Avenue, Dorval, Mrs. Peggy Horwood, housewife, wife separate as to property of Earl Horwood, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 8, 5th Avenue, Dorval, Wallace MacKay, supervisor, 99, Allard Avenue, Dorval, Mrs. Audrey Foster, housewife, wife separate as to property of John Foster, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 70, Roy Avenue, Dorval, Malcolm D. Thompson, manufacturers' agent, 74, Roy Avenue, Dorval, Mrs. Janice Ross, housewife, wife separate as to property of John B. Ross, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 3, 2nd Avenue, Dorval, Mrs. Audrey

biens de William George Bannan, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 67, avenue Roy, Dorval, James L. Bryant, ingénieur professionnel, 2, 6e Avenue, Dorval, William Hartt, officier, Corps d'Aviation Royal Canadien, 845, Lakeshore Drive, Dorval, et Jack Broome, comptable agréé, 17, avenue Claude, Dorval, pour les objets suivants:

Former une association sur une base non-politique aux fins de fournir des activités sociales et récréatives à ses membres, sous le nom de « Windsor Gardens Community Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 14333-61 — 1116/18

Bannan, housewife, wife separate as to property of William George Bannan, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 67, Roy Avenue, Dorval, James L. Bryant, professional engineer, 2, 6th Avenue, Dorval, William Hartt, officer, Royal Canadian Air Force, 845, Lakeshore Drive, Dorval, and Jack Broome, chartered accountant, 17, Claude Avenue, Dorval, for the following purposes:

To form an association on a non-political basis for the purposes of providing social and recreational activities for its members, under the name of "Windsor Gardens Community Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 14333-61 — 1116/18

World Master Builders, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1962, constituant en corporation: Arthur Biborosh, constructeur, 7465, Du Plateau, Duvernay, André Des Ruisseaux, constructeur, 495, rue Lambert, St-François, et Denyse Des Ruisseaux, ménagère, 495, rue Lambert, St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « World Master Builders, Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7465, Du Plateau, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 10532-62 — 1114/132

World Master Builders, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Biborosh, builder, 7465, Du Plateau, Duvernay, André Des Ruisseaux, builder, 495, Lambert Street, St-François, and Denyse Des Ruisseaux, housewife, 495, Lambert Street, St-François, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "World Master Builders, Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of the par value of $100 each and 150 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 7465, Du Plateau, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 10532-62 — 1114/132

Lettres patentes supplémentaires

Agences de Nettoyage du Nord Inc. Northern Cleaning Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1962, à la compagnie « Northern Cleaning Agencies Inc. », constituée par lettres patentes en date du 4 mars 1957, changeant son nom en celui de « Agences de Nettoyage du Nord Inc.— Northern Cleaning Agencies Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10730-57 — 1118/84

Supplementary Letters Patent

Agences de Nettoyage du Nord Inc. Northern Cleaning Agencies Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Northern Cleaning Agencies Inc.", incorporated by letters patent dated March 4, 1957, changing its name in that of "Agences de Nettoyage du Nord Inc.— Northern Cleaning Agencies Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10730-57 — 1118/84

Arrow Tape Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1962, à la compagnie « Arrow Tape Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour de décembre 1959, changeant son nom en celui de « Arrow Tape Industries Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 16577-59 — 1118/55

Arrow Tape Industries Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Arrow Tape Corp.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of December, 1959, changing its name to that of "Arrow Tape Industries Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 16577-59 — 1118/55

Attila Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des comggnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1962, à la compagnie « Aquila Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 août 1961, changeant son nom en celui de « Atfila Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 14234-61 — 1119/19

Attila Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Aquila Construction Inc.", incorporated by letters patent dated August 21, 1961, changing its name to "Attila Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 14234-61 — 1119/19

B. & M. Fortin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mars 1962, à la compagnie « Quincaillerie Maurice Fortin Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14 janvier 1959, changeant son nom en celui de « B. & M. Fortin Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10187-59 — 1118/59

B. & M. Fortin Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quincaillerie Maurice Fortin Inc.", incorporated by letters patent dated January 14, 1959, changing its name in that of "B. & M. Fortin Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10187-59 — 1118/59

Canmec Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mars 1962 à la compagnie « Meccon Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 22e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Canmec Distributors Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 9 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 15327-59 — 1118/57

Canmec Distributors Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Meccon Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September, 1959, changing its name to that of "Canmec Distributors Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 15327-59 — 1118/57

Eastern Canada Shipping Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1961, à la compagnie « Eastern Canada Shipping Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Eastern Canada Shipping Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Eastern Canada Shipping Ltd.", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 décembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 12097-58 — 1114/54

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of December, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 12097-58 — 1114/54

Forano Limited
Forano Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 février 1962, à la compagnie « Forano Limited », constituée par lettres patentes en date du 25 août 1913, changeant son nom en celui de « Forano Limited — Forano Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 1629-13 — 1118/2

Forano Limited
Forano Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Forano Limited", incorporated by letters patent dated August 25, 1913, changing its name to "Forano Limited — Forano Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 1629-13 — 1118/2

Luc Girard Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mars 1962, à la compagnie « Satellite Automobile Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15 décembre 1959, changeant son nom en celui de « Luc Girard Auto Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16750-59 — 1118/60

Luc Girard Auto Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Satellite Automobile Inc.", incorporated by letters patent dated December 15, 1959, changing its name to "Luc Girard Auto Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16750-59 — 1118/60

Greenfield Park Shopping Plaza Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1962, à la compagnie « Camp South Shore Shopping Plaza Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Greenfield Park Shopping Plaza Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 14758-58 — 1118/131

Greenfield Park Shopping Plaza Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Camp South Shore Shopping Plaza Limited", incorporated by letters patent dated the 18th day of December, 1958, changing its name to that of "Greenfield Park Shopping Plaza Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 14758-58 — 1118/131

Industrial & Advanced Science Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mars 1962 à la compagnie « Needco Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 30e jour de mars 1960, changeant son nom en celui de « Industrial & Advanced Science Investment Corporation ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 1er mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 11446-60 — 1118/62

Industrial & Advanced Science Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Needco Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1960, changing its name to that of "Industrial & Advanced Science Investment Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 11446-60 — 1118/62

Industries du Lac Inc.
Lake Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mars 1962, à la compagnie « Ébénisterie du Lac Inc. — Lake Furniture Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14 août 1961, changeant son nom en celui de « Industries du Lac Inc. — Lake Industries Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 13442-61 — 1118/132

Industries du Lac Inc.
Lake Industries Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ébénisterie du Lac Inc. — Lake Furniture Inc.", incorporated by letters patent dated August 14, 1961, changing its name in that of "Industries du Lac Inc. — Lake Industries Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 13442-61 — 1118/132

Kenson Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1962 à la compagnie « Arrow Tape Industries Limited », constituée en corporation par lettres patentes datées du 10e jour d'octobre 1958, changeant son nom en celui de « Kenson Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 13606-58 — 1118/63

Kenson Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Arrow Tape Industries Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1958, changing its name to that of "Kenson Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 13606-58 — 1118/63

Metwood Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1962, à la compagnie « Acme Store Fixture Co. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 1er jour de mai 1941, changeant son nom en celui de « Metwood Equipment Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 3475-41 — 1118/65

Metwood Equipment Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Acme Store Fixture Co.", incorporated by letters patent dated the 1st day of May, 1941, changing its name to that of "Metwood Equipment Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 3475-41 — 1118/65

Montmorency Distillery Ltd.
Distillerie Montmorency Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1962, à la compagnie « Montmorency Distillery Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 23e jour de janvier 1945, changeant son nom en celui de « Montmorency Distillery Ltd. — Distillerie Montmorency Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 1278-45 — 1118/3

Montmorency Distillery Ltd.
Distillerie Montmorency Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montmorency Distillery Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of January, 1945, changing its name to that of "Montmorency Distillery Ltd. — Distillerie Montmorency Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 1278-45 — 1118/3

National Containers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

National Containers Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1962, à la compagnie « Standard Barrels and Drums Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de janvier 1946, 1° changeant son nom en celui de « National Containers Limited »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° réduisant son capital de $200,000 à $100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune; 4° changeant ses 1,000 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30 janvier 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 7561-45 — 1112/105

January, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Standard Barrels and Drums Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of January, 1946, 1. changing its name to that of "National Containers Limited"; 2. extending its powers; 3. reducing its capital from $200,000 to $100,000, the capital stock annulled being divided into 10,000 preferred shares of $10 each; 4. changing its 1,000 common shares of $100 each into 1,000 common shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 7561-45 — 1112/105

National Containers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 février 1962, à la compagnie « National Containers Limited », 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant et subdivisant ses 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair en 450,000 actions de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $450,000 à $1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 550,000 actions de $1 chacune; 4° changeant la situation de son siège social de 643, rue Farm, Montréal, à 25, rue Du Moulin, Ville St-Pierre, Québec; 5° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à cinq.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119 7561-45 — 1117/90

National Containers Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "National Containers Limited", 1. extending its powers; 2. changing and subdividing its 1,000 shares without nominal or par value into 450,000 shares of $1 each; 3. increasing its capital from $450,000 to $1,000,000, the additional capital stock being divided into 550,000 shares of $1 each; 4. changing the location of its head office from 643 Farm Street, Montreal, to 25 Du Moulin Street, Ville St-Pierre, Quebec; 5. increasing the number of its directors from three to five.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119-o 7561-45 — 1117/90

Les Placements Linclair Inc. Linclair Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 février 1962, à la compagnie « Les Placements Linclair Inc. — Linclair Investments Inc. », refondant et convertissant 400,000 actions ordinaires de $1 chacune en 80,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 février 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 16139-61 — 1113/139

Les Placements Linclair Inc. Linclair Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Placements Linclair Inc. — Linclair Investments Inc.", revising and converting 400,000 common shares of $1 each into 80,000 preferred shares of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 16139-61 — 1113/139

Salaison Montréal-Nord Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1962, à la compagnie « Salaison St-Michel Ltée », constituée par lettres patentes en date du 11 février 1960, changeant son nom en celui de « Salaison Montréal-Nord Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 10559-60 — 1118/4

Salaison Montréal-Nord Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Salaison St-Michel Ltée", incorporated by letters patent dated February 11, 1960, changing its name to "Salaison Montréal-Nord Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 10559-60 — 1118/4

Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mars 1962, à la corporation « Service d'Accueil aux Voyageurs », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 février 1957, changeant son nom en celui de « Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o 13837-56 — 1119/20

Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Service d'Accueil aux Voyageurs", incorporated under Part III of the said Letters Patent Act, by letters patent dated February 6, 1957, changing its name into that of "Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119 13837-56 — 1119/20

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « A »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 février 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 784, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « *v* » suivant est ajouté à l'article I:

« *v*) Le terme « poseur de fer onrmental » désigne tout salarié qui exécute sur un chantier de construction, le montage, l'assemblage et l'installation de fer ornemental, tel que escaliers intérieurs et extérieurs, garde-corps, rampes, appareils de sauvetage, clôtures, barrières, balcons, marquises, etc. »

2° Le paragraphe « *a* » de l'article III est remplacé par le suivant:

« *a*) Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, de transport de matériaux au lieu du travail, d'excavation, de terrassement, exécutés par les salariés qu'il régit.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "A"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville, rendered obligatory by the decree number 784 of July 21, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 3, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, number 784, be amended as follows:

1. The following paragraph "*v*" is added, to article I:

"*v*) The term "ornamental iron erector" means any employee whose work on a construction job is concerned with the erecting, assembling and installation of ornamental iron, such as exterior or interior staircases, protecting guards, rails, safety equipment, fences, gates, balconies, awnings, etc.".

2. Paragraph "*a*" of article III is replaced by the following:

"*a*) The present decree applies to all building construction and engineering construction operations, including any installation, rebuilding, repairing, maintenance, demolishing, moving of buildings, transport of materials to the job, excavation, earthwork performed by employees hereby governed. It shall apply, among others,

Il s'applique, entre autres, à tous les travaux de bâtisses, d'immeubles, d'échaffaudages, pavages de rues, de chemins, ponts, murs de soutènement, barrages, trottoirs, nivellement, égouts, viaducs, aéroports, terrains d'atterrissage, tunnels, puits, canaux, écluses, aqueducs, tours, systèmes de plomberie, système de chauffage, installations électriques, fer structural, fer ornemental et à tout travail de même nature ou connexe. Tout posage d'ornementation et de structure en verre, en métal ou en planche murale, en composition, (appelé « vitrolite » ou autrement) est un travail de construction régi par le décret.

Le présent décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaufière et de réservoirs. »

3° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *e* » de l'article III:

« Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre de ces départements sont assujettis au décret. »

4° Les classifications suivantes sont ajoutées à la fin du paragraphe « *a* » de l'article V:

« Poseur de fer ornemental	$2.00
Aide	1.50»

5° L'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. *Dispositions relatives à l'apprentissage:* *a*) Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction mentionnés à l'article V ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans. De plus, l'apprenti doit fournir, au secrétaire du bureau des examinateurs, une lettre signée par un employeur professionnel du métier qu'il désire apprendre, dans laquelle l'employeur professionnel déclare qu'il est prêt à accepter l'aspirant à son emploi.

b) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu à cette fin par le Comité paritaire.

Ledit registre doit mentionner les nom, prénoms, l'âge, l'adresse et le métier de l'apprenti. Il doit aussi contenir la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période de l'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

c) Les syndicats signataires à la convention rendue obligatoire par le décret ont le droit de faire l'enregistrement des apprentis qui sont devenus leurs membres.

Les syndicats doivent cependant faire rapport au Comité paritaire tous les mois et donner le détail complet des dossiers des apprentis qu'ils ont enregistrés. Ces rapports sont compilés et centralisés par le Comité paritaire.

d) Le Comité paritaire ou un syndicat habilité doivent fournir à chaque apprenti au début de son apprentissage, un carnet de commencement et de cessation d'emploi de l'apprenti chez chaque employeur, le total des heures effectuées chez chaque employeur, ainsi que la signature de l'employeur après que celui-ci aura donné une évaluation du comportement du salarié. Ces renseignements et les signatures des employeurs dans le carnet de l'apprenti sont nécessaires pour toute la durée de l'apprentissage.

e) Les livrets d'apprentissage doivent être uniformes, qu'ils soient émis directement par le Comité paritaire ou par les syndicats habilités. Ils doivent porter le sceau du Comité paritaire.

f) Pour les métiers de mécanicien en tuyauterie, électricien, poseur de brûleurs à l'huile,

to all operations pertaining to buildings, properties, scaffoldings, paving of streets, roads, bridges, retaining walls, dams, sidewalks, levelling works, sewers, viaducts, airports, landing fields, tunnels, wells, canals, lock-gates, aqueaqueducts, towers, plumbing and heating systems, electrical installations, structural steel, ornamental iron and to any other work of the same nature or connected therewith. Any structural or ornamental work with glass, metal, wall board, composition-board (vitrolite, etc.) is deemed to be construction work and is governed by the decree.

The present decree also applies to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

3. The following sub-paragraph is added to paragraph "*e*" of article III:

"However, bridge, tunnel, trestle and public building construction operations carried out for any one of such Departments shall be subject to the decree."

4. The following classification are added at the end of paragraph "*a*" of article V:

"Ornamental iron erector	$2.00
Helper	1.50"

5. Article IX is replaced by the following:

"IX. *Apprenticeship provisions:* *a*) No apprentice, in any one of the building trades mentioned in section V shall begin his apprenticeship before sixteen (16) years of age nor after twenty-five (25) years, and such apprentice shall provide the secretary of the board of examiners with a letter signed by a professional employer of the trade which he wishes to learn; in that letter, the professional employer shall mention that he is willing to hire the candidate.

b) All apprentices' names shall be inscribed in a register kept specially for that purpose by the Parity Committee.

The following shall be mentioned in the register: the trade and the name, age and address of the apprentice; the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of continuity of training of the apprentice, the name and address of first employer and of every other employer until the completion of the apprenticeship hereinafter determined for his trade.

c) The unions who signed the agreement rendered obligatory by the present decree have the right to register the apprentices who have become members thereof.

The unions must, however, report monthly to the Parity Committee and give all details of the records of the apprentices they have registered; these reports shall be kept and filed by the Parity Committee.

d) The Parity Committee or an authorized union shall furnish the apprentice at the beginning of his apprenticeship with a booklet in which will be recorded the periods of employment of the apprentice with each employer, the total number of hours worked with each employer together with the signature of the employer accompanied by an appraisal of the employee's behaviour. Such information and such signature of employers in the booklet shall be required for the entire duration of the apprenticeship.

e) The apprenticeship booklets must be uniform, whether issued directly by the Parity Committee or by authorized unions. They must bear the seal of the Parity Committee.

f) For the trades of pipe mechanic, electrician, oil burner mechanic, tinsmith and sheet metal

tôlier et ferblantier, il peut y avoir au maximum un (1) apprenti par compagnon sur la liste de paye.

g) Pour les métiers de charpentier-menuisier, briqueteur, maçon, plâtrier et peintre, il peut y avoir au maximum un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de quatre (4) sur chaque chantier déterminé.

h) Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul, et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métier. L'apprenti doit toujours être accompagné d'un compagnon de son métier.

i) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés n'est valide à moins qu'il ne soit conforme à toutes les dispositions du décret.

j) La durée journalière du travail des apprentis est la même que celle des ouvriers qualifiés.

k) L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

l) L'employeur doit faire de son mieux pour enseigner à ses apprentis le métier auquel ils se destinent.

m) Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou une école de métier régie par la Loi de l'enseignement spécialisé, doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

n) Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementés par une loi de la province.

o) L'employeur doit notifier immédiatement le Comité paritaire de l'entrée en apprentissage d'un apprenti à son emploi.

p) Une année d'apprentissage comporte 2,000 heures de travail du métier.

q) Tout apprenti, sauf pour les métiers d'électricien, mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, et poseur de brûleurs à l'huile, doit, après chaque année d'apprentissage, se soumettre à un examen devant le bureau des examinateurs de son métier pour lui permettre de vérifier les progrès qu'il a réalisés. Après tel examen, le secrétaire du bureau des examinateurs inscrira le nouveau statut de l'apprenti dans son carnet et ce sera la responsabilité de l'apprenti de remettre ledit carnet à son employeur et lui faire connaître le changement de l'année de son apprentissage. »

6° Au paragraphe « *a* » de l'article V, l'item « Tôlier ou travailleur de métal en feuilles — compagnon — compagnon junior », et les salaires s'y rapportant, sont radiés.

7° Le paragraphe « *a* » de l'article III, de la section « A » du chapitre cinquième, est remplacé par le suivant:

« III. *Salaires minima: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

worker, a maximum of one (1) apprentice to each journeyman on the payroll is allowed.

g) For the trades of carpenter-joiner, bricklayer, mason, plasterer and painter, a maximum of one (1) apprentice to each four (4) journeymen or fraction thereof is allowed on each job.

h) No employer may put an apprentice to work alone and an apprentice shall not work alone at his trade. The apprentice must always be accompanied by a journeyman of his trade.

i) No individual apprenticeship contract for the trades mentioned shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

j) The daily duration of work of apprentices shall be the same as that of qualified workers.

k) Apprentices shall give good and loyal services to their employer during their apprenticeship; they shall take good care of tools and material supplied by the employer.

l) Employers shall do their best to instruct apprentices in the trades they wish to learn.

m) Apprentices who have attended a technical or trade school governed by the Specialized School Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

n) No provision governing apprenticeship shall apply to the trades where apprenticeship and qualification are governed by provincial legislation.

o) Employers shall notify immediately the Parity Committee of the date on which an employee begins his apprenticeship.

p) The apprenticeship year consists of 2,000 hours of work in the trade.

q) Every apprentice, with the exception of apprentices in the trades of electricians, pipe mechanics, steamfitters and oil burner mechanics, shall upon completion of every apprenticeship year sit for an examination before the board of examiners of his trades so that improvements can be checked. After such examination, the secretary of the board of examiners shall mention the new classification of the apprentice in the booklet and the apprentice shall then remit the said booklet to his employer and inform him of the changes made in his classification."

6. In paragraph "*a*" of article V, item "Tinsmith or sheet metal worker — journeyman — junior journeyman", and wages pertaining thereto, are deleted.

7. Paragraph "*a*" of article III of section "A" of chapter five, is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates: a*) The following minimum wage rates shall be paid:

Métiers — Trades:		*À compter du Starting* 15/11/62	15/3/63
Mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleurs à l'huile, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie — Pipe mechanic, oil burner mechanic, steamfitter and pipe welder:			
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services)	$3.15	$3.20	$3.25
Compagnon senior — Senior journeyman	2.05	2.10	2.15
Compagnon junior — Junior journeyman	1.70	1.70	1.75
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic, steamfitter:			
Apprenti (1ère année) — Apprentice (1st year)	1.10	.....	.....
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.20	.....	.....
Apprenti (3ième année) — Apprentice (3rd year)	1.35	.....	.....
Apprenti (4ième année) — Apprentice (4th year)	1.45	.....	.....

Métiers — Trades:		*À compter du Starting 15/11/62*	*15/ 3/53*
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic:			
Apprenti (1ère année) — Apprentice (1st year)	$1.30	.....	
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.40	.....	
Tôlier — Tinsmith:			
Compagnon — Journeyman	2.10	$2.15	2.15
Compagnon junior — Junior journeyman	1.75	$1.75	1.75
Apprenti (1ère année) — Apprentice (1st year)	1.20	.....	
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.30	.....	
Apprenti (3ième année) — Apprentice (3rd year)	1.45	.....	
Apprenti (4ième année) — Apprentice (4th year)	1.55 »		

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « B »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux épiciers-bouchers de la région de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Syndicat National des Employés de Commerce de l'Assomption a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être accepté comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1336 du 18 avril 1946 et amendements, relatif aux employés d'épiceries, de boucheries et de restaurants-épiceries dans la cité de Joliette et la ville de l'Assomption;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 février 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que ledit décret, numéro 1336, soit modifié comme suit:

Le Syndicat National des Employés de Commerce de l'Assomption est ajouté comme partie contractante de deuxième part.

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "B"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the grocers and butchers of the region of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "Le Syndicat National des Employés de Commerce de l'Assomption" has petitioned the Minister of Labour to be treated as co-contracting party to the collectife labour agreement rendered obligatory by the decree number 1336 of April 18, 1946 and amendments, relating to groceries, butcher shops and restaurant-groceries employees of the city of Joliette and the town of l'Assomption;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 24, 1962;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and that the said decree numer 1336, be amended as follows:

"Le Syndicat National des Employés de Commerce de l'Assomption" is added as contracting party of the second part.

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « C »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la Construction dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au

---

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "C"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the region of Drummond.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments) the Honourable Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the

décret numéro 988 du 2 novembre 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la Construction dans les districts électoraux de Drummond, Arthabaska et Nicolet, et une partie du district électoral d'Yamaska;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 février 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 988, soit modifié comme suit:

1° L'amendement numéro 2, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 163 (B) du 6 février 1962, est abrogé.

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « *d* » de l'article II:

« Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre de ces départements sont assujettis au décret. »

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « D »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le changement d'une partie contractante — Décret relatif à l'industrie de la Chaussure dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Union des Ouvriers du Cuir de Montréal — Local L.-102, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être traitée comme partie contractante au décret numéro 3003, du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie de la Chaussure dans la province de Québec, au lieu et place de « Boot & Shoe Workers' Union »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 février 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée et que ledit décret, numéro 3003, soit modifié en conséquence.

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « E »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux employés de garage dans la région de Drummond.

decree number 988 of October 2, 1958, and amendments relating to the construction industry in the electoral districts of Drummond, Arthabaska and Nicolet, and part of the electoral district of Yamaska;

WHEREAS the notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 24, 1962;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 988, be amended as follows:

1. Amendment number 2, approved by Order in Council number 163 (B) of February 6, 1962, is deleted.

2. The following sub-paragraph is added to paragraph "*d*" of article II:

"However, bridge, tunnel, trestle and public building construction operations carried out for anyone of such departments shall be subject to the decree."

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "D"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a change in the name of one contracting party — Decree relating to the shoe industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 10 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), Montreal Leather Workers' Union — Local L.-102 has petitioned the Minister of Labour to be treated as contracting party to the decree number 3003 of July 31, 1946 and amendments, relating to the shoe industry in the Province of Quebec, in the place of Boot & Shoe Workers' Union;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 24, 1962;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said petition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and that the said decree number 3003, be amended accordingly.

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "E"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to garage employees in the electoral district of Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans le district électoral de Drummond, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 février 1962;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 102, soit modifié comme suit:

Les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe « *a* » de l'article III sont remplacés par les suivants:

« *a) Dans les garages, ateliers de mécaniques et dans les postes de vente d'accessoires:* 1° La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties comme suit:

Lundi au vendredi inclusivement: de 8 a.m. à 12 (midi) et de 1 p.m. à 6 p.m.;

Samedi: de 8 a.m. à 12 (midi).

2° Tout travail exécuté en dehors de ces heures est considéré comme du temps supplémentaire et rémunéré à temps et demi. »

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the electoral district of Drummond, rendered obligatory by decree number 102 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 17, 1962;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 102, be amended as follows:

Sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph "*a*" of article III are replaced by the following:

"*a) In garages, machine shops and accessories or parts stores:* 1. The regular work week shall consist of forty-ine (49) hours distributed as follows:

Monday to Friday inclusively: 8:00 a.m., to 12:00 (noon) and 1:00 p.m. to 6;00 p.m.:

Saturday: 8:00 a.m. to 12:00 (noon).

2. All time worked outside these hours shall be considered as overtime and remunerated at the rate of time and a half."

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 682
Section « F »

Québec, le 17 avril 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la Construction dans la région de St-Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1646 (C) du 27 juillet 1961, ayant modifié le décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la Construction dans les districts électoraux de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, soit corrigé comme suit:

Les deux (2) classifications suivantes sont ajoutées dans l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article V (5ème amendement):

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 682
Section "F"

Quebec, April 17, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree relating to the construction industry in the region of St-Hyacinthe.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT Order in Council number 1646 (C) of July 27, 1961, amending the decree number 909 of August 25, 1955 and amendments, relating to the construction industry in the electoral districts of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville, be corrected as follows:

The following two (2) classifications are added in the wage scale appearing in paragraph "*a*" of Article V (8th amendment):

	Salaires horaires — Hourly rates			
	Zone I		*Zone II*	
		À compter du 1er mai / *From May, 1* / *1962*		*À compter du 1er mai* / *From May, 1* / *1962*
Monteur de lignes (travail aérien) — Lineman (overhead work)	$1.65	$1.65	$1.55	$1.55
Monteur de lignes (travail terrestre) — Lineman (ground work)	1.55	1.55	1.45	1.45

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

JACQUES PRÉMONT,
61120-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 403

Québec, 13 mars 1962.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une enquête sur le service du taxi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QUE conformément à l'article 15, de la Loi de la Régie des transports, 13 George VI, chapitre 21 et amendements, la Régie conduise une enquête sur le service du taxi de la cité de Montréal, des villes et municipalités situées dans un rayon de 15 milles des limites de la cité de Montréal;

QUE la Régie des transports fasse rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, au plus tard le 30 septembre 1962.

JACQUES PRÉMONT,
61164-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 403

Quebec, March 13, 1962.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an investigation on taxi service.

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Transportation and Communications:

THAT pursuant to section 15, of the Transportation Board Act, 13 George VI, chapter 21 and amendments, the Transportation Board carries out an investigation on taxi service for the city of Montreal, towns and municipalities situated within a radius of 15 miles of the limits of the city of Montreal;

THAT the Transportation Board make a report of the Lieutenant-Governor in Council, at the latest on September 30, 1962.

JACQUES PRÉMONT,
61164 *Deputy Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — St-Hyacinthe

L'honorable René Hamel, ministre du Travail' donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le nom du Syndicat National Catholique des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de St-Hyacinthe et sa Juridiction Inc. », partie contractante de première part au décret numéro 1010 du 26 septembre 1956, relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de St-Hyacinthe, sera changé en celui de « Syndicat Patronal des Barbiers et des Coiffeurs pour Dames de Saint-Hyacinthe Inc. ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

Avis de modification

Industrie de la Sacoche — Province

L'honorable René Hamel, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 233 du 14 mars 1956 et amendements, relatif à l'industrie de la Sacoche dans la province de Québec, à la

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades — St-Hyacinthe

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the name of "Syndicat National Catholique des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames de St-Hyacinthe et sa Juridiction Inc.", contracting party of the first part to the decree number 1010 of September 26, 1956, relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St-Hyacinthe, will be changed to read as follows: "Syndicat Patronal des Barbiers et des Coiffeurs pour Dames de Saint-Hyacinthe Inc.".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Notice of amendment

Handbag Industry — Province

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 233 of March 14, 1956 and amendments, relating to the Handbag Industry in the Province of Quebec,

suite de la publication d'un avis de modification audit décret dans la *Gazette officille de Québec* du 15 avril 1961 et de la réception d'un rapport qui lui a été présenté par la firme Dufresne, McLagan & Associates Reg'd, ingénieurs industriels, à ce sujet:

1° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« I. *Juridiction industrielle: a*) Le présent décret s'applique à l'industrie de la fabrication de toutes sortes de sacoches, sacs à main, portefeuilles, sacs (hostess bags), bourses et porte-monnaie, ou de toutes parties d'iceux, fait en quelque tissu ou matière que ce soit. Il s'applique aussi au travail fait par tout salarié ou toute personne de l'un ou l'autre des métiers ou occupations définis ou décrits ci-après.

b) Le décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et manufacturiers détaillants ou manufacturiers grossistes qui fabriquent, font fabriquer ou qui accordent des contrats pour la fabrication, dans leur propre établissement, de sacoches, bourses, porte-feuilles, sacs (hostess bags) et porte-feuilles ou toutes parties d'iceux, mentionnés au paragraphe précédent. »

2° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec et pour les fins d'application elle est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal et le territoire compris dans un rayon de trente-cinq (35) milles autour de ses limites.

Zone II: Toute la province de Québec à l'exception de la zone I. »

3° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Définitions des métiers et classifications: a*) Les mots « coupeur d'extérieurs » (Outside Cutter) désignent tout salarié qui place les patrons sur le cuir, le plastic, le tissu ou tout autre matériel utilisé pour la fabrication de l'extérieur des sacoches ou autres produits régis par le décret ou parties d'iceux, et qui coupe le matériel à l'aide du couteau court, de la presse à couper (cliker) ou de tout autre dispositif ou machine à couper. Si l'employeur lui fait couper de la doublure ou du papier ou lui fait faire tout autre travail ordinairement exécuté par le coupeur d'intérieurs, il doit continuer de recevoir le taux de salaire pour le coupeur d'extérieurs.

b) Les mots « coupeur d'intérieurs » (Inside Cutter) désignent tout salarié qui marque, au besoin, et coupe au couteau électrique, au couteau court (short knife), à la presse, (clicker) ou tout autre dispositif ou machine à couper, la doublure, la papier ou tout autre matériel utilisé dans la fabrication de l'intérieur d'une sacoche ou de l'intérieur de tout produit ou partie de produit compris dans la juridiction du présent décret.

c) Le mot « monteur » (Framer) désigne tout salarié qui pose la monture de la sacoche.

Si l'employeur fait poser les montures de porte-monnaie ou de poches au monteur, ce dernier doit continuer de recevoir le taux du monteur.

d) Les mots « monteur de porte-monnaie » (Change Purse Framer) désignent tout salarié qui pose la monture du porte-monnaie ou dont le travail se rapporte aux pochettes dans les sacoches.

e) Les mots « préposés à la machine haute » (High Post Machine Operator) désignent tout salarié qui exécute toute opération de couture sur

following the publication of a notice of amendment to the said decree in the *Quebec Official Gazette* of April 15, 1961, and the presentation of a report by the firm Dufresne, McLagan and Associates Reg'd, industrial engineers, in this connection:

1. Paragraph "*a*" and "*b*", of article I will be replaced by the following:

"I. *Industrial jurisdiction: a*) This decree shall apply to the Industry of manufacturing and/or making ladies' and/or misses and/or children's handbags, pocketbooks, hostess bags, purses and change purses, or parts thereof, made out of any material whatsoever, and of any and all description, and without limiting the generality of the foregoing, shall apply to the work done by any employee and/or person in each of the crafts defined and/or described hereinafter.

b) It also applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers and/or manufacturing wholesalers who manufacture or give out contracts for the manufacture, in their own establishments or elsewhere, of ladies' and/or misses' and/or children's handbags, purses, change purses, hostess bags and pocketbooks and parts thereof mentioned in the preceding paragraph."

2. Article II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire Province of Quebec, and for the purpose of enforcement is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the territory comprised within a radius of thirty-five (35) miles around its limits.

Zone II: The entire Province of Quebec, with the exception of Zone I."

3. Article III will be replaced by the following:

"III. *Definition of crafts and classifications: a*) The words "outside cutter" mean an employee who places the patterns on leather, plastic, fabric, or any other material used in the making of the outside of handbags and/or any of the other products falling under the jurisdiction of the decree or parts thereof, and who cut the said material with a short knife, a clicker or any other cutting device. If an outside cutter is required by the employer to cut lining and/or paper, or do any work ordinarily done by an inside cutter, he shall receive his prevailing rate of pay as an outside cutter.

b) The words "inside cutter' mean an employee who marks, when required to do so, and cuts with an electric knife, short knife, press, clicker or any other cutting device, lining and/or paper or any other material used in the making of the inside of a handbag and/or the inside of any of the products or of parts thereof subject to the jurisdiction of this decree.

c) The word "framer" means an employee who attaches the frame to the handbag. If a framer is required by the employer to frame change purses and/or pockets, he shall receive his prevailing rate of pay as a framer.

d) The words "change purse framer" mean an employee who attaches the frame to a change purse and/or works on pockets.

e) The words "high post machine operator" mean an employee who performs any sewing operation on handbags, or any of the products

sacoche ou autre produit ou partie d'iceux assujetti au présent décret, à l'aide de la machine haute (High Post Machine).

f) Les mots « préposé au fonctionnement de la machine basse » (Flat Machine Operator) désignent tout salarié qui exécute toute opération de couture dans la fabrication de l'extérieur de la sacoche ou de tout produit ou partie d'iceux assujetti au présent décret, à l'aide de la machine basse (flat serving machine) à l'exception de la couture des courroies quand le matériel est fourni automatiquement à la machine à coudre et provient de rouleaux ou autres méthodes d'approvisionnement continu au lieu d'être fourni manuellement à la machine par l'opérateur. »

Si le préposé au fonctionnement de la machine basse est requis occasionnellement par l'employeur d'effectuer de la couture sur la « machine haute », il doit être rémunéré au taux de salaire prescrit pour cette machine pour le nombre d'heures qu'il aura été affecté à un tel travail.

g) Les mots « faiseurs de doublures » (Lining Operator) désignent tout salarié qui coud toute partie de l'intérieur de la sacoche ou de l'intérieur de tout produit ou partie de produit régi par le décret, y compris, entre autres, toutes sortes de porte-monnaie et de poches cousus sur une machine basse, ainsi que la couture des courroies quand le matériel est fourni automatiquement à la machine à coudre, et provient de rouleaux ou d'autres méthodes d'approvisionnement continu. »

h) Les mots « préposé de la machine à sceller à chaud » (Heat Sealer) désignent tout salarié qui assemble toute partie de sacoche ou autre produit régi par le décret, ou partie d'iceux, et les colle ou joint ensemble à l'aide de la machine à sceller à chaud. La présente définition ne comprend pas l'assemblage ou le collage à chaud des soufflets ou garnitures.

i) Les mots « préposé à la machine à sceller à chaud de soufflets ou de garnitures » (Heat Sealer on Gussets and/or Trimmings) désignent tout salarié qui assemble les soufflets ou garnitures de sacoches ou de produit ou partie d'iceux assujetti au présent décret, à l'aide d'une machine à sceller à chaud.

j) Les mots « plieur d'extérieurs » (Outside Folder) désignent tout salarié qui plie, à la main ou à la machine, les parties extérieures de sacoches ou produit ou partie d'iceux assujetti au présent décret, fait en quelque tissu ou matière que ce soit.

k) Les mots « plieur de doublures » (Lining Folder) désignent tout salarié qui plie, à la main ou à la machine, les parties intérieures des sacoches ou autre produit assujetti au décret, fait en quelque tissu ou matière que ce soit.

l) Le mot « cimenteur » (Cementer) désigne tout salarié qui pose la colle, le ciment ou l'adhésif ou autre matière utilisée dans la fabrication de l'extérieur ou de l'intérieur des sacoches ou produits ou partie d'iceux assujetti au décret. Le mot « cimenteur » désigne aussi celui qui pose la colle, le ciment ou l'adhésif au moyen d'un pulvérisateur ou de toute autre façon.

m) Le mot « brocheur » (Stapler) désigne tout salarié qui broche toute partie de sacoche ou de produit ou partie d'iceux assujetti au décret, à l'aide d'une machine électrique ou manuelle.

n) Les mots « Poseurs d'ornements et de fermoirs » (Ornamenter and Lock Fitter) désignent tout salarié qui marque le matériel ou la pièce, et/ou pose l'ornement ou le fermoir sur la sacoche ou autre produit ou partie d'iceux assujetti au décret.

or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree, on the high post machine.

f) The words "flat machine operator" mean an employee who performs any sewing operation in the making of the outside of the handbag or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of the decree, on a flat sewing machine with the exception of the sewing of handles, when the material is automatically fed to the sewing machine from a roll or other devices of continuous feeding instead of being fed manually to the machine by the operator.

If the flat machine operator is required occasionally by the employer to perform work on the high post machine, he/she shall be paid at the rate of wages established for this machine during the number of hours he/she will have worked thereon.

g) The words "lining operator" mean an employee who sews any part of the inside of the handbag and of the inside of any of the products or parts thereof falling under this decree, and, without restricting the generality of the foregoing, including any kind of change purses and/or pockets, on a flat sewing machine, as well as the sewing of handles when the material is automatically fed to the sewing machine by rolls or other continuous feeding devices.

h) The words "heat sealer" mean an employee who gathers together parts of handbags and/or any of the other products falling under the jurisdiction of this decree, or parts thereof, and joins them together on the head sealing machine. This operation does not include the heat sealing of gussets or trimmings.

i) The words "heat sealer on gussets and/or trimmings" mean an employee who joins together gussets and/or trimmings of handbags or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree by means of the heat sealing machine.

j) The words "outside folder" mean an employee who folds by hand and/of machine, the exterior parts of the handbags or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree made out of any material.

k) The words "lining folder" mean an employee who, by hand or by machine, folds the interior parts of the handbags and/or any of the other products falling under the jurisdiction of this decree made out of any material.

l) The word "cementer" means an employee who places the cement or adhesive on any material of any kind used in the making of the exterior or the interior of the handbags or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree, the word "cementer" shall also mean a sprayer or one who by any other method applies cement or adhesive.

m) The word "stapler" means an employee who staples any part of the handbags or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree by electric or manual machine.

n) The words "ornamenter and lock fitter" mean an employee who marks the material and places the ornament and/or lock on the handbags or on any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree.

o) Les mots « Riveteur, poseur de courroies, d'oeillets et de boutons » (Riveter, Handle, Eylets and Button Fitter) désignent tout salarié qui pose des rivets, qui pose des courroies ou poignées sur la sacoche, marque le matériel ou la pièce et pose les oeillets et boutons sur la sacoche ou produit, ou partie d'iceux assujetti au decret au moyen d'une machine électrique ou manuelle.

p) Le mot « pareur » (Skiver) désigne tout salarié prépose au fonctionnement de la machine qui amincit les bords du tissu ou de la pièce utilisée dans la fabrication de la sacoche ou produit ou partie d'iceux assujetti au décret.

q) Le mot « finisseur » (Trimmer) désigne tout salarié dont la fonction consiste à arrêter ou couper les fins sur la sacoche ou autre produit assujetti au décret, une fois telle sacoche ou produit terminé.

r) Le mot « bourreur » (Packer) désigne tout salarié qui, une fois les sacoches ou autres produits régis par le décret terminés, les bourre avec du papier afin de leur donner de la forme, les nettoie ou les brosse et en fait l'inspection finale; si nécessaire, il se sert du souffleur.

s) Les mots « tourneur et façonneur » (Turner and Shaper) désignent tout salarié qui retourne à la main ou à la machine les sacoches ou autres produits assujettis au décret et qui martèle à la main ou à la machine les coutures des soufflets afin de donner de la forme auxdites sacoches ou autres produits assujettis au décret.

t) Les mots « coureurs de montures » (Frame Coverer) désignent tout salarié qui recouvre en tout ou en partie les montures de toutes sortes, à l'aide de tout tissu ou matière.

u) Les mots « aide général » (General Worker) désignent tout salarié qu'on embauche pour travailler et qui, en fait, travaille dans plus d'un des métiers ci-haut définis, à l'exception des métiers de coupeur ou de monteur.

Le nombre d'aides généraux dans l'atelier ne doit pas dépasser trois pour cent (3%) du nombre total de salariés dans ledit atelier.

L'aide général ne peut pas être considéré comme un apprenti et il doit recevoir le taux minimum ci-dessous déterminé.

v) Le mot « Aide » (Helper) désigne tout salarié qui exécute un travail non spécifié dans les définitions précédentes, y compris celui qui prépare le papier pour le coupeur ou celui qui ouvre les montures pour le monteur.

w) Le mot « apprenti » (Apprentice), dans l'un ou l'autre des métiers ci-haut définis, désigne un commençant dans l'industrie de la sacoche au Canada. Le taux initial qui s'applique à tous les apprentis ne doit pas être inférieur à soixante-dix cents ($0.70) l'heure. Tous les apprentis doivent recevoir une augmentation de cinq cents ($0.05) l'heure à l'expiration de chaque trimestre de calendrier jusqu'à ce qu'ils aient atteint les taux minima établis par leur métier et, par la suite, ils doivent recevoir lesdits taux minima prévus pour leur métier. Sous réserve et sans affecter les dispositions précédentes, aucun apprenti dans quelque métier que ce soit ne doit recevoir moins que les taux minima établis au décret à l'expiration de la durée d'apprentissage établie ci-dessous:

Coupeur d'extérieures:

Cuir	3	années	de	calendrier
Plastique ou autres tissus	2	"	"	"
Coupeur d'intérieurs	2	"	"	"
Monteur	3	"	"	"

o) The words "riveter, handle, eyelets and button fitter" mean an employee who rivets together parts of handbags, who attaches the handle to the handbags, marks the material and places the eyelets and buttons on the handbags or on any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree by electric or manual machine.

p) The word "skiver" means an employee who operates the machine to thin or reduce the edges of material used in the making of the handbags or any of the products or parts thereof coming under the jurisdiction of this decree.

q) The word "trimmer" means an employee who trims loose ends of thread on the handbags or on any of the other products coming under the jurisdiction of this decree, after they are finished.

r) The word "packer" means an employee who, after the handbags or any of the products coming under the jurisdiction of this decree are finished, packs them with paper in order to give them shape, cleans and/or brushes and makes final inspection of them, and/or works on the blower when required to do so.

s) The words "turner and shaper" mean an employee who turns over and/or reverses by hand or by machine, the handbags, or any other products coming under the jurisdiction of this decree, and hammers by hand or by machine, the seams of the gussets to give shape to the said handbags and such other products coming under the jurisdiction of this decree.

t) The words "frame coverer" mean an employee who covers frames in whole or in part of any kind, with any kind of material.

u) The words "general worker" mean an employee who is engaged to work and actually works in more than one of the crafts hereinabove defined, except those of cutter or framer.

The number of general workers in the shop shall not exceed three percent (3%) of the total number of employees in the said shop.

The general worker shall not be deemed to be an apprentice and he must receive at least the minimum rate of wages specified hereunder.

v) The word "helper" means an employee who performs any work not specified in the foregoing definitions, including the employee who prepares the paper for the cutter and opens the frames for the framer.

w) The word "apprentice" in any of the crafts hereinabove defined means a beginner in the handbag industry in Canada. The starting rate applying to all apprentices shall be not less than seventy cents ($0.70) per hour. All apprentices shall receive an increase of five cents ($0.05) per hour at the end of every calendar period of three (3) months, until the said apprentices have reached the minimum rates of pay for their particular crafts hereinabove specified, and thereafter, shall receive at least the said minimum rates provided for their particular crafts. Under reserve and without restricting the foregoing, no apprentice in any craft shall receive less than the minimum wages (rates) specified therein after the calendar duration of apprenticeship in the respective crafts, as hereinbelow set out, to wit:

Outside cutter:

Leather	3	calendar	years	
Plastic or other materials	2	"	"	
Inside cutter	2	"	"	
Framer	3	"	"	

Préposé à la machine haute	3	années	de	calendrier
Préposé à la machine basse	3	"	"	"
Pareur	3	"	"	"
Tourneur et façonneur	3	"	"	"
Faiseur de doublures	2	"	"	"
Plieur d'extérieurs	2	"	"	"
Brocheur	2	"	"	"
Poseur d'ornements, de fermoirs et riveteur	2	"	"	"
Couvreur de montures	1½	"	"	"
Préposé à la machine à sceller à chaud	1½	"	"	"
Monteur de porte-monnaie	1	année	de	calendrier
Préposé à la machine à sceller à chaud de soufflets ou de garnitures	1	"	"	"
Plieur de doublures	1	"	"	"
Bourreur	1	"	"	"
Cimenteur	9	mois	de	calendrier
Poseur de courroies, d'oeillers et de boutons	9	"	"	"
Finisseur	6	"	"	"
Aide	6	"	"	"

Le nombre d'apprentis ne devra pas excéder vingt pour cent (20%) du nombre total des salariés dans un atelier.

Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, il sera permis d'employer pour les métiers suivants un nombre d'apprentis n'excédant pas vingt-cinq pour cent (25%) du nombre de salariés dans ces métiers respectifs:

Cimenteur, brocheur, poseur d'ornement et de fermoirs, riveteur, poseur de courroies, d'oeillets et de boutons.

« Toutefois, le nombre total des apprentis dans un talier ne devra en aucun temps excéder vingt pour cent (20%) du nombre total des salariés dans un atelier. »

4° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Taux minima de salaires:* Les taux de salaires sont les suivants:

Zone I	*L'heure*
Coupeur d'extérieurs:	
Cuir	$1.50
Plastique ou autres tissus	1.40
Coupeur d'intérieurs	1.35
Monteur	1.55
Monteur de porte-monnaie	0.90
Préposé à la machine haute	1.50
Préposé à la machine basse	1.40
Faiseur de doublures	1.15
Préposé à la machine à sceller à chaud	1.20
Préposé à la machine à sceller à chaud de soufflets ou de garnitures	0.90
Plieur d'extérieurs	1.20
Plieur de doublures	0.90
Cimenteur	0.85
Brocheur	1.10
Poseur d'ornements et de fermoirs	1.10
Riveteur, poseur de courroies, d'oeillets et de boutons	0.85
Pareur	1.40
Bourreur	0.95
Tourneur et façonneur	1.30
Couvreur de montures	1.05
Aide général	1.30
Finisseur	0.80
Apprenti (taux des commençants)	0.70
Aide	0.80

Zone II: Les taux minima de salaires de la zone II sont de quatre pour cent (4%) inférieurs à ceux de la zone I. »

High post machine operator	3	calendar		years
Flat machine operator	3	"		"
Skiver	3	"		"
Turner and shaper	3	"		"
Lining operator	2	"		"
Outside folder	2	"		"
Stapler	2	"		"
Ornamenter, lock fitter and riveter	2	"		"
Frame coverer	1½	"		"
Heat sealer	1½	"		"
Change purse framer	1	calendar		year
Heat sealer on gussets and trimmings	1	"		"
Lining folder	1	"		"
Packer	1	"		"
Cementer	9	months		
Handle, eyelet and button fitter	9	"		
Trimmer	6	"		
Helper	6	"		

The number of apprentices shall not exceed twenty percent (20%) of the total number of employees in a shop."

Notwithstanding the provisions hereinabove mentioned, it shall be permitted to employ in the trades hereinafter specified in this subparagraph a number of apprentices not exceeding twenty-five percent (25%) of the number of employees in each of these respective crafts, namely:

Cementer, stapler, ornamenter and lock fitter, riveter, handle and eyelets and button fitter.

"However, the total number of apprentices in a shop must at no time exceed twenty percent (20%) of the total number of employees in the shop."

4. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Minimum scale of wages:* The following shall be the minimum wage rates:

Zone I:	*Per hour*
Outside cutter:	
Leather	$1.50
Plastic and other materials	1.40
Inside cutter	1.35
Framer	1.55
Change purse framer	0.90
High post machine operator	1.50
Flat machine operator	1.40
Lining operator	1.15
Heat sealer	1.20
Heat sealer on gussets and trimmings	0.90
Outside folder	1.20
Lining folder	0.90
Cementer	0.85
Stapler	1.10
Ornamenter and lock fitter	1.10
Riveter, handle, eyelet and button fitter	0.85
Skiver	1.40
Packer	0.95
Turner and shaper	1.30
Frame coverer	1.05
General worker	1.30
Trimmer	0.80
Apprentice (starting rate)	0.70
Helper	0.80

Zone II: The minimum rate of wages in Zone II shall be four percent (4%) less than the rates hereinabove specified for Zone I."

Tout salarié dont le taux de salaire horaire est inférieur au taux, de salaire horaire minimum stipulé plus haut pour le métier qu'il exécute, sera graduellement augmenté, à un tel taux horaire de salaire, par augnementations périodiques n'excédant pas dix sous ($0.10) l'heure ou portion d'icelle suivant le cas, si la différence est moindre que dix sous ($0.10), jusqu'à ce qu'il ait atteint le taux de salaire horaire minimum stipulé au décret pour le métier qu'il exécute régulièrement.

La première augmentation sera accordée lors de la date de publication de l'arrêté ministériel dans la *Gazette officielle de Québec* approuvant ces modifications, et les augmentations subséquentes, s'il y en a, à toutes les périodes de six (6) mois suivant la date de la première augmentation ».

5° L'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Système de travail:* Le système de travail pour toutes les classifications doit être sur une base hebdomadaire ».

6° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Heures de travail:* La semaine régulière de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq (5) jours ouvrables de huit (8) heures chacun, comme suit: du lundi au vendredi inclusivement, 8 a.m. à midi, avec une (1) heure d'interruption pour le repas du midi entre midi et 1 p.m. et de 1 p.m. à 5 p.m. Aucun travail ne doit être exécuté pour la période des repas ou le dimanche.

Tout travail exécuté après 5 p.m. et tout travail exécuté les samedi, lorsque le permet l'article VI-A, doit être considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier.

Si un salarié perd du temps parce qu'il arrive en retard au travail, le temps supplémentaire ne comptera, le jour où il est en retard, au travail, que lorsqu'il aura repris le temps perdu.

Les salariés requis par l'employeur de se présenter au travail le matin doivent être rémunérés pour au moins quatre (4) heures de travail, qu'ils soient mis au travail ou non ».

7° Le deuxième alinéa de l'article VI-A sera biffé.

8° L'article X sera remplacé par le suivant:

« X. *Définition spéciale: Employeurs et salariés:* Sans limiter d'aucune façon les définitions contenues dans le présent décret, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne qui fait fabriquer de la marchandise est considéré comme employeur; tout entrepreneur est considéré en même temps comme employeur et comme salarié et tout employeur, dessinateur, contremaître, assistant dessinateur ou assistant contremaître faisant personnellement du travail ordinairement exécuté par un salarié de l'industrie, telle que définie aux présentes, est considéré comme un salarié pour les fins du décret et est régi par les dispositions de ladite loi et dudit décret.

Dans le présent décret, le singulier comprend le pluriel et vice versa; de même toute référence à un genre comprend les deux genres ».

9° L'article XII-A sera remplacé par le suivant:

« XII-A. *Travail à domicile:* Aucun travail ne doit être donné au salarié ou autre personne pour être manufacturé ou exécuté à domicile et aucun salarié ou autre personne ne doit exécuter tel travail à domicile sur tout produit régi par le présent décret. »

10° Les nouveaux articles XIV-A, XIV-B et XIV-C suivants seront ajoutés:

« XIV-A. *Horloge enregistreuse:* Tout employeur doit avoir une horloge enregistreuse dans sa fabrique et obliger ses salariés à y enregistrer leurs heures de travail. De même, tout salarié

Every employee whose hourly rate of wages is less than the minimum hourly wages above stipulated for the trade in which he/she works, shall be gradually increased to such hourly rate of wages by periodic maximum increases of ten cents ($0.10) per hour or part thereof, as the case may be, if the difference is less than ten cents ($0.10) until, he/she shall have attained the minimum hourly wage rate stipulated for the trade he/she regularly performs. The first increase shall be granted on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving these amendments and the subsequent increases, if any, at the end of each period of six (6) months following the date of the first increase."

5. Article V will be replaced by the following:

"V. *System of work:* The system of work for all classifications shall be that of employment by the week."

6. Article VI will be replaced by the following:

"VI. *Working hours:* A regular week's work shall consist of forty (40) hours, divided into five (5) working days of eight (8) hours each, as follows: from Monday to Friday inclusive, work shall begin at 8:00 a.m. to 12:00 noon, with one (1) hour's interval for lunch between 12:00 and 1:00 p.m. and from 1:00 p.m. to 5:00 p.m. No work shall be performed during the interval for lunch or on Sundays.

All work performed after 5:00 p.m. and on Saturdays when permitted by article VI-A hereunder, shall be deemed to be overtime and shall be paid for at the rate of time and one-half regular time.

Should an employee lose time through lateness in arriving at work overtime shall begin on the day when the lateness occurs, only after the lost time is made up by the said employee.

All employees requested by the employers to report to work in the morning shall be paid a minimum of four (4) hours guarantee whether or not there is work to be done."

7. The second sub-paragraph of article VI-A will be deleted.

8. Article X will be replaced by the following:

"X. *Special definitions: Employers and employees:* Without in any way limiting the definition as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer, designer and/or foreman and/or assistant designer and/or assistant foreman personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined herein, shall be deemed to be an employee for the purposes of this decree and shall be bound by the provisions of the said act and of this decree.

In this decree the singular shall include the plural and vice versa and reference to any gender shall mean all genders."

9. Article XII-A will be replaced by the following:

"XII-A *Home work:* No work shall be given to employees or any other persons to be manufactured or worked upon at home, and no employees or other persons shall perform any work at home upon any of the products coming within the jurisdiction of this decree."

10. The following new articles XIV-A, XIV-B and XIV-C will be added:

"XIV-A. *Punch clock:* Every employer shall maintain a time clock in his factory on which he shall oblige all his employees to record their working hours and on which all employees must

devra enregistrer ses heures de travail sur telle horloge.

XIV-B. *Cartes-registres des salariés:* Tous les employeurs doivent fournir au Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec un rapport pour chaque salarié assujetti au présent décret sur des formules ou cartes registres fournies par ledit Comité paritaire, mentionnant le nom, l'adresse, le métier, l'expérience et le taux de salaire dudit salarié et tous autres renseignements que peut exiger le Comité paritaire, le tout attesté par la signature et de l'employeur et du salarié. Ce rapport doit être adressé au bureau du Comité paritaire dans les trois (3) jours qui suivent la date de l'embauchage de tel salarié.

XIV-C. *Sécurité sociale: a)* Tous les salariés doivent recevoir chaque semaine une rémunération équivalente à deux pour cent (2%) de leur salaire à titre de compensation ou d'indemnité de sécurité sociale.

b) Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le surintendant des assurances de la province de Québec ou qui, par contrat avec la partie mentionnée au présent décret représentant les salariés, est tenu de payer et paie en fait une somme équivalente à deux pour cent (2%) de la rémunération totale de ses salariés assujettis au présent décret en vertu d'un système de bien-être social s'appliquant en tout ou en partie et prévoyant des prestations dans les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité et de retraite, ne sera pas tenu de verser la compensation ou indemnité mentionnée au paragraphe « *a* » du présent article.

c) Lorsqu'un système prévoyant des prestations en cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité et de retraite, institué par l'employeur pour le bénéfice de ses salariés de la façon ci-haut décrite, coûte à ce dernier moins qu'une somme équivalente à deux pour cent (2%) de la rémunération de ses salariés, tel employeur peut maintenir ce système à condition qu'il paie la différence en espèces chaque semaine entre le coût de tel système et une somme équivalente à deux pour cent (2%) de la rémunération de ses salariés.

d) Tout système de bien-être social de cette nature institué par un employeur de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition du Comité paritaire ou de ses inspecteurs, pour fins d'inspection et d'examen.

e) Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme équivalente à deux pour cent (2%) n'est pas entièrement consacré au bénéfice de ses salariés ou que le but de tel système de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause ou que l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel système, alors suivant avis du Comité paritaire donné par malle recommandée à l'employeur, ledit employeur est tenu de payer la pleine compensation de deux pour cent (2%) à ses salariés, conformément aux dispositions du paragraphe « *a* ». »

11° L'article XIX sera remplacé par le suivant:

« XIX. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en en année par la suite, à moins que l'un des parties contractantes ne donne aux autres parties un avis écrit, à ce contraire, dans un délai qui ne

record their working hours.

XIV-B. *Employee record cards:* All employers must furnish to the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec an employee record for each employee governed by the present decree, on forms to be provided by the said Parity Committee, giving thereon the name, address, craft, experience, rate of pay of the said employee and such other information as the said Parity Committee may require, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These records must be filed in the office of the said Parity Committee no later than three (3) days following the date of the hiring of the said employee.

XIV-C. *Social security: a)* All employees shall receive every week a remuneration equivalent to two percent (2%) of their wages as a social security compensation.

b) Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company, or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with the party named in this present decree, as representing the employees, is bound to and does pay a sum equivalent to two percent (2%) of the total earnings of his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization, death benefits and also retirement benefits, shall be relieved from paying the compensation mentioned in paragraph "*a*" of the present article.

c) In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, death benefits and also retirement benefits introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid, should involve a cost of less than a sum equivalent to two percent (2%) of his employee's earnings, the employer shall be entitled to carry out such a plan upon paying the difference in cash, each week, between the cost of such plan and a sum equivalent to two percent (2%) of his employees' earnings.

d) Any such social welfare plan introduced by an employer as aforesaid, shall be subject to examination by the Parity Committee, and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Parity Committee and/or its inspectors.

e) Should it be found, after examination by the Parity Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to two percent (2%) is not wholly for the benefit of his employees, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon refusal by the employer to submit details and records of such plan, then, upon notice from the Parity Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full compensation of two percent (2%) to his employees, as specified in subparagraph "*a*" herein."

11. Article XIX shall be replaced by the following:

"XIX. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until December 31, 1963. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other parties in writing to the contrary within the period extending from the

doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1963 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TTEMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before December 31, of the year 1963 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Avis de modification

Employés de laiterie — Cités de Québec et Lévis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941 chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949 et amendements, relatif aux employés de laiterie dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le nom de « L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec, Section de Québec », partie contractante de première part, sera changé en celui de « L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc., (Section de Québec) ».

2° Le paragraphe « *a* » de l'article V sera remremplacé par le suivant:

« V. *Durée du travail: a*) Pour les employés de la livraison, la semaine régulière de travail est de cinquante-cinq (55) heures; pour les autres salariés, la semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures. »

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Clauses relatives aux petits laitiers: a*) *Salaires minima:* Tout salarié d'un petit laitier, quel que soit le mode de sa rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

Aide	$30.50
Livreur	38.00
Employé intermédiaire travaillant alternativement comme aide ou livreur	34.00

b) *Durée du travail:* La semaine régulière de travail est de cinquante-cinq (55) heures sur la livraison et de quarante-huit (48) heures pour les autres salariés. »

4° Le dernier alinéa de l'article XVI (Vacances payées) sera remplacé par le suivant:

« Tout salarié ayant 3 ans de service ou plus pour le compte de son employeur a droit à une deuxième semaine de vacances payée et rémunérée sur la base de 2% du salaire gagné pendant l'année de calendrier précédant les vacances. Une semaine de vacances au moins doit être donnée entre le 1er mai et le 30 septembre; la date de l'autre semaine est fixée par l'em-

Notice of amendment

Dairy employees — Cities of Quebec and Levis

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 481 of May 5, 1949 and amendments, relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Levis and a radius of five (5) miles from their limits, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The name of "L'Association des Distributeurs de Lait de la Province de Québec, Section de Québec", contracting party of the first part, will be changed to read "L'Association des Industriels Laitiers de la Province de Québec Inc. (Section de Québec)".

2. Paragraph "*a*" of article V will be replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) For delivery employees, the standard work week shall consist of fifty-five (55) hours; for other employees, the standard work week shall consist of forty-eight (48) hours.

3. Article VII will be replaced by the following:

"VII. *Provisions respecting unpasteurized with dealers: a*) *Minimum wages:* Every employee of an unpasteurized milk dealer, whatever be the basis of his remuneration, shall not receive less than the following:

Helper	$30.50
Delivery man	38.00
Intermediate employee alternately working as helper or delivery man	34.00

b) *Duration of work:* The regular work week consists of fifty-five (55) hours on the delivery and of forty-eight (48) hours for the other employees."

4. The last sub-paragraph of article XVI (Vacation with pay) will be replaced by the following:

"Every employee with 3 or more years of service for his employer is entitled to a second week of vacation with pay which shall be 2%, of the wages earned in the calendar year preceding the vacation. One such week, at least shall be given between May 1st and September 30; the date of the other week shall be set by the employer. However, the weeks of vacation prov-

ployeur. Toutefois, les semaines de vacances prévues au présent article doivent être accordées de façon à donner au salarié sept (7) jours consécutifs de congé pour chaque semaine de vacances, le tout sujet à entente entre le patron et le salarié. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret 520 (C), du 27 mai 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 681 du 17 avril 1962, section « A », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1962 au 1er mai 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit decret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hedbomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520 (C), est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

ided for in the present article shall be given so that the employees have seven (7) consecutive days' holiday for each week of vacation, subject however to agreement between the employer and the employee."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", formed under decree number 520 (C), of May 27, 1959 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 681 of April 17, 1962, section "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1962, to May 1, 1963; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 520 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the payroll (commissions, bonuses, allowances paid to their employees governed by the decree).

b) The artisans governed by the said decree, number 520 (C), shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of an average weekly wage rate of $80.00. Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree number 520 (C), is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) All employees governed by the said decree, number 520 (C), shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er mai 1962 et le 1er mai 1963.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1962 et le 1er mai 1963.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 775.00
Salariés	775.00
Artisans	1,250.00
Honoraires d'examens	200.00
	$3,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$1,000.00
Inspecteur	400.00
Employées de bureau	150.00
Frais de déplacement	663.00
Bureau des examinateurs	100.00
Loyer et éclairage	135.00
Frais judiciaires et professionnels	148.00
Impression et papeterie	160.00
Poste, téléphone et télégrammes	75.00
Dépréciation: ameublement et agencement	24.00
Frais des délégués	70.00
Vérification des livres	70.00
Assurance fidéjussion	5.00
	$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Coiffeurs de Québec, établi en exécution du décret numéro 44, du 14 janvier

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

The assessments owned under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts, and disbursements of "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", for the period between May 1, 1962 and May 1, 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1962 and May 1, 1963.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 775.00
Employees	775.00
Artisans	1,250.00
Examination fees	200.00
	$3,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$1,000.00
Inspector	400.00
Office employees	150.00
Travelling expenses	663.00
Board of examiners	100.00
Rent and lighting	135.00
Judicial and professional fees	148.00
Printing and stationery	160.00
Postage, telephone and telegrams	75.00
Depreciation, furniture and fixtures	24.00
Expenses of delegates	70.00
Auditing	70.00
Guarantee bond	5.00
	$3,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Hairdressers of Quebec, formed under decree number 44 of January 14, 1954, has been

1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 681 du 17 avril 1962, section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1962 au 1er mai 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 44, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié dans le délai ci-dessus mentionné, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

authorized by a regulation approved by Order in Council number 681 of April 17, 1962, section "B", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1962, to May 1, 1963; it shall be applied as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the regular payroll, and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of ½ of 1% based on an average weekly remuneration of $80.00. Every employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree number 44 is also considered, for the purposes of this regulation, as an artisan.

c) Employees governed by the said decree, number 44 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of their commissions, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report of the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The report shall be forwarded with the assessments of professional employers and of employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Artisans shall also forward every month to the Parity Committee, on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable, the levies owed to the Parity Committee.

The levy enacted by the present by-law is payable every month within the period, above mentioned by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Coiffeurs de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1962 et le 1er mai 1963.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Siège social: 108, 13ième Rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1962 et le 1er mai 1963.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$11,000.00
Artisans	21,600.00
Salariés	11,000.00
Carnet d'apprentissage	200.00
Pénalités et divers, intérêt-boni.	200.00
	$44,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Employés de bureau	$15,600.00
Inspecteurs	12,700.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	3,528.00
Administration	1,250.00
Loyer du bureau	972.00
Frais judiciaires et professionnels	1,500.00
Papeterie, impression et publicité	1,500.00
Timbres, téléphone et assurance-chômage	1,700.00
Ameublement de bureau et accessoires	1,200.00
Assurance et frais de cautionnement.	500.00
Frais de déplacement des membres et du président	950.00
Jetons de présence aux membres du Comité	800.00
Souscriptions et abonnements	700.00
Bureau d'examinateurs	600.00
Dépréciation	200.00
Divers et imprévus	300.00
	$44,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Quebec, for the period between May 1, 1962, and May 1, 1963.

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUEBEC

Head Office: 108, 13th Street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1962, and May 1, 1963.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$11,000.00
Artisans	21,600.00
Employees	11,000.00
Apprentice booklets	200.00
Penalties, interest and miscellaneous.	200.00
	$44,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Office employees	$15,600.00
Inspectors	12,700.00
Travelling expenses:	
Inspectors	3,528.00
Administration	1,250.00
Office rent	972.00
Legal and professional fees	1,500.00
Stationery, printing and publicity.	1,500.00
Postage, telephone and unemployment insurance	1,700.00
Furniture and office equipment	1,200.00
Insurance and fidelity bond	500.00
Travelling expenses of chairman and members	950.00
Meeting expenses of committee members	800.00
Subscriptions	700.00
Board of examiners	600.00
Depreciation	200.00
Various and unforeseen expenses.	300.00
	$44,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendments), le Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1336 du 18 avril 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 681 du 17 avril 1962, section « C », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), Le Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette, established under decree number 1336 of April 18, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 681 of April 17, 1962, Section "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according the following conditions and rate:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1962 au 1er mai 1963; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste de paye des salariés assujettis audit décret.

b) Les épiciers et bouchers travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 1336 et amendements sont tenus de verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de $25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1336 et amendements sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement lui-même audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette, pour la période comprise entre le 27 avril 1962 et le 1er mai 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 27 avril 1962 et le 1er mai 1963.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	$1,450.00
Salariés	1,450.00
Artisans	300.00
	$3,200.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire-inspecteur	$1,040.00
Inspecteur adjoint (Joliette)	480.00
Inspecteur adjoint (L'Assomption)	360.00
Jetons de présence aux assemblées	480.00
Loyer de bureau	100.00
Frais de vérification	60.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 27, 1962 to May 1, 1963; it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the payroll for their employees governed by the said decree.

b) The grocers and butchers working alone (artisans), governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their receipts, based on the amount of $25.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. *Mode of collection*

The professional employers and the artisans, shall forward their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the remuneration of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee and forward same himself, every month, to the said committee together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette", for the period between April 27, 1962 and May 1, 1963.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimate of receipts and disbursements for the period between April 27, 1962 and May 1, 1963.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	$1,450.00
Employees	1,450.00
Artisans	300.00
	$3,200.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary-inspector	$1,040.00
Assistant-inspector (Joliette)	480.00
Assistant-inspector (L'Assomption)	360.00
Members attendance fees	480.00
Office rent	100.00
Audition	60.00

Papeterie, téléphone, timbres	$75.00
Frais de représentation	100.00
Frais judiciaires	100.00
Bureau des examinateurs	300.00
Divers	105.00
	$3,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962. 61120-o

Stationary, telephone, postage	$75.00
Representative expenses	100.00
Legal fees	100.00
Board of Examiners	300.00
Miscellaneous	105.00
	$3,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962. 61120-o

Avis divers

Église Baptiste Évangélique d'Asbestos et Danville

Avis est donné que les soussignés: Rev. Ernest Wilfred Keefe, Lionel Gosselin, Roland Fortier et Rosaire Gosselin, addresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique d'Asbestos et Danville » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311, Statuts refondus de la Province de Québec, 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, le 27 mars, 1962.

R. ERNEST WILFRED KEEFE ROLAND FORTIER
LIONEL GOSSELIN ROSAIRE GOSSELIN
Le Procureur des requérants,
60940-14-4-o HARRY E. GRUNDY.

Abolition de la Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford, comté de Mégantic

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 629, en date du 11 avril 1962, et conformément aux dispositions de l'article 154 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil:

a) de décréter l'abolition de la Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford, et

b) d'ordonner la transmission des dossiers de ladite Cour de commissaires de la paroisse de St-Alphonse de Thetford à la Cour de magistrat de district, à Thetford Mines, dans le comté de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61165-17-4-o

Miscellaneous Notices

Église Baptiste Évangélique d'Asbestos et Danville

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Ernest Wilfred Keefe, Lionel Gosselin, Roland Fortier and Rosaire Gosselin, will apply by petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for incorporation of "Église Baptiste Évangélique d'Asbestos et Danville" under the provisions of the Church Incorporation Act, chapter 311, Revised Statutes of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que., March 27, 1962.

R. ERNEST WILFRED KEEFE ROLAND FORTIER
LIONEL GOSSELIN ROSAIRE GOSSELIN
HARRY E. GRUNDY,
60940-14-4-o *Attorney for the Petitioners.*

Abolition of the Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford, county of Megantic

Notice is hereby given that, by Order in Council number 629, dated April 11, 1962, and pursuant to the provisions of section 154 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased:

a) to order the abolition of the Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford, and

b) to order the transmission of the records of said Commissioners' Court in the parish of St-Alphonse de Thetford to the district Magistrate's Court, in Thetford Mines, in the county of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 17, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61165-17-4

Charte — Abandon de

Savanne Building Ltd.

Avis est donné que « Savanne Building Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour d'avril 1962.

Savanne Building Ltd.,
(Sceau) *Par le Secrétaire,*
61158 VIVIAN CAMPBELL.

Charter — Surrender of

Savanne Building Ltd.

Notice is hereby given that "Savanne Building Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1962.

Savanne Building Ltd.,
(Seal) Per: VIVIAN CAMPBELL,
61158-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Bel-Aire Curling Club

Avis est donné que les amendements aux règlements 7 et 8 de « Bel-Aire Curling Club » furent approuvés par le secrétaire de la province, le 16 avril 1962, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61127 12047-58

Les Fermes Bagatelles Inc.

Règlement No 38

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et les premier et deuxième paragraphes du règlement numéro 15, de la compagnie sont modifiés en conquécence. ».

Copie certifiée du règlement No 38 dûment adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie, tenue le 1er mars 1962, au bureau chef de la compagnie, et approuvé à une assemblée générale et spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue le même jour, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

La Secrétaire,
MARGUERITE BOULAIS LUSSIER.

61128-o 11110-61

Quebec Import Terminal Ltd.

Extrait du règlement No 1 de la compagnie ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs le 6 février 1962, et tel qu'approuvé par les actionnaires de ladite compagnie, le 7 mars 1962, concernant une augmentation dans le nombre des directeurs de trois à cinq:

« Article 4.— Les affaires de la compagnie seront dirigées par un conseil d'administration de cinq directeurs dont trois formeront quorum pour toute transaction d'affaires à toute assemblée des directeurs. »

Vraie copie certifiée.

L'Assistant-secrétaire,
P. U. GRANT.

61129 14026-57

Zeta Psi (McGill) Memorial Chapter House Inc.

Avis est donné que le règlement spécial « A » de « Zeta Psi (McGill) Memorial Chapter House Inc. » fut approuvé par le secrétaire de la province, le 16 avril 1962, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61130 7124-22

L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 8 mars 1962, approuvé le règlement

Miscellaneous
Companies

Bel-Aire Curling Club

Notice is hereby given that the amendments to by-laws 7 and 8 of "Bel-Aire Curling Club" were approved by the Provincial Secretary on April 16, 1962, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61127-o 12047-58

Les Fermes Bagatelles Inc.

By-law No. 38

concerning the modification in the number of directors.

"The number of the directors of the company is changed from three (3) that it was heretofore to that of five (5) and the first and second paragraphs of by-law number 15 of the company are therefore modified."

Certified copy of by-law No. 38 duly adopted at a meeting of the directors of the company held on March 1, 1962, at the head office of the company, and approved at a special and general meeting of the shareholders of the company, held the same day, for the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

MARGUERITE BOULAIS LUSSIER,
Secretary.

61128 11110-61

Quebec Import Terminal Ltd.

Extract of by-law No. 1 of the above-named company, as adopted by the directors on February 6, 1962, as approved by the shareholders of the said company on March 7, 1962, concerning an increase in the number of directors from three to five:

"Section 4.— The affairs of the company shall be managed by a board of five directors of whom three shall constitute a quorum for the transaction of business at any meeting of the directors."

Certified true copy.

P. U. GRANT,
Assistant Secretary.

61129-o 14026-57

Zeta Psi (McGill) Memorial Chapter House Inc.

Notice is hereby given that special by-law "A" of "Zeta Psi (McGill) Memorial Chapter House Inc." was approved by the Provincial Secretary on April 16, 1962, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61130-o 7124-22

L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)

Notice is given that the honourable Provincial Secretary has, on the 8th of March, 1962, ap_

numéro 1 (règlements généraux) de « L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61138-o 12203-61

L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)

Extrait du règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté par les directeurs le 10 février 1962, et approuvé par les membres le 23 février 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à neuf:

« *Conseil d'administration.— 20o Nombre.—* Les affaires de la corporation seront administrées par un conseil d'administration composé de neuf (9) membres. »

Certifiée vraie copie.

Le Secrétaire,
CLAUDE FRENETTE.

61138-o 12203-61

L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture

Extrait de l'article III des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres de ladite corporation le 20 décembre 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à dix-neuf:

« *Article III.— (A) Composition* — L'Association est administrée par un Conseil d'administration formé de 19 directeurs. . . »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
RENÉ BLANCHARD.

61139-o 15144-61

L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 17 avril 1962, approuvé les règlements généraux et le règlement spécial numéro 1 de « L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. — The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 19 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61139-o 15144-61

Les Citoyens Unis d'Outremont The United Citizens of Outremont

Extrait du règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée,

proved by-law number 1 (general by-laws) of "L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)", and this, according to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 14, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61138 12203-61

L'Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961)

Extract of by-law number 1 (general by-laws) of the above-mentioned corporation, as adopted by the directors on the 10th of February, 1962, and approved by the members on the 23rd of February, 1962, concerning the increase in the number of the directors from three to nine:

"*Board of directors.— 20o number.*— The affairs of the corporation shall be administered by a board of directors composed of nine (9) members."

Certified true copy.

CLAUDE FRENETTE,
Secretary.

61138 12203-61

L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture

Excerpt from section III of the general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted by the members of the said corporation on December 20, 1961, concerning the increase in the number of the directors from five to nineteen:

"*Section III.— (A) Composition* — L'Association is administrated by a board of directors made up of 19 directors. . ."

Certified true copy.

RENÉ BLANCHARD,
Secretary.

61139 15144-61

L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 17, 1962, approved the general by-laws and the special by-law number 1 of "L'Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. — The Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 19, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61139 15144-61

Les Citoyens Unis d'Outremont The United Citizens of Outremont

Extract of by-law number 1 (general by-laws) of the above-mentioned corporation, as adopted

tel qu'adopté par les membres lors d'une assemblée générale spéciale tenue le 20 février 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à trente:

« *Article 16 — Bureau de direction — Nombre* — Les affaires de la corporation sont administrées par un bureau de direction composé de trente directeurs. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
MAURICE MARTEL.

61140-o 10715-62

by the members at a special general meeting held on February 20, 1962, concerning the increasing of the number of directors from three to thirty;

"*Section 16 — Board of Directors — Number* — The affairs of the corporation will be managed by a board of directors composed of thirty directors."

Certified true copy.

MAURICE MARTEL,
Secretary.

61140 10715-62

Les Citoyens Unis d'Outremont
The United Citizens of Outremont

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 16 avril 1962, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « Les Citoyens Unis d'Outremont — The United Citizens of Outremont », et ce conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61140-o 10715-62

Les Citoyens Unis d'Outremont
The United Citizens of Outremont

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 16, 1962, approved the by-law number 1 (general by-laws) of "Les Citoyens Unis d'Outremont — The United Citizens of Outremont", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61140 10715-62

La Corporation Foncière de Montréal

Règlement No IX
pour augmenter le nombre des directeurs

« Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de sept (7) à neuf (9);

2° Quatre (4) directeurs formeront le quorum de toute assemblée du conseil d'administration;

3° Lorsque ce règlement deviendra valide, les directeurs en fonctions à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie, deux (2) autres directeurs pour demeurer en fonctions jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. »

Copie fidèle du règlement No IX de « La Corporation Foncière de Montréal », adopté le 12 mars 1962 par les directeurs et approuvé à l'unanimité le même jour par les actionnaires à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cette fin à laquelle assemblée un quorum des actionnaires était présent.

Montréal, ce 12e jour d'avril 1962.

Le Secrétaire,
GUILLAUME GEOFFRION.

61141-o 13261-57

La Corporation Foncière de Montréal

By-law No. IX
to increase the number of the directors

"It is hereby enacted as a special by-law of the company as follows:

1. The number of the directors of the company is increased from seven (7) to nine (9);

2. Four (4) directors will form the quorum at any meeting of the board of directors;

3. When this by-law shall become effective, the directors then in office shall have the right to elect amongst the duly qualified shareholders, two (2) other directors to remain in office until the next annual general meeting or until the election of their successors."

True copy of by-law No. IX of "La Corporation Foncière de Montréal" adopted by the board of directors of March 12, 1962, and unanimously approved by the shareholders on the same day, at a special general meeting duly held for the purpose, at which meeting a quorum of the shareholders was present.

Montreal, this 12th day of April 1962.

GUILLAUME GEOFFRION,
Secretary.

61141-o 13261-57

Earley Investments Ltd.

Règlement No « A »

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Earley Investments Ltd. » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre de sorte que le conseil d'administration sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à iceux, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété à une assemblée du conseil d'administration de

Earley Investments Ltd.

By-law No. "A"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Earley Investments Ltd." (herein called by the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy of a by-law enacted at a meeting of the board of directors of "Earley

« Earley Investments Ltd. », tenue aux bureaux de la compagnie le 23 mars 1962, et approuvé, sanctionné et ratifié par plus des deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Earley Investments Ltd. », convoquée à cette fin et tenue le 23e jour de mars 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
MANFRED MERZ.
Le Président,
G. FOX.

61142 11060-59

Hôpital Lagacé

Avis est donné que l'honorable secretaire de la province a, le 16 mars 1962, approuvé les règlements généraux de l'« Hôpital Lagacé », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 mars 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61143-o 10763-60

Thomas Asphalte Limitée

Règlement No 24

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée du règlement No 24 de la compagnie « Thomas Asphalte Limitée » adopté par les directeurs de la compagnie le 23 mars 1962 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le 23 mars 1962.

Montréal, ce 27e jour de mars 1962.

Le Secrétaire,
HUGUETTE BERNARD.

61144-o 11082-57

Investments Ltd.", held at the offices of the company on March 23, 1962 and approved, sanctioned and ratified by more than two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Earley Investments Ltd.", called for that purpose and held on the 23rd day of March, 1962.

MANFRED MERZ,
Secretary-Treasurer.
G. FOX,
President.

61142-o 11060-59

Hôpital Lagacé

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 16, 1962, approved the general by-laws of "Hôpital Lagacé", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on March 22, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61143 10763-60

Thomas Asphalte Limitée

By-law No. 24

The chattels of the company shall be distributed between its shareholders proportionately to the amount of shares which they hold in the company, fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified copy of by-law No. 24 of the company "Thomas Asphalte Limitée" adopted by the directors of the company on March 23, 1962 and unanimously approved by all the shareholders present at a special general meeting held on March 23, 1962.

Montreal, on 27th day of March, 1962.

HUGUETTE BERNARD,
Secretary.

61144 11082-57

Sièges sociaux

Autoaire Products Corporation Ltd.

Avis est donné que « Autoaire Products Corporation Ltd. », une compagnie constituée en corporation par lettres patentes, le 16e jour de mars 1961, a établi son siège social à 8580, chemin Darnley, en la cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 16 mars 1961.

Le Secrétaire,
PAUL MIGNAULT.

61122

Conrad Forget Inc.

Règlement concernant le changement du siège social.

« Il est unanimement résolu: Que le règlement suivant soit adopté comme règlement de la compagnie.

Il est par les présentes décrété par règlement de la compagnie « Conrad Forget Inc. », que le siège social de ladite compagnie qui avait été établi à St-Jovite, district de Terrebonne, est maintenant établi en la cité de Montréal, district de Montréal, au numéro 10665, de la rue St-Denis.

Head Offices

Autoaire Products Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Autoaire Products Corporation Ltd.", a company incorporated by letters patent on the 16th day of March, 1961, has established its head office at 8580, Darnley Road, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, March 16, 1961.

PAUL MIGNAULT,
Secretary.

61122-o

Conrad Forget Inc.

By-law concerning the change of head office.

"It is unanimously resolved: That the following by-law be adopted as a by-law of the company.

It is be these presents enacted by by-law of the company "Conrad Forget Inc.", that the head office of the said company which had been established at St-Jovite, district of Terrebonne, is presently established in the city of Montreal, district of Montreal, at number 10665, St-Denis Street.

À compter de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social. »

Copie certifiée du règlement ci-haut dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 7 mars 1962 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
RÉAL PAQUIN.

61123-o 11191-56

From and after the date of the publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette*, the said office shall be considered by the company as being its head office."

Certified copy of the above by-law duly adopted at a meeting of the directors held on March 7, 1962, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the same day, by the shareholders holding among themselves 100% of the sahres represented at this meeting.

RÉAL PAQUIN,
Secretary.

61123 11191-56

Les Placements Linclair Inc.
Linclair Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Linclair Inc. — Linclair Investments Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1961, ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 9925, rue Lajeunesse, à Montréal, district de Montréal, à compter de la date du présent avis, ledit bureau est conservé par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 16 janvier 1962.

Le Secrétaire,
FRANK GEORGE.

61124-o

Les Placements Linclair Inc.
Linclair Investments Inc.

Notice is given that "Les Placements Linclair Inc. — Linclair Investments Inc.", incorporated by letters patent dated December 20, 1961, having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 9925, Lajeunesse Street, at Montreal, district of Montreal, from and after the date of the present notice, the said office is kept by the company as being its head office.

Dated at Montreal, January 16, 1962.

FRANK GEORGE,
Secretary.

61124

Thetford Rent-A-Car Inc.

Avis est donné que la compagnie « Thetford Rent-A-Car Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Thetford Mines, a établi son bureau au numéro 1163 nord, de la rue Notre-Dame, en ladite cité de Thetford Mines.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce sixième jour de février 1962.

Le Secrétaire,
SERGE DROUIN.

61125-o

Thetford Rent-A-Car Inc.

Notice is hereby given that "Thetford Rent-A-Car Inc.", incorporated by letters patent dated the thirty-first day of January, 1962, and having its head office in the city of Thetford Mines, has established its office at number 1163, Notre-Dame Street north, in the said city of Thetford Mines.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this sixth day of February, 1962.

SERGE DROUIN,
Secretary.

61125

Union Car Radio Service System Ltd.

Avis est donné que « Union Car Radio Service System Ltd. », une compagnie constituée en corporation par lettres patentes, le 16e jour de septembre 1960, a établi son siège social à 8580, chemin Darnley, en la cité de Montréal, province de Québec.

Montréal, 5 décembre 1960.

Le Secrétaire,
61126 (*signé*) ROBERT D. MIGNAULT.

Union Car Radio Service System Ltd.

Notice is hereby given that "Union Car Radio Service System Ltd.", a company incorporated by letters patent on the 16th day of September, 1960, has established its head office at 8580, Darnley Road, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, December 5, 1960.

(*signed*) ROBERT D. MIGNAULT,
Secretary.

61126-o

Mansions Car Radio Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Mansions Car Radio Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 10e jour de février 1954, a transporté son siège social de 530, rue Canning, en la cité de Montréal, province de Québec à 8580, chemin Darnley, en ladite cité de Montréal.

Montréal, 30 mars 1962.

Le Secrétaire,
61134 PAUL MIGNAULT.

Mansions Car Radio Ltd.

Notice is hereby given that "Mansions Car Radio Ltd.", a company incorporated by letters patent on the 10th day of February, 1954, has moved its head office from 530 Canning Street, in the city of Montreal, Province of Quebec, to 8580 Darnley Road, in the said city of Montreal.

Montreal, March 30, 1962.

PAUL MIGNAULT,
Secretary.

61134-o

Canadian Import Limited

Avis est donné que la compagnie « Canadian Import Limited », constituée en corporation dans

Canadian Import Limited

Notice is hereby given that "Canadian Import Limited", incorporated in the Province

la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le vingt-huitième jour de décembre 1961, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 5250, avenue Western, Montréal.

Daté à Montréal, ce 8e jour de janvier 1962.

Le Président,

61135 COLIN W. WEBSTER.

Grenache (St-Eustache) Inc.

Règlement numéro 4

concernant le changement du bureau principal.

« Le bureau principal de la compagnie est transporté de Montréal, où il était auparavant, à St-Eustache, au numéro 87, de la rue Chénier. »

Copie certifiée du règlement numéro 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 23 décembre 1961, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

La Secrétaire,

MME RITA GRENACHE.

61136-o 11012-60

Magasins Prix & Qualité Ltée.

Avis est donné que la compagnie « Magasins Prix & Qualité Ltée. », constituée en corporation le quatorze novembre mil neuf cent soixante et un, dont le siège social est à Montréal, a établi son bureau à 8484 Esplanade avenue, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 24 avril 1962.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

61155-o JOHN A. NOLAN.

Metra Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Metra Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 7e jour d'août 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464, rue St-Jean, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 24e jour d'avril 1962.

Le Secrétaire,

61156 B. ROBERT BENSON.

Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 27 novembre 1961, et ayant son bureau principal dans la Ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 44, de la rue Perreault, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce 18 avril 1962.

Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc.,

Par le Président,

61157-o ONIL HÉBERT.

---

of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the twenty-eighth day of December, 1961, and having its head office in Montreal, has established its office at 5250 Western Avenue, Montreal.

Dated at Montreal, this 8th day of January, 1962. COLIN W. WEBSTER,

61135-o *President.*

Grenache (St-Eustache) Inc.

By-law number 4

concerning the change of head office.

"The head office of the company is transferred from Montreal, where it was heretofore, to St-Eustache, at number 87, Chénier Street."

Certified copy of by-law number 4 duly adopted at a meeting of the directors held on December 23, 1961, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the same day by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

MRS. RITA GRENACHE,

Secretary.

61136 11012-60

Magasins Prix & Qualité Ltée.

Notice is hereby given that "Magasins Prix & Qualité Ltée.", incorporated on the fourteenth day of November nineteen hundred and sixty-one, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 8484 Esplanade Avenue in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, April 24, 1962.

(Seal) JOHN A. NOLAN,

61155-o *Secretary.*

Metra Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Metra Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 7th day of August, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 24th day of April, 1962.

B. ROBERT BENSON,

61156-o *Secretary.*

Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc.

Notice is hereby given that "Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on November 27, 1961, and having its head office in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, has established its office at number 44 Perreault Street, in Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville on April 18, 1962.

Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc.,

By: ONIL HÉBERT,

61157 *President.*

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

Corporation des Agronomes de la Province de Québec

Corporation des Agronomes de la Province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique
Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms — Surnames and given names	Age	Domicile — Residence	Institutions
Arseneault, Guy	27	St-Célestin, comté de Nicolet	Faculté d'Agriculture de la Pocatière.
Bédard, Henri-Louis	23	Ste-Justine, comté de Dorchester	Faculté d'Agriculture de la Pocatière.
Bernard, Louis	21	Brittain Hall, Macdonald College	Macdonald College.
Blouin, Raoul-A.	25	R.R. No 2, Lac Mégantic, comté de Frontenac.	Institut Agricole d'Oka.
Boulé, Alain	26	St-Constant, comté de Laprairie	Institut Agricole d'Oka.
Boutin, Luc	21	2260, rue Vitré, Québec 3	Faculté d'Agriculture de la Pocatière.
Bradley, Keith T.	38	C.P. 188, Knowlton, comté de Brôme.	Macdonald College.
Carel, Maurice	28	1095, avenue du Parc, Québec 6	Institut National Agronomique de Paris.
Chamberland, Émile	32	La Pocatière, comté de Kamouraska	Faculté d'Agriculture de la Pocatière.
Cremers, Matthieu	42	2030, rue Richer, app. 1, Ste-Foy, Québec 10.	Institut Supérieur d'Agronomie de Wageningen.
Dagenais, Jean-Louis	26	53, rue St-Sulpice, Oka, comté des Deux-Montagnes.	Institut Agricole d'Oka.
Devaux, Alain	25	18, rue St-Paul, Ste-Anne-de-Bellevue.	Macdonald College.
Dubuc, Gilles	23	4767, avenue Palm, Montréal 30	Institut Agricole d'Oka.
Dubuc, Yvon	23	Ste-Martine, comté de Châteauguay.	Institut Agricole d'Oka.
Ducas, Pierre	25	67, 68ième Avenue, cité de LaSalle	Institut Agricole d'Oka.
Gagnon, Gérard-Raymond	25	Ste-Marie, comté de Gaspé-Nord	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Granger, Raymond	27	30, 4ième Avenue, Windsor Mills, comté de Richmond.	Institut Agricole d'Oka.
Guilbault, Jean	22	4702, ave Coolbrook, Montréal 29	Institut Agricole d'Oka.
Hart, Steve	25	C.P. 70, Arvida, comté de Chicoutimi.	Macdonald College.
Joyal, Robert	22	1625, rue William David, Montréal 4.	Institut Agricole d'Oka.
Lacoursière, Jacques	24	Authier, comté d'Abitibi-ouest	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Laliberté, Fernand	21	St-Irénée, comté de Charlevoix	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Lavigne, Pierre	25	1429, rue Davidson, Montréal 4	Institut Agricole d'Oka.
Léger, Pierre	24	1427, avenue Jeanne d'Arc, Montréal 4.	Institut Agricole d'Oka.
Lussier, Gaétan	20	Marieville, comté de Rouville	Institut Agricole d'Oka.
Meunier, Jean	25	6535, rue Louis-Hémon, Montréal 36.	Institut Agricole d'Oka.
Paquet, Jean-Marc	23	Amqui, comté de Matapédia	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Parent, Marc	24	Authier, comté d'Abitibi-ouest	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Pelletier, Albert	26	Rivière-Ouelle, comté de Kamouraska.	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Pépin, Paul	23	4624, rue Garnier, Montréal 34	Institut Agricole d'Oka.
Philion, Pierre	22	Hemmingford, comté d'Huntingdon.	Institut Agricole d'Oka.
Rendak, Antoine	44	321, rue Denison, Granby, comté de Shefford.	École Polytechnique Fédérale de Zurich.
Rompré, Marc	25	Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain.	Institut Agricole d'Oka.
Rondot, Henri	46	419, boulevard St-Jean-Baptiste, Ste-Philomène, comté de Châteauguay.	Ontario Agricultural College.
Sauvageau, Jean-Léon	41	7439, avenue de Chateaubriand, Montréal 10.	Institut Agricole d'Oka.
Sauvé, Paul	22	32, rue St-Joseph, St-Thimothée, comté de Beauharnois.	Institut Agricole d'Oka.
Tartier, Félix-J.-M.	21	26, rue St-Louis, St-Jérôme, comté de Terrebonne.	Institut Agricole d'Oka.
Thériault, Jacques	23	49, rue Verret, Loretteville	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Thiffault, Léopold dit Léo-Paul	23	Hérouxville, comté de Laviolette	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Tremblay, Marcel	26	Bureau des Agronomes, Roberval	Institut Agricole d'Oka.
Valk, Matthew	35	81, avenue Vinet, Dorval	Ontario Agricultural College.
Vincent, Louis-Errol	26	3220, ave Maplewood, Montréal 26	Faculté d'Agriculture de La Pocatière.
Warkentin, Benno P.	32	Macdonald College, P. Q.	Université de Colombie-Britannique.

Montréal 11, le 19 avril 1962 — Montreal 11, April 19, 1962.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,
61152-17-2-o THÉODORE MONCEON.

THÉODORE MONCEON,
Secretary-Treasurer of La Corporation des Agronomes de la Province de Québec.

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Lawrence

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given Name	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Boucher	René	20	Notre-Dame du Portage, county of Rivière-du-Loup	Université Laval.

Rimouski, le 18 avril 1962 — Rimouski, April, 18, 1962.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
CHARLES H. D'ANJOU,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar

61147-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

Seaboard Surety Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Seaboard Surety Company » enregistrée sous le numéro 645 a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3105 qui l'autorise, à compter du 22 mars 1962, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Faux; Garantie (cautionnement et détournement): Responsabilité civile et Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 100, rue William, New York 38, New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Norman H. Fowler, 759, carré Victoria, Montréal 1, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 avril 1962.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

61162-17-2-o

Seaboard Surety Company

Notice of Issue of Licence and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Seaboard Surety Company" registered under number 645 has obtained the license and certificate of registry number 3105 authorizing it, as from the 22nd of March 1962, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Forgery; Guarantee (fidelity and surety); Public liability; Theft.

The head office of the company is situate at 100 William Street, New York 38, New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Norman H. Fowler, 759, Victoria Square, Montreal 1, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th of April 1962.

For the Minister of Finance, of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

61162-17-2-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Village de Bernierville

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le comté de Mégantic, les lots 260 à 269 inclusivement et 568 à 577 aussi inclusivement du cadastre officiel du canton Halifax-Sud, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Sophie, dans le comté de Mégantic.

Québec, le 17 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61088-16-2-o 330-61

Village of Bernierville

Application is made to detach from the school municipality of the village of Bernierville, in the county of Mégantic, lots 260 to 269 inclusively and 568 to 577 also inclusively of the official cadaster of the township of Halifax-South, to annex them to the school municipality of Ste-Sophie, in the county of Mégantic.

Quebec, April 17, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61088-16-2 330-61

Côteau-du-Lac

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Côteau-du-Lac, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, les lots 66 à 69 inclusi-

Côteau-du-Lac

Application is made to detach from the school municipality of Côteau-du-Lac, in the county of Vaudreuil-Soulanges, lots 66 to 69 inclusively

vement et 177 à 202 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Clet, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Clet, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 17 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61089-16-2-o 379-62

Irlande-Nord

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Irlande-Nord, dans le comté de Mégantic, les lots 250, 251, 255, 256, 262, 264, 371, 372 et 373 du cadastre officiel du canton d'Irlande, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le comté de Mégantic.

Québec, le 17 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61090-16-2-o 318-62

St-Maurice-de-Dalquier

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Maurice-de-Dalquier, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots Nos 53 et 54 du rang I du canton Dalquier, pour les annexer à la municipalité scolaire de Dollard, dans le même comté.

Québec, le 17 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61091-16-2-o 341-62

Canton de Grantham-Ouest

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Grantham-Ouest, dans le comté de Drummond, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, dans le même comté.

Ce territoire est borné comme suit, savoir: au Nord-Ouest par la ligne de division des lots cent soixante et six D (166-D) et cent soixante et sept (167) de la limite Nord-Est du 4e rang; au Nord-Est et au Sud-Est par la rivière noire; au Sud-Ouest par la limite Nord-Est du 4e rang.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

61161-17-2-o 650-58

and 177 to 202 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Clet, to annex them to the school municipality of St-Clet in the county of Vaudreuil-Soulanges.

Quebec, April 17, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61089-16-2 379-62

Irlande-North

Application is made to detach from the school municipality of Irlande-North, in the county of Megantic, lots 250, 251, 255, 256, 262, 264, 371, 372 and 373 of the official cadaster of the township of Irlande, to annex them to the school municipality of the village of Bernierville, in the county of Mégantic.

Quebec, April 17, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61090-16-2 318-62

St-Maurice-de-Dalquier

Application is made to detach from the school municipality of St-Maurice-de-Dalquier, in the county of Abitibi-East, lots Nos. 53 and 54 in range I of the county of Dalquier, to annex them to the school municipality of Dollard, in the same county.

Quebec, April 17, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61091-16-2 341-62

Township of Grantham-West

Application is made to detach from the school municipality of the township of Grantham-West, in the county of Drummond, the territory hereinafter described, to annex it to the school municipality of the city of Drummondville, in the same county.

The territory is bounded as follows, to wit: on the North-West by the division line between lots one hundred and sixty-six D (166-D) and one hundred and sixty-seven (167) of the North-East boundary of the 4th range; on the North-East and on the South-East by Rivière Noire; on the South-West by the North-East boundary of the 4th range.

Quebec, April 18, 1962.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

61161-17-2 650-58

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Villeneuve, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 351-91 est annulé en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 13 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61121-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Villeneuve, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 351-91 is cancelled in virtue of Article 2174A, of Civil Code.

Quebec, April 13, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

61121-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 285-2 est annulé et les lots 279-58, 285-1, 286-1, 287-1, 288-1 et 289-1 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61121-o

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 285-2 is cancelled and lots 279-45, 285-1, 286-1, 287-1, 288-1 and 289-1 are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 4, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

61121-o

Paroisse de St-Roch Nord

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présentes donné qu'une partie du lot 415-6 est annulée en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 5 avril 1962.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

61121-o

Parish of St-Roch Nord

Official cadastre of the parish of St-Roch Nord, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 415-6 is cancelled in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 5, 1962.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy-Minister.

61121-o

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 20 mars 1962.

M. Jules Carrier, de la cité de Lévis: régistrateur de la division d'enregistrement de Lévis, à compter du 1er avril 1962.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61119-o

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, March 20, 1962.

Mr. Jules Carrier, of the city of Levis: registrar of the registration division of Lévis, from and after April 1, 1962.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61119

Soumissions

Ville de Baie Comeau
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Carpentier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Édifice Arcade, Baie Comeau, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p.m, mardi, le 15 mai 1962, pour l'achat de $616,000 d'obligations de la ville de Baie Comeau, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 134, $13,000 — travaux d'aqueduc, d'égouts et de protection contre l'incendie; 135, $287,000 — travaux de voirie, aqueduc, égouts et de protection contre l'incendie; 136, $123,000 — travaux de voirie, aqueduc, égouts et de protection contre l'incendie; 139, $67,000 — travaux de voirie, aqueduc, égouts et de protection contre l'incendie; 140, $23,000 — extension du service d'électricité; 142, 103,000 — travaux de voirie.

Tenders

Town of Baie Comeau
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Carpentier, secretary-treasurer, Town Hall, Arcade Building, Baie Comeau, county of Saguenay, until 8:00 o'clock p.m. on Thusday, May 15, 1962 for the purchase of an issue of $616,000 of bonds for the town of Baie Comeau, county of Saguenay, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 134, $13,000 — work on the aqueduct, sewers and for fire protection; 135, $287,000 — work on roads, aqueduct, sewers and for fire protection; 136, $123,000 — work on roads, aqueduct, sewers and for fire protection; 139, $67,000 — work on roads, aqueduct, sewers and for protection against fire; 140, $23,000 — extension of electricity service; 142, $103,000 — work on roads.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $616,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$17,000
1er juin 1964	18,000
1er juin 1965	19,000
1er juin 1966	20,000
1er juin 1967	22,000
1er juin 1968	23,000
1er juin 1969	24,000
1er juin 1970	25,000
1er juin 1971	26,000
1er juin 1972	29,000
1er juin 1973	30,000
1er juin 1974	31,000
1er juin 1975	33,000
1er juin 1976	36,000
1er juin 1977	37,000
1er juin 1978	40,000
1er juin 1979	42,000
1er juin 1980	45,000
1er juin 1981	48,000
1er juin 1982	51,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumission ne devront comporte qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie Comeau, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu mardi, le 15 mai 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Édifice Arcade, Baie Comeau, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie Comeau, (Comté de Saguenay), ce 24 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE CARPENTIER.

Hôtel de ville, Édifice Arcade, C. P. 610,
Baie Comeau, (Saguenay), P. Q.
Téléphone: LUcerne-4-3940. 61153-o

Municipalité des Escoumins
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Albertus Dion, secrétaire-trésorier, Les Escoumins, comté de Saguenay, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 14 mai 1962, pour l'achat de $83,000 d'obligations de la municipalité des Escoumins, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $616,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$17,000
June 1, 1964	18,000
June 1, 1965	19,000
June 1, 1966	20,000
June 1, 1967	22,000
June 1, 1968	23,000
June 1, 1969	24,000
June 1, 1970	25,000
June 1, 1971	26,000
June 1, 1972	29,000
June 1, 1973	30,000
June 1, 1974	31,000
June 1, 1975	33,000
June 1, 1976	36,000
June 1, 1977	37,000
June 1, 1978	40,000
June 1, 1979	42,000
June 1, 1980	45,000
June 1, 1981	48,000
June 1, 1982	51,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie Comeau, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 15, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Arcade Building, Baie Comeau, county of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie Comeau, (County of Saguenay), April 24, 1962.

MAURICE CARPENTIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Arcade Building, P.O. Box 610,
Baie Comeau, (Saguenay), P. Q.
Telephone: LUcerne-4-3940. 61153

Municipality of Les Escoumins
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Albertus Dion, secretary-treasurer, Les Escoumins, county of Saguenay, until 7:30 o'clock p.m., on Monday, May 14, 1962, for the purchase of an issue of $83,000 of bonds for the municipality of Les Escoumins, county of Saguenay, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963

1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 96, au montant de $83,000 — travaux d'améliorations au réseau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $83,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$ 500
1er juin 1964	500
1er juin 1965	1,000
1er juin 1966	1,000
1er juin 1967	1,000
1er juin 1968	1,000
1er juin 1969	1,000
1er juin 1970	1,000
1er juin 1971	1,500
1er juin 1972	1,500
1er juin 1973	1,500
1er juin 1974	1,500
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	2,000
1er juin 1977	2,500
1er juin 1978	2,500
1er juin 1979	3,000
1er juin 1980	3,000
1er juin 1981	3,500
1er juin 1982	51,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Les Escoumins, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 mai 1962, à 7.30 heures du soir, en la salle du collège, Les Escoumins, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Les Escoumins, (Comté de Saguenay), ce 24 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERTUS DION.

Les Escoumins, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 2, — 80, — 811. 61154-o

Ville de Beaconsfield
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre-C. Marquis, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., à 450, Lake Shore Road, Hôtel de

to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 96, $83,000 — improvements to the aqueduct system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $83,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$ 500
June 1, 1964	500
June 1, 1965	1,000
June 1, 1966	1,000
June 1, 1967	1,000
June 1, 1968	1,000
June 1, 1969	1,000
June 1, 1970	1,000
June 1, 1971	1,500
June 1, 1972	1,500
June 1, 1973	1,500
June 1, 1974	1,500
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	2,000
June 1, 1977	2,500
June 1, 1978	2,500
June 1, 1979	3,000
June 1, 1980	3,000
June 1, 1981	3,500
June 1, 1982	51,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Les Escoumins, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, May 14, 1962, at 7:30 o'clock p.m., in the college hall, Les Escoumins, county of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Les Escoumins, (County of Saguenay), April 24, 1962.

ALBERTUS DION,
Secretary-Treasurer.

Les Escoumins, (Saguenay), P.Q.
Telephone: 2, — 80, — 811. 61154

Town of Beaconsfield
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Pierre-C. Marquis, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., at 450, Lake Shore Road, Town Hall, Beaconsfield,

Ville, Beaconsfield, ou jusqu'à 8.30 heures p.m., à 140, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, lundi, le 14 mai 1962, pour l'achat de $669,000 d'obligations de la ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 223, $86,500, dépenses additionnelles pour la construction de routes; 224 — $163,000, travaux de pavage; 225 — $32,000, égouts et conduites de distribution d'eau; 227 — $38,000, égouts, conduites de distribution d'eau et routes; 228 — $170,000 égouts, conduites de distribution d'eau et drainage, et 233 — $180,000, usines hydrauliques et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $669,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$18,000
1er juin 1964	18,000
1er juin 1965	19,000
1er juin 1966	21,000
1er juin 1967	22,000
1er juin 1968	23,000
1er juin 1969	26,000
1er juin 1970	28,000
1er juin 1971	29,000
1er juin 1972	31,000
1er juin 1973	33,000
1er juin 1974	36,000
1er juin 1975	37,000
1er juin 1976	40,000
1er juin 1977	41,000
1er juin 1978	46,000
1er juin 1979	47,000
1er juin 1980	50,000
1er juin 1981	51,000
1er juin 1982	53,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue lundi, le 14 mai 1962, à 8.30 heures p.m., à 140, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier.

or until 8:30 o'clock p.m., at 140, Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, Monday, May 14, 1962, for the purchase of an issue of $669,000 of bonds of the town of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, dated June 1, 1962 and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 233 — $86,500, additional expenditures for construction of roads; 224 — $163,000 paving works; 225 — $32,000, sewers and watermains; 227 — $38,000, sewers — watermains and roads; 228 — $170,000, sewers, watermains and drainage; and 233 — $180,000, waterworks and sewers.

For adjudication purposes only, computation of interest shall be made as of June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $669,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$18,000
June 1, 1964	18,000
June 1, 1965	19,000
June 1, 1966	21,000
June 1, 1967	22,000
June 1, 1968	23,000
June 1, 1969	26,000
June 1, 1970	28,000
June 1, 1971	29,000
June 1, 1972	31,000
June 1, 1973	33,000
June 1, 1974	36,000
June 1, 1975	37,000
June 1, 1976	40,000
June 1, 1977	41,000
June 1, 1978	46,000
June 1, 1979	47,000
June 1, 1980	50,000
June 1, 1981	51,000
June 1, 1982	53,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beaconsfield, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the same bank in Toronto.

The said bonds are not redeemable prior to maturity.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on Monday, May 14, 1962, at 8:30 o'clock p.m., at 140, Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield, (Comté de Jacques-Cartier), ce 25 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE-C. MARQUIS.

Hôtel de Ville, 450, Lake Shore Road,
Beaconsfield, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: OX 7-4660. 61170

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield, (County of Jacques-Cartier), this 25th of April, 1962.

PIERRE-C. MARQUIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 450, Lake Shore Road,
Beaconsfield, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: OX 7-4660. 61170-o

Ville de Loretteville
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul A. Cantin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 mai 1962, pour l'achat de $243,000 d'obligations de la ville de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 371, au montant de $2,500 — travaux à l'usine de chloration; 375, $60,000 — aménagement d'un poste de pompiers, terrain de stationnement et parc public; 376, $23,000, 1ère tranche sur un total de $66,000 — achat d'immeubles pour aménagement du terrain de stationnement et pour l'élargissement de rues; 378, $4,500 — travaux d'améliorations à l'étang artificiel et à la station de pompage; 386, $13,000 — achat de puits; 388, $140,000, 1ère tranche sur un total de $288,000 — prolongement de rues, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $243,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$ 2,000
1er juin 1964	2,000
1er juin 1965	2,000
1er juin 1966	2,000
1er juin 1967	2,000
1er juin 1968	2,500
1er juin 1969	3,000
1er juin 1970	3,000
1er juin 1971	3,000
1er juin 1972	3,000
1er juin 1973	3,000
1er juin 1974	3,500
1er juin 1975	4,000
1er juin 1976	4,000
1er juin 1977	4,000
1er juin 1978	4,000
1er juin 1979	4,500
1er juin 1980	4,500
1er juin 1981	5,000
1er juin 1982	182,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Town of Loretteville
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul A. Cantin, secretary-treasurer, Town Hall, 236 Racine Street, Loretteville, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, May 14, 1962, for the purchase of an issue of $243,000 of bonds for the town of Loretteville, county of Quebec, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 371, $2,500 — work on the chlorination plant; 375, $60,000 — equipping of a fire station, parking lot and public park; 376, $23,000 — 1st instalment of a total of $66,000 purchase of immoveables for the setting up of a parking lot and for widening of streets; 378, $4,500 — improvements to the artificial pond and to the pumping station; 386, $13,000 — purchase of wells; 388, $140,000 — 1st instalment of a total of $288,000 — lengthening of streets, work on aqueduct and in sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $243,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$ 2,000
June 1, 1964	2,000
June 1, 1965	2,000
June 1, 1966	2,000
June 1, 1967	2,000
June 1, 1968	2,500
June 1, 1969	3,000
June 1, 1970	3,000
June 1, 1971	3,000
June 1, 1972	3,000
June 1, 1973	3,000
June 1, 1974	3,500
June 1, 1975	4,000
June 1, 1976	4,000
June 1, 1977	4,000
June 1, 1978	4,000
June 1, 1979	4,500
June 1, 1980	4,500
June 1, 1981	5,000
June 1, 1982	182,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 mai 1962, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 24 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL A. CANTIN.

Hôtel de ville, 236, rue Racine,
Loretteville, (Québec), P. Q.
Téléphone: 842-1921. 61171-o

Cité de Noranda
Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C.-E. Comeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Noranda, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 8.15 heures du soir, lundi, le 14 mai 1962, pour l'achat de $250,000 d'obligations de la cité de Noranda, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 92 — 1ère tranche au montant de $250,000 — travaux d'aqueduc et de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $250,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$ 4,000
1er juin 1964	4,000
1er juin 1965	4,000
1er juin 1966	4,500
1er juin 1967	3,000
1er juin 1968	10,000
1er juin 1969	12,000
1er juin 1970	12,000
1er juin 1971	12,000
1er juin 1972	14,000
1er juin 1973	13,500
1er juin 1974	14,500
1er juin 1975	15,500
1er juin 1976	16,000
1er juin 1977	13,500
1er juin 1978	17,500
1er juin 1979	18,500
1er juin 1980	19,500
1er juin 1981	20,500
1er juin 1982	21,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, May 14, 1962, at 8:00 o'clock p.m., in the town Hall, 236, Racine Street, Loretteville, county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), April 24, 1962.

PAUL A. CANTIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 236, Racine Street,
Loretteville, (Quebec), P. Q.
Telephone: 842-1921. 61171

City of Noranda
County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned C.-E. Comeau, secretary-treasurer, Town Hall, Noranda, county of Rouyn-Noranda, until 8:15 o'clock p.m., Monday, May 14, 1962, for the purchase of an issue of $250,000 of bonds for the city of Noranda, county of Rouyn-Noranda, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1, and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 92 — 1st instalment amounting to $250,000 — work on aqueduct and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $250,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$ 4,000
June 1, 1964	4,000
June 1, 1965	4,000
June 1, 1966	4,500
June 1, 1967	3,000
June 1, 1968	10,000
June 1, 1969	12,000
June 1, 1970	12,000
June 1, 1971	12,000
June 1, 1972	14,000
June 1, 1973	13,500
June 1, 1974	14,500
June 1, 1975	15,500
June 1, 1976	16,000
June 1, 1977	13,500
June 1, 1978	17,500
June 1, 1979	18,500
June 1, 1980	19,500
June 1, 1981	20,500
June 1, 1982	21,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be

échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 mai 1962, à 8.15 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Noranda, comté de Rouyn-Noranda.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Noranda, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 25 avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-E. COMEAU.

Hôtel de Ville,
Noranda, (Rouyn-Noranda), P.Q.,
Téléphone: ROger 2-7748. 61172-o

considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Noranda, county of Rouyn-Noranda.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 14, 1962, at 8:15 o'clock p.m., at the City Hall, Noranda, county of Rouyn-Noranda.

The council does not bind itself to accept the highest or any ot the tenders.

Noranda, (County of Rouyn-Noranda), April 25, 1962.

C.-E. COMEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Noranda, (Rouyn-Noranda), P.Q.,
Telephone: ROger 2-7748. 61172

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Théodore Bardier, greffier, Hôtel de Ville, 71 rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 15 mai 1962, pour l'achat de $68,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er juin 1962 et remboursables par séries du 1er juin 1963 au 1er juin 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 734 — aménagement d'un centre civique et de loisirs.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $68,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1963	$2,000
1er juin 1964	2,000
1er juin 1965	2,000
1er juin 1966	2,000
1er juin 1967	2,500
1er juin 1968	2,500
1er juin 1969	2,500
1er juin 1970	3,000
1er juin 1971	3,000
1er juin 1972	3,000
1er juin 1973	3,500
1er juin 1974	3,500
1er juin 1975	4,000
1er juin 1976	4,000
1er juin 1977	4,000
1er juin 1978	4,500
1er juin 1979	4,500
1er juin 1980	5,000

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Théodore Bardier, City Clerk, city Hall, 71, Charlotte Street, Sorel, county of Richelieu, until 8:00 o'clock p.m. May 15, 1962 for the purchase of an issue of $68,000 of bonds for the city of Sorel, county of Richelieu, dated June 1, 1962, and redeemable serially from June 1, 1963 to June 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on June 1, and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 734 — to equip and furnish a civic and recreational center.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $68,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1963	$2,000
June 1, 1964	2,000
June 1, 1965	2,000
June 1, 1966	2,000
June 1, 1967	2,500
June 1, 1968	2,500
June 1, 1969	2,500
June 1, 1970	3,000
June 1, 1971	3,000
June 1, 1972	3,000
June 1, 1973	3,500
June 1, 1974	3,500
June 1, 1975	4,000
June 1, 1976	4,000
June 1, 1977	4,000
June 1, 1978	4,500
June 1, 1979	4,500
June 1, 1980	5,000

1er juin 1981	$5,000
1er juin 1982	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel, comté de Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue mardi, le 15 mai 1962, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, Sorel, comté de Richelieu.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 24 avril 1962.

Le Greffier,
THÉODORE BARDIER.

Adresse postale: C.P. 97,
Hôtel de Ville, 71 rue Charlotte,
Sorel, (Richelieu), P. Q.
Téléphone: RI-3-5591. 61173-o

Ville d'Aylmer
Comté de Hull

Correction

On est prié de noter que dans l'avis de demande de soumissions de la ville d'Aylmer, comté de Hull, paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 avril 1962, les soumissions seront reçues pour un montant de $100,000, au lieu de $90,000. Le tableau d'amortissement est le suivant:

1er juin 1963	$4,000
1er juin 1964	4,000
1er juin 1965	4,000
1er juin 1966	4,000
1er juin 1967	4,000
1er juin 1968	4,500
1er juin 1969	4,500
1er juin 1970	4,500
1er juin 1971	5,000
1er juin 1972	5,000
1er juin 1973	5,000
1er juin 1974	5,000
1er juin 1975	5,500
1er juin 1976	5,500
1er juin 1977	5,500
1er juin 1978	5,500
1er juin 1979	6,000
1er juin 1980	6,000
1er juin 1981	6,000
1er juin 1982	6,500

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.
61163-o

June 1, 1981	$5,000
June 1, 1982	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel, county of Richelieu.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on Tuesday, May 15, 1962, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 71, Charlotte Street, Sorel, county of Richelieu.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), April 24, 1962.

THÉODORE BARDIER,
City Clerk.

Postal Address: P.O. Box 97,
Town Hall, 71, Charlotte Street,
Sorel, (Richelieu), P. Q.
Telephone: RI-3-5591. 61173

Town of Aylmer
County of Hull

Correction

Please note that in the notice of call for tenders of the town of Aylmer, county of Hull, which appeared in the *Quebec Official Gazette* of April 21, 1962, tenders will be received for an amount of $100,000 instead of $90,000. The table of amortization is as follows:

June 1, 1963	$4,000
June 1, 1964	4,000
June 1, 1965	4,000
June 1, 1966	4,000
June 1, 1967	4,000
June 1, 1968	4,500
June 1, 1969	4,500
June 1, 1970	4,500
June 1, 1971	5,000
June 1, 1972	5,000
June 1, 1973	5,000
June 1, 1974	5,000
June 1, 1975	5,500
June 1, 1976	5,500
June 1, 1977	5,500
June 1, 1978	5,500
June 1, 1979	6,000
June 1, 1980	6,000
June 1, 1981	6,000
June 1, 1982	6,500

In all other respects the terms of the issue remain the same.

61163-o

Syndicats coopératifs

Le Club de Placements d'Asbestos

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 20 mars 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Le Club de Placements d'Asbestos », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Asbestos, comté de Richmond.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61145-o RAYMOND DOUVILLE.

La Société Éducative de Malartic

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 15 février 1962, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Société Éducative de Malartic », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Malartic, comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 16 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61146-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Coopératif Dijon

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 18 mars 1962, de la déclaration de fondation du « Syndicat Coopératif Dijon », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Saint-Luc, comté de Dorchester.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61159-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

Le Club de Placements d'Asbestos

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 20, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Le Club de Placements d'Asbestos", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Asbestos, county of Richmond.

Quebec, April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61145 *Assistant Secretary of the Province.*

La Société Éducative de Malartic

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated February 15, 1962, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Société Éducative de Malartic", and that such document has been field in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Malartic, county of Abitibi-East.

Quebec, April 16, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61146 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat Coopératif Dijon

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated March 18, 1962, of the declaration of foundation, as a "Syndicat Coopératif Dijon", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Saint-Luc, county of Dorchester.

Quebec, April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61159 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

Association des Fonctionnaires Municipaux de Dorval

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Fonctionnaires Municipaux de Dorval », a été autorisée par le secrétaire de la province le 13 avril 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

61131-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des Travailleurs du Métal en Feuille de la Rive Sud Inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Travailleurs du Métal en Feuille de la Rive Sud Inc. », a été

Professional Syndicates

Association des Fonctionnaires Municipaux de Dorval

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Fonctionnaires Municipaux de Dorval", has been authorized by the Provincial Secretary on April 13, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Dorval, judicial district of Montreal.

Quebec, April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,

61131 *Assistant Secretary of the Province.*

Le Syndicat des Travailleurs du Métal en Feuille de la Rive Sud Inc.

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Travailleurs du Métal en Feuille de la Rive Sud Inc.", has

autorisée par le secrétaire de la province le 16 avril 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61132-o

Le Syndicat Professionnel des Médecins de Québec The Professional Syndicate of Physicians of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat Professionnel des Médecins de Québec — The Professional Syndicate of Physicians of Quebec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 16 avril 1962.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 18 avril 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

61133-o

been authorized by the Provincial Secretary on April 16, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Quebec, April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61132

Le Syndicat Professionnel des Médecins de Québec The Professional Syndicate of Physicians of Quebec

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat Professionnel des Médecins de Québec — The Professional Syndicate of Physicians of Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on April 16, 1962.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, April 18, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

61133

Commission du Salaire Minimum

Avis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi du Salaire Minimum (S.R.Q. 1941, chapitre 164), que l'ordonnance suivante, renouvelant les ordonnances numéros 3, 1957,-4, 1960,-39, 1961,-40, 1960 et 41, 1960, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 5 avril 1962, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 680 du 17 avril 1962.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962.

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, chapitre 164 et amendements),

Ordonne et décrète, par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit, savoir:

1° *Ordonnances maintenues en vigueur:* Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er mai 1963:

Ordonnance numéro 3, 1957: L'ordonnance numéro 3, 1957 édictant les congés annuels payés, adoptée le 12 décembre 1956, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 janvier 1957 par arrêté en conseil portant le numéro 34 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 19 janvier 1957 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 4, 1960: L'ordonnance numéro 4, 1960 ordonnance générale applicable aux employeurs et aux salariés non autrement régis, a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Minimum Wage Commission

Notice

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 22 of the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, chapter 164), that the following ordinance, renewing the ordinances numbers 3, 1957,-4, 1960,-39, 1961,-40, 1960 and 41, 1960, adopted by the Minimum Wage Commission on April 5, 1962, has been approved by Order-in-Council number 680 of April 17, 1962.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962.

Ordinance of renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal the following, to wit:

1. *Ordinances maintained in force:* The following Ordinances are maintained in force until May 1, 1963:

Ordinance number 3, 1957: The Ordinance number 3, 1957, enacting annual vacations with pay adopted on December 12, 1956, approved by the Lieutenant-Governor in Council on January 10, 1957, by Order in Council number 34, and published in the *Quebec Official Gazette* of January 19, 1957 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance number 4, 1960: General Ordinance number 4, 1960 applying to employers and employees not otherwise governed, has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council number 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordonnance numéro 39, 1961: L'ordonnance numéro 39, 1961, relative aux exploitations forestières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 8 juin 1961, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1397 du 14 juin 1961, corrigée par l'arrêté en conseil numéro 1437 du 21 juin 1961 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 juillet 1961.

Ordonnance numéro 40, 1960: L'ordonnance numéro 40, 1960 régissant les hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières a été adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

Ordonnance numéro 41, 1960: L'ordonnance numéro 41, 1960 concernant les corporations municipales et les corporations scolaires, adoptée par la Commission du salaire minimum le 24 février 1960, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 318 du 9 mars 1960 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1960 et telle que subséquemment amendée par ordonnances d'amendements.

2° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Faite et signée en la cité de Québec, ce cinquième jour d'avril mil neuf cent soixante-deux.

Commission du salaire minimum,
Le Président,
(*Signé*) ALEXANDRE BASTIEN, C.R.
Le Secrétaire général,
(*Signé*) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme.
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU. 61137-o

Ordinance number 39, 1961: Ordinance number 39, 1961, relating to Forest Operations has been adopted by the Minimum Wage Commission on June 8, 1961, approved by Order in Council number 1397 of June 14, 1961, corrected by Order in Council number 1437 of June 21, 1961 and published in the *Quebec Official Gazette* of July 8, 1961.

Ordinance number 40, 1960: Ordinance number 40, 1960 relating to hotels, restaurants, hospitals and real estate undertakings has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council number 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

Ordinance number 41, 1960: Ordinance number 41, 1960 relating to Municipal Corporations and School Corporations, has been adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960, approved by Order in Council number 318 of March 9, 1960 and published in the *Quebec Official Gazette* of March 19, 1960 and as subsequently amended by ordinances of amendments.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated at the city of Quebec, this fifth day of the month of April in the year one thousand nine hundred and sixty-two.

Minimum Wage Commission,
(*Signed*) ALEXANDRE BASTIEN, Q.C.
President,
(*Signed*) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.
Secretary General,

(Seal)
True copy.
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General. 61137-o

Avis

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi du Salaire Minimum (S.R.Q. 1941, chapitre 164), que l'ordonnance numéro 39, 1962, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 17 avril 1962, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 711 du 26 avril 1962.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 avril 1962.

Notice

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 22 of the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, chapter 164), that Ordinance number 39, 1962, adopted by the Minimum Wage Commission on April 17, 1962, has been approved by Order in Council number 711 of April 26, 1962.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 28, 1962.

Ordonnance No 39, 1962

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, chapitre 164 et amendements).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

Champ d'application

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance numéro 39, 1962.

2° *Territoire d'application:* Le territoire d'application de la présente ordonnance est la province de Québec.

Ordinance number 39, 1962

FOREST OPERATIONS

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164 and amendments).

Orders and decrees by the present Ordinance, as follows:

PART ONE

Application

1. *Designation:* The present Ordinance is designated under the name of Ordinance number 39, 1962.

2. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present Ordinance is the Province of Quebec.

3° *Champ d'application:* La présente ordonnance régit les salariés des entreprises ci-après mentionnées et leurs employeurs, savoir:

a) Les entreprises d'exploitation forestière y compris:
  i. La construction et l'entretien des chemins, camps, écluses, piliers, facilités de chargement et de flottage;
  ii. Les travaux d'amélioration de la forêt, d'éclaircis, de drainage du sol, d'irrigation;
b) Les entreprises de reboisement de la forêt;
c) Les entreprises de flottage du bois;
d) Les entreprises de protection de la forêt contre le feu;
e) Les entreprises chargées du déboisement de la forêt en vue de la construction de chemins, d'autoroutes, de barrages, de lignes de transmission, ou de tout autre travail du même genre en forêt;
f) Les entreprises de traiteurs, entrepreneurs, sous-traitants, intermédiaires exerçant leurs activités en forêt, pour le bénéfice d'une des entreprises ci-haut mentionnées.

4° *Exploitations forestières:* L'expression « exploitation forestière » désigne, pour les fins de la présente ordonnance, toutes ou l'une quelconque des opérations suivantes, savoir: La coupe, le transport, le chargement du bois à bord des bateaux ou wagons de chemin de fer, l'écorçage et le tronçonnement du bois avant le chargement sur lesdits bateaux ou wagons, mais ne comprend pas les travaux de transformation du bois sorti de la forêt.

Sont également considérés comme exploitations forestières, les usines ou établissements où l'on fait le sciage ou le façonnage du bois exclusivement pour fins des opérations forestières.

Cette expression comprend également le déboisement de la forêt en vue de la construction de chemins, d'autoroutes, de barrages, de lignes de transmission, ou de tout autre travail du même genre en forêt.

5° *Employeur:* L'expression « employeur » désigne, pour les fins de la présente ordonnance, toute personne ayant à son emploi un ou plusieurs salariés, et comprend tout entrepreneur, sous-traitant ou commettant et toute autre personne ayant

a) Soit le contrôle ou la direction d'un ou de plusieurs salariés;
b) Soit la responsabilité totale ou partielle, directement ou indirectement, du paiement des salaires à un ou plusieurs salariés ou de la réception des salaires par un ou plusieurs salariés.

6° *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés ci-après mentionnés:

a) Les salariés des usines ou établissements où le bois est ouvré ou transformé, à l'exception des salariés des scieries et autres établissements produisant des bois de sciage pour l'usage exclusif des opérations forestières;
b) Les salariés manipulant ou transportant le bois déjà sorti de la forêt et rendu à destination;
c) Les salariés d'une entreprise opérant dans une colonie forestière sans but lucratif;
d) Les salariés d'un cultivateur ou colon travaillant sur une terre à bois faisant partie d'une exploitation agricole;
e) Le conjoint de l'employeur;
f) Les salariés embauchés d'urgence pour le travail de lutte contre l'incendie en forêt.

3. *Application:* The present Ordinance shall apply to all employees of the hereinafter mentioned enterprises, and to their employers, to wit:

a) Logging operations, including
  i. Construction and maintenance of roads, camps, dams, piers, loading and driving facilities;
  ii. Forest improvement works, thinnings, drainage and irrigation of the soil;
b) Reforestation enterprises;
c) Driving enterprises;
d) Forest fire protective enterprises;
e) Enterprises dealing with forest clearing for construction of roads, highways, dams and transmission lines, or any similar works in the forest;
f) Caterers, contractors, sub-contractors, intermediaries, operating in the forest for the benefit of any one of the above-mentioned enterprises.

4. *Logging operations:* The expression "logging operation" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, all or every one of the following operations, to wit: cutting, transportation, loading of wood on boats or railroad cars, barking and slashing of wood before loading on such boats or cars, but does not include the processing of wood outside the forest.

Are equally considered as logging operations, mills and establishments where the wood is sawed and dressed and other works are carried out for the exclusive purpose of logging operations.

It also includes the forest clearing for construction of roads, highways, dams and transmission lines or any similar work in the forest.

5. *Employer:* The expression "employer" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, any person employing one or more employees, and includes any contractor, sub-contractor or jobber, and any other person having

a) either the control or direction of one or more employees;
b) either the total or partial responsibility, directly or indirectly, of the payment of wages to one or more employees, or of the receipt of wages by one or more employees.

6. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the employees hereinafter mentioned:

a) Employees in mills or establishments wherein the wood is worked or processed, except employees of sawmills and other establishments producing lumber for exclusive use in logging operations;
b) Employees transporting wood already removed from the forest and delivered;
c) Employees of a non-profit organization operating in a forest colony;
d) Employees of a farmer or settler working on a woodlot forming part of an agricultural exploitation;
e) The employer's consort;
f) Employees hired in an emergency to fight forest fires.

7° *Salariés couverts par une convention collective de travail:* Les salariés couverts par une convention collective de travail en vertu de la Loi des relations ouvrières, pourvu que les dispositions de l'article 25, de la Loi du salaire minimum soient observés, ne sont pas régis par les parties deux et trois de la présente ordonnance quant à ce qui concerne la surveillance de la Commission.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions générales

8° *Heures de travail:* On désigne comme heure de travail à être rémunérées les heures ou fractions d'heure durant lesquelles un salarié travaille.

Toutefois, le temps excédant une heure par jour employé à voyager entre le camp et l'endroit du travail doit être compté comme temps de travail et rémunéré au taux régulier.

9° *Jour de travail:* L'expression « jour de travail » désigne une période de neuf (9) heures ouvrées dans un même jour.

10° *Période de travail:* L'expression « période de travail » désigne, pour les fins de la présente ordonnance, la période de temps pour laquelle le salaire minimum doit être établi.

La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine.

11° *Semaine:* L'expression « semaine », désigne, pour les fins de la présente ordonnance, une semaine de calendrier ou une période de sept jours établie comme période de travail s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant:

12° *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures, à moins de disposition contraire dans la présente ordonnance.

13° *Exceptions: Salariés sans semaine normale:* Les salariés ci-après n'ont aucune semaine normale:

a) Les cuisiniers et assistants-cuisiniers;
b) Les gardiens de camp;
c) Les gardiens d'écurie;
d) Les gardiens d'écluse;
e) Les gardiens de barrière;
f) Les garde-feu;
g) Les salariés préposés à la coupe du bois engagés à forfait dont les heures sont invérifiables;

14° *Surtemps:* Tout temps de travail en heures ou en fractions d'heure fait par un salarié régi par la présente ordonnance en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale, est du surtemps.

15° *Paiement du surtemps:* Le salarié régi par la présente ordonnance a droit pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

16° *Exception au surtemps:* Le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $70.00 n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

Avantages additionnels

17° *Repos hebdomadaire:* Tout salarié régi par la présente ordonnance doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre (24) heures consécutives ou deux périodes de repos de dix-huit (18) heures consécutives chacune.

7. *Employees covered by a Collective Labour Agreement:* Employees covered by a Collective Labour Agreement under the provisions of the Labour Relations Act, provided the provisions of section 25 of the Minimum Wage Act be observed, are not governed by parts two and three of the present Ordinance with regard to the supervision of the Commission.

PART TWO

General provisions

8. *Hours of work:* Designated as working hours to be paid for are the hours or fractions of an hour that an employee works.

However, time in excess of one hour, per day, spent travelling between the camp and the working area must be considered as working time and such time paid for at regular rates.

9. *Day of work:* The expression "day of work" shall mean a period of nine (9) hours of work in any one day.

10. *Work period:* The expression "work period" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, the period of time for which the minimum wage must be established.

The work period for employees governed by the present Ordinance is the week.

11. *Week.* The expression "week" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, one calendar week or a period of seven days established as the working period extending from midnight on a given day to the end of the seventh day following.

12. *Normal workweek:* Unless provided for in the present Ordinance, fifty-four hours (54) constitute the normal workweek of the employees governed thereby.

13. *Exceptions: Employees having no normal workweek:* The following employees have no normal workweek:

a) Cooks and kitchen help;
b) Camp guardians;
c) Stablemen;
d) Dam guardians;
e) Gate guardians;
f) Fire rangers;
g) Employees engaged in the cutting of wood at piecework rates whose hours cannot be established.

14. *Overtime:* All time worked in hours or fractions of an hour by an employee governed by the present Ordinance over and above the number of hours fixed as his normal workweek, is overtime.

15. *Payment of overtime:* The employee governed by the present Ordinance is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance increased by one half of said rate.

16. *Exception to overtime:* Every employee paid on a weekly basis and receiving per week, even if he does not work a complete week, a salary of at least $70.00, has no entitlement under the terms of the present Ordinance, to claim payment for his overtime.

Additional advantages

17. *Weekly rest:* Every employee governed by the present Ordinance must have, each week, a rest period of twenty-four (24) consecutive hours or two rest periods of eighteen (18) consecutive hours each.

La présente disposition ne s'applique pas aux salariés qui, aux termes de la présente ordonnance, n'ont pas de semaine normale.

18° *Indemnité de congés:* Tout salarié régi par la présente ordonnance a droit à 2% de son salaire lors de la résiliation de son contrat de travail.

La rémunération pour congés est payable au départ du salarié.

La rémunération pour congés des salariés dont les services sont continus doit être payée auxdits salariés au cours du mois de mai de chaque année, pour le travail fait au cours des douze mois précédant immédiatement le premier mai.

Paiement du salaire

19° *Bulletin de paye:* Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin facilement lisible contenant les renseignements suivants:

a) Ses noms, prénoms et adresse;
b) La période de paie ou la durée de l'emploi dans le cas du travail à forfait;
c) Le total de ses heures de travail, y compris son surtemps;
d) Le taux de son salaire;
e) Le salaire gagné;
f) S'il travaille aux pièces ou à forfait, la production, le montant de son revenu et la base de son contrat d'engagement;
g) L'indemnité de congés;
h) Le montant des déductions;
i) Le montant à lui remis;

La mention prévue au paragraphe « *c* » n'est pas obligatoire pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, et ayant droit par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, à un salaire d'au moins $70.00.

20° *Nourriture et logement:* Il est interdit à l'employeur qui loge et nourrit son salarié de déduire de son salaire ou de lui faire payer pour ce service, une somme excédant $1.65 par jour, ou $0.55 par repas.

Il est aussi interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de literie.

Dans le cas où le salarié a normalement terminé son travail et est obligé d'attendre en forêt par la faute de l'employeur, le rapport de mesurage et le règlement de son salaire, la nourriture et le logement devront lui être fournis à la charge de l'employeur.

21° *Usage de chevaux:* Lorsque le salarié fournit son cheval pour le débusquage des billots et des billes, l'employeur ne pourra lui retenir sur son salaire une somme excédant $1.50 par jour pour la pension de son cheval.

Dans le cas où le cheval est fourni par l'employeur la retenue totale autorisée est limitée à $2.00 par jour, que le cheval soit employé par un salarié ou par plusieurs travaillant en équipe.

22° *Retenues sur salaire:* L'employeur ne peut retenir sur le salaire payable à son salarié ni autrement lui faire payer d'autres sommes que les suivantes:

a) Celles mentionnées dans la présente ordonnance comme payables par le salarié;
b) Celles dont la rétention est imposée par quelque disposition législative ou judiciaire;
c) Les avances en argent faites de temps à à autre;
d) Le prix des effets vendus à la condition essentielle qu'une liste des prix de tels objets ait été affichée dans un endroit bien en vue dans le magasin ou les bureaux du chantier;

This provision does not apply to employees who, under the terms of the present Ordinance, do not have a normal workweek.

18. *Vacation allowance:* Every employee governed by the present Ordinance is entitled to 2% of his earnings at the cancellation of his labour contract.

The vacation allowance is payable on the departure of the employee.

The vacation allowance of employees the services of whom are continuous, must be paid to the said employees during the month of May of each year for the work done during the twelve months preceding immediately the first of May.

Payment of wages

19. *Pay statement:* Every employee must receive with his pay a statement giving the following information:

a) His name, surname and address;
b) The pay period or the duration of employment in the case of a pieceworker;
c) The total hours worked, including his overtime;
d) His rate of wages;
e) The wages earned;
f) The amount of his earnings and his production, if a pieceworker or a jobworker, and the base rate shown on the engagement contract;
g) The vacation allowance;
h) The amount of deductions made;
i) His take-home pay.

Item "*c*" above is not obligatory for an employee paid on a fixed weekly basis and entitled to receive a weekly salary of at least $70.00 even if he does not work a complete week.

20. *Board and lodging:* It is forbidden for the employer who provides his employee with board and lodging to deduct from the employee's wages a sum in excess of $1.65 per day or $0.55 per meal for this service.

It is also borbidden for the employer to claim from his employees any sum whatsoever for the rental or use of bedding.

When an employee has normally terminated his work and is obliged by the employer's fault to wait in forest for his scaling slip and wage settlement, such employee shall in the mean time be supplied with free board and lodging at his employer's expense.

21. *Use of horses:* When an employee supplies his own horse for the skidding of bolts and logs, his employer shall not deduct from his wages a sum exceeding $1.50 per day for the feeding of the horse.

In the case where a horse is supplied by the employer, the total authorized deduction is limited to $2.00 per day, whether the horse is used by one employee or for team work by many employees.

22. *Wage deductions:* The employer may not deduct from an employee's wages or otherwise have him pay any amount other than the following:

a) Those stipulated in the present Ordinance as payable by the employee;
b) Those of which the deduction is imposed by a legislative enactment or a Court order;
c) Cash advances made from time to time;
d) The price of goods sold, on the essential condition that a list of the prices of such goods has been posted up in a conspicuous place in the store or the office of the camp;

e) Le prix du logement et de la nourriture, tel que fixé à l'article 20;
f) Le coût du blanchissage de tout effet, pourvu qu'une liste de prix soit affichée à l'endroit où loge le salarié;
g) La valeur des outils retournables, vêtements de sécurité, équipement, literie, perdus ou non retournés à la condition que les taux soient mentionnés aux affiches et sur les bulletins de paie;
h) La pension d'un cheval fourni par le salarié ou l'usage d'un cheval fourni par l'employeur selon conditions mentionnées à l'article 21;

Système d'enregistrement de travail

23° *Système d'enregistrement de travail:* L'employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi.
a) Ses nom, prénoms et adresse;
b) Son occupation;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) Sa période de paie;
e) Le total de ses heures de travail;
f) Son surtemps;
g) Le taux et la base de son salaire;
h) Le salaire gagné, et si le salarié travaille aux pièces, sa production;
i) Les déductions faites;
j) Le montant remis au salarié;
k) Les indemnités de congés et la date du paiement;
l) Tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes « *e* » et « *f* » ne sont pas obligatoires pour le salarié dont les heures sont invérifiables, ni pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, et ayant droit à un salaire d'au moins $70.00 par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète.

24° *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province, à l'établissement de l'employeur et le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de six ans.

Au cours de la durée des opérations forestières, ce système doit être tenu au bureau de chaque district d'opération, pour les salariés qui y travaillent.

25° *Rapport écrit:* L'employeur doit ransmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements, qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

26° *Affichage:* L'employeur doit afficher et tenir affichée à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents, qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

TROISIÈME PARTIE

Taux minima de salaire et avantages spéciaux

27° *Salaire minimum:* Quel que soit le mode d'emploi (au temps, à la pièce ou autrement), le salaire minimum auquel ont droit les salariés régis par la présente ordonnance, pour leurs heures de travail ou leur production est celui fixé en la présente partie.

e) The cost of board and lodging as fixed in section 20;
f) The cost of laundering of any article, provided that a list of prices is posted up in the employee's lodging quarters;
g) The value of returnable tools, safety garments, equipment, bedding, lost or not returned, provided rates are mentioned on notices and pay statements;
h) The feeding of a horse supplied by the employee or the use of a horse supplied by the employer as provided for in section 21.

Work record system

23. *Work record system:* The employer must maintain a record system wherein are recorded in ink, indelible pencil, printing or perforation, for each work period and for each employee in his employ;
a) His name, surname and address;
b) His occupation;
c) The date of his entrance into the service of such employer;
d) His pay period;
e) The total number of his hours of work;
f) His overtime;
g) His rate and basis of wages;
h) The amount of his earnings and his production, if a pieceworker or a jobworker;
i) The deductions made;
j) His take-home pay;
k) The vacation allowance and date of its payment;
l) All other information required by Ordinance or by-law of the Commission.

The items mentioned in paragraphs "*e*" and "*f*" are not obligatory for an employee whose hours cannot be established, nor for the employees on a weekly, basis and entitled each week to a salary of at least $70.00 even if he does not work a complete week.

24. *Place where work record system is to be kept and retained:* The work record system must be kept in this Province, at the employer's establishment and the record system for any one year must be retained for six years.

In the course of forest operations, the record system must be kept in the divisional office for the employees thereof.

25. *Written report:* The employer must forward to the Commission, upon request, a written report giving the information which, as decreed above, must be recorded in the work record system.

26. *Posting:* The employer must post, and keep posted for his employees to see, all regulations, resolutions, ordinance or documents sent to him by the Commission for this purpose.

PART THREE

Minimum wage rates and special advantages

27. *Minimum wage:* Whatever be the basis of employment (by the time, on piecework or otherwise), the minimum wage to which employees governed by the present Ordinance are entitled for their hours or their production, is fixed by the present part.

28° *Taux minima de salaire:* Les salariés régis par la présente ordonnance, ont droit selon la base de leur engagement, aux taux minima de salaire suivants:

a) Ceux dont les heures sont vérifiables: $1.10 de l'heure.

b) Ceux dont les heures sont invérifiables: $9.90 par jour.

c) Les salariés sans semaine normale: $59.40 par semaine.

d) Les salariés qui quittent volontairement leur emploi avant d'avoir accompli douze (12) jours de travail n'auront droit qu'au taux minimum suivant: $7.65 par jour.

Nonobstant des taux minima susmentionnés aux paragraphes *a*, *b*, *c* du présent article, si l'employeur exige du salarié, soit directement ou indirectement, des conditions de production et de rendement équivalentes à celles des travailleurs à forfait, tel contrat ou convention sera considéré nul et non avenu et dans ces cas, le salarié aura droit aux taux minima prévus à l'article 30 pour les salariés à forfait.

29° *Apprentis et incapables:* Les apprentis ou incapables sont des salariés engagés comme tels, qui ne peuvent fournir un rendement normal. Le nombre total de salariés appartemant à ces deux catégories ne peut excéder 10% de toute la main-d'oeuvre d'un même chantier.

Lesdits apprentis ou incapables ont droit au taux de salaire suivants:

a) Ceux dont les heures sont vérifiables: $0.85 de l'heure.

b) Ceux dont lse heures sont invérifiables: $7.65 par jour.

Mais advenant le cas où les salariés engagés comme tels fournissent un rendement normal, ils auront droit aux minima fixés à l'article 28.

30° *a*) Salariés engagés à forfait à la coupe du bois de pulpe:

1. Les salariés engagés aux pièces ou à taux forfaitaires, occupés à la coupe, au façonnage, au chainage (skidding), à l'empilement ou à la mise en tas des billes ont droit aux taux de salaire suivants:

	Bois résineux	*Bois feuillu*
Mesuré à la corde, (128 pi. cu. apparents)	$6.50	$5.00
Mesuré au pied cube solide, (100 pi. cubes)	7.65	5.90

2. Ceux occupés à la coupe, au façonnage, à l'empilement ou à la mise en tas des billes.

Mesuré à la corde, (128 pi. cu. apparents)	$6.00	$4.80
Mesuré au pied cube solide, (100 pi. cubes) au façonnage seulement.	7.05	5.60

3. Ceux occupés à la coupe et au façonnage seulement.

Mesuré à la corde, (128 pi. cu. apparents)	$5.20	$4.15
Mesuré au pied cube solide, (100 pi. cubes)	6.15	4.90

4. Nonobstant tout contrat forfaitaire suivant les dispositions du présent paragraphe «*a*» ou tout autre contrat forfaitaire, il est interdit à l'employeur de payer au salarié moins de $11.00 par jour de travail ouvré.

b) Les salariés engagés à la coupe de tout autre bois:

Les salariés engagés à la coupe, au façonnage de tout autre fois peuvent être rémunérés à la pièce ou au taux forfaitaire à des taux mutuellement acceptés et convenus, pourvu que ces taux soient stipulés au contrat d'engagement et que tels taux produisent un gain qui ne soit pas inférieur à $11.00 par jour de travail.

28. *Minimum wage rates:* The employees governed by the present Ordinance are entitled according to their basis of engagement to the following minimum rates:

a) Employees whose hours of work are verifiable: $1.10 per hour.

b) Employees whose hours of work are unverifiable: $9.90 per day.

c) Employees without normal workweek: $59.40 per week.

d) Pieceworkers who quit voluntarily and who have not worked twelve (12) working days are only entitled to the following minimum: $7.65 per day.

Notwithstanding the minimum rates abovementioned in paragraphs *a*, *b*, *c* of the present section, if the employer requires from the employee, directly or indirectly, production and output conditions equivalent to those of a pieceworker, such contract or agreement shall be considered as null and void and in this case, the employee shall be entitled to the minimum rates provided for in section 30 for pieceworkers.

29. *Inexperienced and handicapped employees:* The inexperienced or handicapped are employees engaged under this category, who cannot give a normal production. The number of employees under the two categories may not exceed 10% of the total labour force in any one camp.

Such inexperienced or handicapped employees are entitled to the following rates of wages:

a) Employees whose hours of work are verifiable: $0.85 per hour.

b) Employees whose hours of work are unverifiable: $7.65 per day.

But in the cases where employees engaged as such give a normal output, they must be paid the rates provided for in section 28.

30. *a*) Pieceworkers engaged in pulpwood cutting:

1. Pieceworkers or jobworkers engaged in the cutting and making of wood skidding and assembling are entitled to the following rates of wages:

	Soft woods	*Hard woods*
Measured by the cord (128 apparent cubic feet)	$6.50	$5.00
Measured in solid cubic feet (100 s.c.f.)	7.65	5.90

2. Those engaged in the cutting, making and piling or assembling of wood.

Measured by the cord (128 apparent cubic feet)	$6.00	$4.80
Measured in solid cubic feet (100 s.c.f.)	7.05	5.60

3. Those engaged only in the cutting and making of wood.

Measured by the cord (128 apparent cubic feet)	$5.20	$4.15
Measured in solid cubic feet (100 s.c.f.)	6.15	4.90

4. Whatever any contract by the piece following the provisions of the present paragraph "*a*" or any other jobwork contract, it is forbidden for an employer to pay an employee less than $11.00 per working day.

b) Employees engaged in all other wood cutting operations:

Employees engaged in the cutting and the making of all other wood may be paid at piecework of jobwork rates mutually agreed upon, providing these rates appear on the engagement contract and that such rates result in earnings of not less than $11.00 per working day.

Si le salarié engagé à forfait selon les dispositions du présent article fournit son propre cheval, il lui sera versé une somme additionnelle de $2.00 par jour de travail.

QUATRIÈME PARTIE
Obligations de l'employeur

31° *Avis à la Commission:* Avant de commencer des opérations forestières, l'employeur doit donner avis par écrit à la Commission de ses projets et lui demander le nombre de copies de la présente ordonnance dont il a besoin pour affichage dans ses chantiers.

32° *Contrat d'engagement:* Tout employeur régi par la présente ordonnance doit exécuter avec son salarié, avant que ce dernier ne commence à travailler, un contrat écrit en trois exemplaires contenant les conditions d'engagement et en remettre un au salarié immédiatement.

Tel contrat doit établir si le salarié est à salaire ou à forfait, s'il est engagé à la pièce et le taux de son salaire.

33° *Mesurage:* À moins de dispense par résolution de la Commission, le même mesurage servant à calculer les droits de coupe servira de base pour le calcul du salaire du salarié travaillant à forfait à la coupe du bois. Il est entendu que les unités de mesure et le mode de mesurage sera celui employé par le Ministère des Terres et Forêts de la province de Québec.

34° *Frais de transport et logement en route:* Le transport du salarié et de ses bagages, son logement et sa pension en cours de route, à partir du terminus des voies publiques, à l'aller et au retour, sont à la charge de l'employeur. Cependant, si au cours des opérations de chantier, le salarié voyage, l'employeur pourra lui réclamer pour ce transport le prix de ce service, pourvu que le montant soit fixé dans son contrat d'engagement; mais aucun droit de passage aux barrières ne pourra être exigé des bûcherons.

35° *Outils et accessoires:* Les salariés, sauf ceux engagés à la pièce ou à taux forfaitaire, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils et accessoires appropriés; ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils et accessoires brisés ou dévalorisés par l'usage.

Cependant, l'employeur aura le droit de déduire du salaire, la valeur des outils et accessoires perdus ou non retournés, mais ces déductions doivent être mentionnées au bulletin de paie du salarié.

36° *Bunching:* L'opération communément appelée « bunching », soit le transport de billes à bras ou à dos d'homme est interdite.

37° *Cocuments à transmettre à la Commission:* L'employeur, à moins de dispense de la Commission doit transmettre à cette dernière, à son siège social, un exemplaire du contrat d'engagement dans les douze (12) jours de la signature et un exemplaire lisible du bulletin de paie dans les douze (12) jours du départ du salarié.

38° *Documents français et anglais:* L'employeur doit faire en sorte que les contrats, avis, règlements et autres documents soient rédigés en français ou en anglais, suivant la langue du salarié concerné.

CINQUIÈME PARTIE
Dispositions finales

39° *Abrogation de l'ordonnance No 39, 1961:* La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance No 39, 1961, du 8 juin 1961, approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1397 du 14 juin 1961, corrigée par l'arrêté en conseil numéro

When a pieceworker or a jobworker engaged according to the provisions of the present section supplies his own horse, he must be paid and additional amount of $2.00 per working day.

PART FOUR
Employer's obligations

31. *Notice to the Commission:* Before starting forest operations, the employer must give written notice to the Commission of his plans and request the number of copies of this Ordinance he will require for posting in his camps.

32. *Engagement contract:* Every employer governed by the present Ordinance must sign a written contract in triplicate with the employee before the latter starts to work, containing the conditions of the engagement, and must give one copy to the employee immediately.

Such contract must specify if the employee is on a fixed or piecework basis and his wage rate.

33. *Scaling:* Unless exempted by a resolution of the Commission, the same culling system used for calculating stumpage dues shall be used as the basis for calculating wages of cutting pieceworkers. The units of measurement and the scaling regulations of the Department of Lands and Forest of the Province of Quebec shall apply.

34. *Transportation and lodging expenses en route:* Transportation, including board and lodging en route of the employee and his baggage, shall be at the charge of the employer from the terminal point of the public highway, going and returning. However, when during the operation of a camp an employee travels, his employer may claim from him for such services any sum specified in the engagement contract; but no gate toll can be claimed from the employee.

35. *Tools and accessories:* Employees, except pieceworkers or jobworkers, must be provided with the necessary tools and accessories at the employer's expense; they shall not be compelled to pay the cost of tools or accessories broken or worn by use.

However, the employer shall have the right to deduct from the employee's wages the value of tools lost or not returned, but these deductions must be mentioned on the employee's pay statement.

36. *Bunching:* The operation commonly known as "bunching", that is the transportation of logs in the arms or on a man's back, is prohibited.

37. *Documents to be sent to the Commission:* Unless exempted by the Commission, the employer must send to the latter at its corporate seat within twelve (12) days from its signature, copy of every engagement contract, and within twelve (12) days from the departure of an employee, a legible copy of his pay statement.

38. *French and English documents:* The employer must take the necessary steps to have the engagement contract, notices, regulations and other documents written in French or English, according to the language of the employee concerned.

FIFTH PART
Final provisions

39. *Abrogation of Ordinance number 39, 1961:* This Ordinance abrogates and replaces Ordinance number 39, 1961 of the 8th of June 1961, approved by Order in Council number 1397 of 14th of June 1961, corrected by Order in Council

1437 du 21 juin 1961 et publiée dans la *Gazettte officielle de Québec* du 8 juillet 1961.

40° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

41° *Durée:* La présente ordonnance demevrera en vigueur jusqu'au 1er mai 1963.

Faite et signée en la cité de Québec, ce dix-septième jour d'avril mil neuf cent soixante-deux.

Commission du Salaire Minimum,
Le Président,
(*Signé*) ALEXANDRE BASTIEN, C.R.
Le Secrétaire général,
(*Signé*) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)
Copie conforme.
Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 61137-o

number 1437 of the 21st of June, 1961, and published in the *Quebec Official Gazette* of the 8th of July 1961.

40. *Coming into force:* The present ordinance shall come into force at the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

41. *Duration:* The present Ordinance shall remain in force until May 1, 1963.

Signed and dated in the city of Quebec, this seventeenth day of April, in the year one thousand nine hundred and sixty-two.

Minimum Wage Commission,
(*Signed*) ALEXANDRE BASTIEN, Q.C.,
President.
(*Signed*) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
General Secretary.

(Seal)
True copy.
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
General Secretary. 61137-o

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1961, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le troisième jour de mai 1962, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 12 mars 1962.
Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
60781-12-6-o K. H. NEWINGER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1961, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the third day of May 1962, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., March 12, 1962.
Canadian Pacific Express Company,
K. H. NEWINGER,
60781-12-6-o *General Superintendent.*

Vente — Loi de faillite

Gregory Tkacz

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En matière de faillite), No 160 (1961). Dans l'affaire de la faillite de: Gregory Tkacz, photographe, « Gregoire Photo Studio », 4892 rue Sherbrooke Ouest, Westmount, Montréal, Qué., débiteur, et J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: « Un emplacement situé au Val-David, dans le comté de Terrebonne, dans le septième rang du canton Morin, faisant partie du lot de terre figurant au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, sous le numéro un (P. 1), mesurant cent trente-quatre pieds (134′) de largeur dans ses lignes nord-est et sud-ouest sur cent soixante-dix pieds (170′) de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: au nord-est par la montée Duquette, au nord-ouest par l'emplacement de B. Kwasnytskyj, au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties du même lot Un appartenant à Malos Realties Inc. Avec bâtiments dessus construits ».

Sale — Bankruptcy Act

Gregory Tkacz

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (In matter of bankruptcy) No. 160 (1961). In the matter of bankruptcy of Gregory Tkacz, photographer, "Gregoire Photo Studio", 4892, Sherbrooke Street west, Westmount, Montreal, Que., debtor, and J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: "An emplacement situated in Val-David, in the county of Terrebonne, on the seventh range in the township of Morin, forming part of the lot of land known in the official cadaster of the parish of Ste-Agathe-des-Monts under the number one (P. 1), measuring one hundred and thirty-four feet (134′) in width on its north-east and south-west lines, by one hundred and seventy feet (170′) in depth, English measure, and bounded as follows: on the north-east by Duquette slope, on the north-west by the emplacement belonging to B. Kwasnytskyj, on the south-east and south-west by other parts of the same lot One, belonging to Malos Realties Inc. With the buildings thereon constructed."

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 29 mars mars 1962, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code des procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Val-David, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Daté à Montréal, le 9 avril 1962.

Le Syndic,
J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Carrière & Dansereau, syndics,
265, rue Craig Ouest,
Montréal, UN-1-9214. 61018-15-2-o

Will be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (in bankruptcy), rendered on March 29, 1962, by public auction according to law, in order that said sale have the effect of a forced decree according to the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of Val-David, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of MAY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Besides the purchase price, the acquirer must by Government Rights of 2½% according to law. The upset price will be $1,000.

For further information and list of charges, apply to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Dated at Montreal on April 9, 1962.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Carrière & Dansereau, trustees,
265, Craig Street, West,
Montreal, UN-1-9214. 61018-15-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12,473. GABRIEL BÉLAND, hôtelier, domicilié à Normétal, district d'Abitibi, demandeur-saisissant; *vs* MARCEL VALLÉE, journalier, domicilié à La Sarre, défendeur-saisi.

Avis de vente

L'immeuble suivant: l'immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions numéros 29 et 30 du lot 29A, rang 6, au cadastre officiel pour le canton La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, a été saisi par le shérif.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le NEUVIÈME jour de MAI 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
(*Signé*) CONRAD PAQUETTE.

Amos, ce 28 mars 1962. 60945-14-2-o

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12,333. FALARDEAU & JEANSON CIE LTÉE, fournisseurs de matériaux de construction, corporation légalement constituée et incorporée, ayant sa place d'affaires à Amos, district d'Abitibi, (demanderesse) saisissante, *vs* J. B. LAVOIE, prospecteur et homme d'affaires, résidant aux environs d'Amos, dans le même district, et MATTAGAMI LODGE INC., corporation légalement constituée et ayant son siège social à Amos, ayant une place d'affaires sur la route Amos-Matagami, dans le district d'Abitibi, (défendeurs) saisis.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. 12,473. GABRIEL BÉLAND, innkeeper, domiciled at Normétal, district of Abitibi, plaintiff-seizing-creditor, *vs* MARCEL VALLÉE, day-labourer, domiciled at La Sarre, denfendant-seized.

Notice of sale

The following immoveable: The immoveable known and designated as being the subdivisions numbers 29 and 30 of lot 29A, range 6, in the official cadaster of the township of La Sarre, county of Abitibi-West, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, has been by the Sheriff.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, on the NINTH day of MAY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

(*Signed*) CONRAD PAQUETTE,
Sheriff of Abitibi.

Amos, March 28, 1962. 60945-14-2

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 12,333. FALARDEAU & JEANSON CIE LTÉE, suppliers of construction materials, body legally incorporated, having its place of business at Amos, district of Aibitibi, (plaintiff) seizing creditor, *vs* J. B. LAVOIE, prospector and businessman, residing in the outskirts of Amos, in the same district, and MATTAGAMI LODGE INC., body legally incorporated, and having its head office at Amos, having a place of business on the Amos-Matagami Highway, in the district of Abitibi, (defendants) distrainees.

Comme appartenant aux défendeurs, les biens immobiliers suivants:

L'immeuble connu et désigné comme étant un Hôtel (Lodge Motel) avec bâtisses et accessoires, situé dans la région de Matagami, sur un certain terrain étant un emplacement approximativement de forme carrée, dans le canton Vezza, en bordure de la rive est de la rivière Allard et du côté sud de la route Amos Matagami, d'une superficie de deux acres et 15 centièmes, l'immeuble identifié suivant un plan préparé par l'arpenteur J. P. Lapointe, de Rouyn, le fond de terrain sur lequel lesdits immeubles sont situés est sous bail et est détenu par les défendeurs, mais appartient à Sa Majesté aux droits de la province de Québec.

Pour être vendu au bureau du régistrateur, division d'enregistrement d'Abitibi, au palais de justice, à Amos, le TRENTIÈME jour de MAI 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
MAURICE TESSIER.

Bureau du Shérif,
Amos, 16 avril 1962.

61148-17-2-o

As belonging to the defendants, the following immoveable property:

The immoveable known and designated as being a hotel (Lodge-Motel) with the buildings and accessories, situated in the region of Matagami, on a certain terrain being an emplacement approximately square in form, in the township of Vezza, bordering on the east bank of the Allard River and on the south side of the Amos-Matagami Highway, having an area of two and fifteen-hundredths acres; the immoveable has been identified according to a plan prepared by J. P. Lapointe, surveyor, of Rouyn; the ground lot on which said immoveables are situated is under lease and is held by the defendants, but belongs to Her Majesty in the rights of the Province of Quebec.

To be sold at the Registrar's office, Registry division of Abitibi, in the Court House of Amos, on the THIRTIETH day of MAY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE TESSIER,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, April 16, 1962.

61148-17-2-o

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12,360. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, (demandeur), saisissant, *vs* JEANNINE THIBAULT, veuve de Roger Goyette, cultivateur de Ste-Gertrude, comté d'Abitibi-Est, et maintenant épouse de Jean-Charles Bernier, écuyer de Kapuskasing, Ontario, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse et ROSAIRE GOYETTE, cultivateur de Ste-Gertrude comté Abitibi-Est, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Roger Goyette et Diane Goyette, (défendeurs) saisis.

Avis de vente

Les immeubles suivants:

« Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Villemontel, sous les numéros quarante-six et cinquante du rang six (lots 46 et 50, rang VI) avec les bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Gertrude, comté d'Abitibi-Est, le SIZIÈME jour de JUIN 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif.
MAURICE TESSIER.

Bureau du Shérif,
Amos, 18 avril 1962.

61149-17-2-o

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 12,360. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporate, having its head office at Quebec, (plaintiff) seizing creditor, *vs* JEANNINE THIBAULT, widow of Roger Goyette, farmer, of Ste-Gertrude, county of Abitibi-East, and presently wife of Jean-Charles Bernier, horseman of Kapuskasing, Ontario, and the latter to authorize and assist his said wife and ROSAIRE GOYETTE, farmer of Ste-Gertrude, county of Abitibi-East, in his quality of tutor to the minor childredn of Roger Goyette and Diane Goyette, (defenders) seized.

Notice of sale

The following immoveables:

"Lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the official cadaster for the township of Villemontel, under numbers forty-six and fifty of range six (lots 46 and 50, range VI) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of Ste-Gertrude, county of Abitibi-East, on the SIXTH day of JUNE, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE TESSIER,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, April 18, 1962.

61149-17-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 30,966. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur; *vs* ROLAND RONDEAU, cultivateur domicilié à Notre-Dame du Rosaire, comté de Chicoutimi, P.Q., défendeur.

Contre le défendeur;

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro onze (no 11) du dixième rang (rg. X) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 30,966. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ROLAND RONDEAU, farmer, domiciled at Notre-Dame du Rosaire, county of Chicoutimi, P.Q., defendant.

Against the defendant;

"The lot of land known and designated under number eleven (No. 11) on the tenth range (R. X) in the official plan and book of reference

canton Labrecque, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire, le DIXIÈME jour du mois de MAI 1962, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 29 mars 1962.
60947-14-2-o

for the cadaster of the township of Labrecque, with the buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Rosaire, on the TENTH day of the month of MAY, 1962, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, March 29, 1962.
60947-14-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat, No 5084. ROGER RIOUX, commerçant de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur, *vs* NORBERT ST-LAURENT, de Ste-Anne-des-Monts, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« Partie du lot 16, Bloc A, canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-des-Monts, comté et district de Gaspé, le QUATORZIÈME jour de MAI mil neuf cent soixant-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 2 avril 1962.
60958-14-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, No 24,424. GÉRARD RIOUX, marchand, ci-devant de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelle, district de Gaspé, et maintenant de l'endroit appelé Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de « Le Meuble Moderne Enr. », demandeur, *vs* PAUL MERCIER, de l'endroit appelé Grande Vallée, district de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« Les droits de préemption et déboursés, impenses, améliorations et défrichement sur cette partie du lot numéro quarante-deux (42) rang un (1) Rivière Grande Vallée, consistant dans la partie ouest de la partie A à l'est d'un chemin d'une superficie de six acres, de la partie A à l'ouest d'une chemin d'une superficie de sept acres; de la partie ouest de la partie B de la partie à l'est d'un chemin d'une superficie de huit acres et de la partie B à l'ouest d'un chemin d'une superficie de sept acres, forment une superficie totale de vingt-huit acres ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grande-Vallée, comté et district de Gaspé, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 2 avril 1962.
60959-14-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, No. 5084. ROGER RIOUX, merchant, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff, *vs* NORBERT ST-LAURENT, of Ste-Anne-des-Monts, defendant.

The property to be sold is the following:

"Part of lot 16, Block A, township of Tourelle, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne-des-Monts, county and district of Gaspé, on the FOURTEENTH day of MAY one thousand nine hundred and sixty-two at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, April 2, 1962.
60958-14-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 24,424. GÉRARD RIOUX, merchant, formerly of the place called St-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, and now of the place called Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, and therein operating alone under the name of "Le Meuble Moderne Enr.", plaintiff, *vs* PAUL MERCIER, of the place called Grande Vallée, district of Gaspé, defendant.

The property to be sold is the following:

"The rights of pre-emption and disbursements, upkeep and improvements and clearing on that part of lot number forty-two (42) range one (1) Rivière Grande Vallée, consisting of the westerly part of part A on the east of a road of an area of six acres, of part A on the west of a road of an area of seven acres; of the westerly part of part B of the part on the east of a road of an area of eight acres and of part B on the west of a road of an area of seven acres, forming a total area of twenty-eight acres".

To be sold at the parochial church door of Grande-Vallée, county and district of Gaspé, on the TWENTY-THIRD day of MAY one thousand nine hundred and sixty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, April 2, 1962.
60959-14-2

JOLIETTE

Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 17,090. RENÉ ASSELIN, contracteur-général domicilié et demeurant à Joliette, district

JOLIETTE

Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 17,090. RENÉ ASSELIN, general contractor, domiciled and living at Joliette, dis-

de Joliette, demandeur, *vs* J. IRÉNÉE POTVIN, demeurant à Lanoraie, district de Joliette, défendeur.

« Une partie du lot numéro 114 du cadastre officiel du village de Larnoraie, borné vers le sud-est par le fleuve St-Laurent, vers le nord-ouest par le numéro 480, lvers le nord-est par les numéros 111, 112 et 113 et vers le sud-ouest par les numéros 115 et 116, mesurant en front 1 arpent, 7 perches et 9 pieds sur 40 arpents de profondeur contenant une superficie de 69 arpents, 62 perches et 84 pieds. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Lanoraie, le JEUDI, DIXIÈME jour de MAI 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLEMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 2 avril 1962. 60948-14-2-o

trict of Joliette, plaintiff, *vs* J. IRÉNÉE POTVIN, living at Lanoraie, district of Joliette, defendant.

"A part of lot number 114 in the official cadaster of the village of Lanoraie, bounded on the south-east by the St. Lawrence River, on the north-west by the number 480, on the north-east by numbres 111, 112 and 113, and on the south-west by numbers 115 and 116, measuring, in front, 1 arpent, 7 rods and 9 feet, by 40 arpents in depth, having an area of 69 arpents, 62 rods and 84 feet."

To be sold at the parochial church door of Lanoraie, on THURSDAY, the TENTH day of MAY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLEMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, April 2, 1962. 60948-14-2

LABELLE

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 4925. DAME GERMAINE LESAGE, veuve non remariée de feu **J. Raoul Bédard,** commerçante, domiciliée à Mont-Laurier, district de Labelle, demanderesse, *vs* GÉRARD LACHAINE, du Lac des Écorces, district de Labelle, défendeur, savoir:

Le lot (26) vingt-six, rang sud-est, canton Campbell et le lot (13) treize rang C, canton Campbell, avec une maison et autres bâtiments y érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Lac des Écorces, dans le district de Labelle, le NEUVIÈME jour de MAI 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, le 2 avril 1962. 60949-14-2-o

LABELLE

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 4925. DAME GERMAINE LESAGE, unremarried widow of the late J. Raoul Bédard, trader, domiciled at Mont-Laurier, district of Labelle, plaintiff, *vs* GÉRARD LACHAINE, of Lac des Écorces, district of Labelle, defendant, to wit:

Lot (26) twenty-six, south-east range, township of Campbell, and the lot (13) thirteen, range C, township of Campbell, with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Lac des Écorces, in the district of Labelle, on the NINTH day of MAY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, April 2, 1962. 60949-14-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 9116. ALPHONSE BISSONNETTE, boucher et cultivateur, domicilié en la paroisse de Sainte-Apolline, comté et district de Montmagny, demandeur *vs* AIMÉ FILLION, ci-devant de la paroisse de Sainte-Apolline, comté et district de Montmagny, et maintenant de la cité de Québec, défendeur.

« Un emplacement situé au village de Sainte-Apolline, comté de Montmagny, district de Montmagny, de la contenance de cent pieds en largeur sur une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds du nord au sud, tiré de la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-neuf du cinquième rang sud-ouest du canton Patton, avec maison-résidence, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Apolline, comté de Montmagny, VENDREDI, le ONZIÈME jour de MAI, mille neuf cent soixante-deux (11 mai 1962), à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CHS OMER BERNIER.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 29 mars 1962. 60950-14-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 9116. ALPHONSE BISSONNETTE, butcher and farmer, domiciled in the parish of Sainte-Apolline, county and district of Montmagny, plaintiff, *vs* AIMÉ FILLION, formerly of the parish of Sainte-Apolline, county and district of Montmagny, and now of the city of Quebec, defendant.

"An emplacement situated in the village of Sainte-Apolline, county of Montmagny, district of Montmagny, measuring one hundred feet in width by eighty-five feet in depth, from north to south, taken from the south-west half of lot number twenty-nine on the fifth range south-west in the township of Patton, with a house-residence, circumstances and dependencies."

To be sold at the Church door of Ste-Apolline, county of Montmagny, on FRIDAY, the ELEVENTH day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-two (May 11, 1962), at THREE o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, March 29, 1962. 60950-14-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 511 747. { JACQUES VALADE, demandeur, *vs* ALBERT DEROME, défendeur,

« Une terre située en la Côte St-Charles de la paroisse de la Pointe-Claire, dans le comté Jacques-Cartier, connue et désignée comme les lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit (147 et 148) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joachim, de la Pointe-Claire, à distraire de ladite terre une petite lisière qui a été vendue au Ministère de la Voirie de la Province de Québec, pour l'élargissement du Chemin. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de MAI 1962, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 3 avril 1962. 60953-14-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 511 747. { JACQUES VALADE, plaintiff, *vs* ALBERT DEROME, defendant.

"A farm situated on Côte St-Charles in the parish of Pointe-Claire, in the county of Jacques-Cartier, known and designated as lots number one hundred and forty-seven and one hundred and forty-eight (147 and 148) in the official plan and book of reference for the parish of St-Joachim in Pointe-Claire; to be withdrawn from said farm is a small strip which was sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, for the widening of the Road."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of MAY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 3, 1962. 60953-14-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 113-383. { COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, corps politique et incorporé ayant une place d'affaires à 350 Boulevard Charest, Québec, P.Q., *contre* PAUL CARON, demeurant à St-Ferréol, comté de Montmorency.

« Une terre étant la partie située au nord du Chemin Royal des lots deux cent soixante-deux et deux cent soixante-trois (Ptie No 262 et 263) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Ferréol. Avec maison, grange et dépendances. À distraire du lot 262 l'emplacement de Charles Lefebvre, dite terre déclarée actuellement en la possession de Monsieur Paul Caron, de St-Ferréol, cultivateur.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Ferréol, comté de Montmorency, le PREMIER jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 24 avril 1962. 61166-17-2-o

[Première insertion: 28 avril 1962.]
[Deuxième insertion: 19 mai 1962.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 108-192. { LA CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE JACQUES CARTIER, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, ayants on siège social au No 429 de la rue Caron, à Québec, et MAURICE COLLIN, domicilié à 367 de Mazenod en la cité de Québec, subrogé aux droits de cette dernière aux termes d'une quittance subrogatoire, contre PAUL ÉMILE CAREAU, mécanicien, domicilié au No 311 de la rue Bagot, à Québec.

« Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent onze-quarante-et-un (711-41) du cadastre officiel de Charlesbourg, comté de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 113-383. { COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, a body politic and incorporate having a place of business at 350 Charest Boulevard, Quebec, P.Q., *against* PAUL CARON, residing at St-Ferréol, county of Montmorency.

"A farm being that part situated on the north of the Royal Road of lots two hundred and sixty-two and two hundred and sixty-three (Pt. No. 262 and 263) of the official cadaster for the parish of St-Ferréol. With house, barn and dependencies. To withdraw from lot 262 the emplacement of Charles Lefebvre, the said farm presently declared to be in the possession of Mr. Paul Caron, of St-Ferréol, farmer.

To be sold at the church door of St-Ferréol, county of Montmorency, on the FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 24, 1962. 61166-17-2

[First insertion: April 28, 1962.]
[Second insertion: May 19, 1962.]

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 108-192. { LA CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE JACQUES CARTIER, body legally incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its head office at No. 429, Caron Street, in Quebec, and MAURICE COLLIN, domiciled at 367 de Mazenod, in the city of Quebec, subrogated in the rights of the latter in the terms of a receipt of subrogation, *versus* PAUL ÉMILE CAREAU, mechanic, domiciled at No. 311, Bagot Street, in Quebec.

"A lot of land or emplacement known and designated as being lot number seven hundred and eleven forty-one (711-41) in the official cadaster of Charlesbourg, county of Quebec, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le PREMIER jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 24 avril 1962. 61167-17-2-o

[Première insertion: 28 avril 1962]
[Deuxième insertion: 19 mai 1962]

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the FIRST day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, April 24, 1962. 61167-17-2

[First insertion: April 28, 1962]
[Second insertion: May 19, 1962]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 15-950. } IRVING OIL INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires et siège social à Sillery, et une place d'affaires à Varennes, district de Richelieu, demanderesse *vs* JEAN MAHY, domicilié à Beloeil, comté de Verchères, défendeur et MONSIEUR LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE VERCHÈRES, À VERCHÈRES, et ARMAND GAGNON, de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite de Jean Mahy, mis en cause.

« Un emplacement situé en la ville de Beloeil, désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu, de Beloeil, sous le numéro deux cent huit de la subdivision du lot originaire numéro vingt-six (26-208) avec les bâtisses y érigées, portant le numéro civique 59, de l'avenue de La Salle ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Maria Goretti, de la ville de Beloeil, district de Richelieu, le NEUVIÈME jour de MAI 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
Sorel, le 2 avril 1962. 60951-14-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-950. } IRVING OIL INC., body legally incorporated, having its main place of business and its head office in Sillery, and a place of business in Varennes, district of Richelieu, plaintiff, *vs* JEAN MAHY, domiciled at Beloeil, county of Verchères, defendant, and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRY DIVISION OF VERCHÈRES, IN VERCHÈRES, and ARMAND GAGNON, of Montreal, in his capacity as trustee in the bankruptcy of Jean Mahy, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the town of Beloeil, designated in the official cadaster of the parish of St-Mathieu, in Beloeil, under the number two hundred and eight of the subdivision of original lot number twenty-six (26-208) with the buildings thereon erected, bearing civic number 59, de La Salle Avenue".

To be sold at the church door of the parish of Ste-Maria Goretti, in the town of Beloeil, district of Richelieu, on the NINTH day of MAY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Sorel, April 2, 1962. 60951-14-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 22,156. } LOUIS THIBAULT, cultivateur, de la paroisse de Ste-Luce, district de Rimouski, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Jean-Paul Thibault du même endroit, demandeur *vs* MAXIME BEAULIEU, inspecteur, 23, rue Léonidas, ville de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

1° De figure irrégulière, borné au nord-ouest et au sud-ouest par le lot 188-47, au nord-est par le lot 188-110, au sud-est par le lot 188-21-1, mesurant quatre-vingt-quatre pieds et un dixième (84′ 1/10) de profondeur par trente pieds (30′) au nord-est, et quatre-vingt-quatre pieds et un dixième (84′ 1/10) au sud ouest, contenant en superficie quatre mille sept cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (M.A.) (4,798′ p.c.) étant le lot No 188-48 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski.

2° De figure triangulaire, borné au nord ouest par le lot 188-21-1, au nord-est par le lot 188-110, au sud-est par le lot 188-50; cinquante pieds (50′) au nord-ouest, treize pieds et trois dixièmes (13′ 3/10) au nord-est, quarante-quatre pieds et deux dixièmes (44′ 2/10) au sud-est, contenant en superficie deux cent quatre-vingt pieds

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada -- Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 22,156. } LOUIS THIBAULT, farmer, of the parish of Ste-Luce, district of Rimouski, personally as well as in his capacity as tutor to his minor son, Jean-Paul Thibault, of the same place, plaintiff, *vs* MAXIME BEAULIEU, inspector, 23, Léonidas Street, town of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

1. Irregular in shape, bounded on the northwest and on the southwest by lot 188-47, on the northeast by lot 188-110, on the southeast by lot 188-21-1, measuring eighty-four and one-tenth feet (84′ 1/10) in depth by thirty feet (30′) on the northeast, and eighty-four and one-tenth feet (84′ 1/10) on the southwest, having an area of four thousand seven hundred and ninety-eight square feet (E.M.) (4,798′ sq. ft.), being the lot No. 188-48 in the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski.

2. Triangular in form, bounded on the northwest by lot 188-21-1, on the northeast by lot 188-110, on the southeast by lot 188-50, measuring fifty feet (50′) on the northwest, thirteen and three tenths feet (13′ 3/10) on the northeast, forty-four and two-tenths feet (44′ 2/10) on the southeast, having an area of two hundred and

carrés (M.A.) (280′ p.c.), étant le lot 188-49 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski.

3° De figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 188-48, au nord-est par le lot 188-110, au sud-est par les lots 188-49 et 188-21-2, au sud-ouest par le lot 188-47; mesurant cent pieds (100′) au nord-ouest, soixante-dix pieds (70′) au nord-est, cinquante pieds (50′) puis quarante-quatre pieds et deux-dixièmes (44′ 2/10) au sud-est et cinquante-dix pieds et sept dixièmes (50-10 7/10) au sud-ouest, contenant en superficie cinq mille six cent six pieds carrés (M.A.) (5,606′ p.c.) étant le lot No 188-21-1 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, avec bâtisses dessus construites sur lesdits lots circonstances et dépendances.

Pour être vendu « en bloc » au bureau du shérif, Palais de Justice à Rimouski, le TRENTIÈME jour de MAI, 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
17 avril 1962.

61168-17-2-o

eighty square feet (E.M.) (280′ sq. ft), being lot 188-49 in the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski.

3. Irregular in form, bounded on the northwest by lot 188-48, on the northeast by lot 188-110, on the southeast by lots 188-49 and 188-21-2, on the southwest by lot 188-47, measuring one hundred feet (100′) on the northwest, seventy feet (70′) on the northeast, fifty feet (50′) and forty-four and two-tenths feet (44′ 2/10) on the southeast and fifty-ten and seven-tenths feet (50-10 7/10) on the southwest, having an area of five thousand six hundred and six square feet (E.M.) (5,606′ sq. ft), being lot No. 188-21-1 in the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski, with the buildings thereon constructed on the said lots, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, Court House in Rimouski, on the THIRTIETH day of MAY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
April 17, 1962.

61168-17-2

SAGUENAY

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, District de Québec, No 110-254.

BARRÉ AUTOMOBILES LTÉE, 1095, de la Canardière, Québec, demanderesse; *vs* HENRI DESBIENS, St-Siméon, défendeur.

Un certain terrain sis en le village de St-Siméon, dans le rang du Port-au-Persil, faisant partie du lot numéro soixante-six (P. 66) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Siméon, dans la Seigneurie de Mont-Murray, mesurant en largeur quatre-vingt-dix pieds (90′) anglais, la mesure étant prise à l'extrémité nord-ouest de la propriété de M. Maurice Tremblay, courant nord-ouest, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la route, appartenant à la municipalité du village de St-Siméon, et la ligne de division des lots soixante-cinq et soixante-six audit cadastre et borné comme suit: au nord-est à la route de la municipalité; au sud-est, à la partie du lot 66 (Maurice Tremblay) au sud-ouest, au lot 65 (David Morin) ou représentants; au nord-ouest, à partie du lot 66 encore la propriété de MM. Charles-Albert Dufour et Alphonse Dufour, ensemble avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église, paroisse de St-Siméon, comté de Charlevoix, le TRENTIÈME jour de MAI 1962 à DIX heures a.m.

Le Shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 21 avril 1962.

61150-17-2-o

SAGUENAY

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, District of Quebec, No. 110-254.

BARRÉ AUTOMOBILES LTÉE, 1095, de la Canardière, Québec, plaintiff, *vs* HENRI DESBIENS, St-Siméon, defendant.

A certain lot of land situated in the village of St-Siméon, in the Port-au-Persil range, forming part of lot number sixty-six (Pt. 66) on the official cadaster for the parish of St-Siméon, in the seigniory of Mount-Murray, measuring in width ninety feet English (90′) the measure being taken on the northwest extremity of the property of Mr. Maurice Tremblay, running northwest, on the whole of the depth that there may be between the road belonging to the municipality of the village of St-Siméon, and the dividing line of lots sixty-five and sixty-six on the said cadaster and bounded as follows: on the northeast by the route of the municipality: on the southeast, by part of lot 66 (Maurice Tremblay) on the southwest, by lot 65 (David Morin) or representatives; on the northwest, by part of lot 66 still the property of Messrs. Charles-Albert Dufour and Alphonse Dufour, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Siméon, county of Charlevoix, on the THIRTIETH day of MAY, 1962, at TEN o'clock a.m.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, April 21, 1962.

61150-17-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No 23 584.

ANTOINE HÉBERT, médecin, domicilié au numéro 825, de la rue Belvédère Sud, cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* CLAUDE GARAND, résidant

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 23 584.

ANTOINE HÉBERT, physician, domiciled at number 825, Belvedere Street South, city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, *vs* CLAUDE GARAND, residing in the city of

en la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur, et SYLVESTRE & CHARRON, régistrateurs pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, district de St-François, mis-en-cause, et CAMILLE MESSARA, JEAN CORMIER, GÉRALD ALLAIRE & GÉRARD CHAPDELAINE, avocats, tous domiciliés à Sherbrooke, district de St-François, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Messara, Cormier, Allaire & Chapdelaine au numéro 109, rue Sanborn, cité de Sherbrooke, avocats distrayants.

« Une certaine étendue ou partie de terre connue et décrite comme étant la subdivision vingt-quatre du lot original numéro quarante-quatre (44-24) du plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton d'Orford, mesurant soixante-six pieds (66′) en front de la rue De Rouville et en arrière par une profondeur de cent dix-huit pieds (118′).

Avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et portant le numéro civique 195, rue Routhier, Sherbrooke, Qué. »

Pour être vendue au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 18 avril 1962. 61151-17-2-o
[Première insertion, le 28 avril 1962]

Sherbrooke, district of St-Francis, defendant, and SYLVESTRE & CHARRON, registrars for the registry division of Sherbrooke, district of St-Francis, mis-en-cause, and CAMILLE MESSARA, JEAN CORMIER, GÉRALD ALLAIRE & GÉRARD CHAPDELAINE, lawyers, all domiciled at Sherbrooke, district of St-Francis, and doing business under the firm name and style of Messara, Cormier, Allaire & Chapdelaine, at number 109, Sanborn Street, in the city of Sherbrooke, avocats distrayants.

"A certain tract or parcel of land known and described as being the subdivision twenty-four of the original lot number forty-four (44-24) of the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Orford, measuring sixty-six feet (66′) in front of De Rouville Street, and in rear by a depth of one hundred and eighteen feet (118′).

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bearing civic number 195, Routhier Street, Sherbrooke, Que."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, on the TWENTY-NINTH day of MAY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, April 18, 1962. 61151-17-2-o
[First insertion on the 28th of April, 1962]

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 9,188. } FAMILY BUILDING CREDITS Corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* CÉSAIRE PAQUETTE, résident à Marieville, en le district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Un terrain de figure irrégulière portant le No de subdivision 8 du lot originaire quatre-vingt-quinze du village de Marieville (95-8), borné vers le sud par le No 95-7, rue Girouard, vers l'ouest par la partie non subdivisée du No 93 et 13 No 94, vers le nord par le ruisseau St-Louis, et vers l'est par le No 95-9; mesurant en front cent vingt pieds et deux cent vingt pieds dans la ligne est; contenant en superficie quinze mille sept cent soixante pieds, mesure anglaise (15,760′) avec bâtisses dessus construites ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Marieville, district de St-Hyacinthe, le DIXIÈME jour de MAI 1962, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, le 28 mars 1962. 60952-14-2-o

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St Hyacinthe

Superior Court, No. 9,188. } FAMILY BUILDING CREDITS, body legally incorporated, having a place of business in St. Hyacinthe, district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* CÉSAIRE PAQUETTE, residing at Marieville, in the district of St. Hyacinthe, defendant.

"A lot of land irregular in form, bearing subdivision No. 8 of original lot ninety-five in the village of Marieville (95-8), bounded on the south by No. 95-7, Girouard Street, on the west by the unsubdivided part of No. 93 and 13 No. 94, on the north by St-Louis brook, and on the east by No. 95-9, measuring, in front, one hundred and twenty feet, and two hundred and twenty feet, on its east line, having an area of fifteen thousand seven hundred and sixty feet, English measure (15,760′) with the buildings thereon constructed".

To be sold at the parochial church door of Marieville, district of St. Hyacinthe on the TENTH day of MAY, 1962, at TEN o'clock a.m.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
St. Hyacinthe, March 28, 1962. 60952-14-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour de Magistrat, No 8505. } TONY PELUSO, contracteur d'Angliers, district de Témiscamingue, demandeur; *vs* LOUIS A. SAVARD, sous-contracteur et camionneur de Béarn, district susdit, défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Temiscamingue

Magistrate's Court, No. 8505. } TONY PELUSO, contractor of Angliers, district of Témiscamingue, plaintiff, *vs* LOUIS A. SAVARD, sub-contractor and trucker of Béarn, above said district, defendant.

An emplacement forming part of lot known and designated on the official plan and in the book of

cadastre pour le canton Duhamel comme faisant partie du lot 7 dans le rang 7 dudit canton Duhamel, emplacement mesurant 55 pieds de largeur en front de la rue principale sur 120 pieds de profondeur et borné comme suit: à l'est; par le chemin en front du rang 7 canton Duhamel; au sud; par la rue St-Louis qui fait partie du lot 7 rang 7; à l'ouest; par une autre partie du même lot 7 appartenant au même L. A. Savard, au nord; par une autre partie du même lot 7 appartenant à J. Come Gaudet; et cet emplacement est plus amplement décrit à l'acte enrégistré au bureau d'enrégistrement à Ville Marie sous le numéro 62.764.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Placide de Béarn le CINQUIÈME jour de JUIN 1962 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 19 avril 1962.

Le Député-Shérif,
D. H. LAMARCHE.
61169-17-2-o

reference of the cadaster for the township of Duhamel, as forming part of lot 7 in range 7 of the said township of Duhamel, emplacement measuring 55 feet in width in front of the principal street by 120 feet in depth and bounded as follows: on the east by the road in front of range 7, township of Duhamel; on the south, by St-Louis Street, which forms part of lot 7; range 7; on the west, by another part of the same lot 7 belonging to the same L. A. Savard, on the north, by another part of the same lot 7 belonging to J. Come Gaudet; and this emplacement is more amply described by the deed registered at the registration office at Ville Marie under number 62.764.

To be sold at the parochial church door of St-Placide de Béarn on JUNE FIFTH 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
April 19, 1962.

D. H. LAMARCHE,
Deputy-Sheriff.
61169-17-2

Ventes pour taxes

La municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque que les propriétés ci-après désignées, seront vendues à l'enchère, dans la salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, Québec, MERCREDI, le SEIZE MAI 1962, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales avec intérêt et les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêt et dépenses ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

The Protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the Protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque, that the properties hereinafter described shall be sold by public auction in the Council Chamber, City Hall, Val d'Or, Quebec, on WEDNESDAY, MAY SIXTEENTH, 1962, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of school and municipal taxes due, with interest plus costs subsequently incurred, unless said taxes, interest and expenditures are paid prior to the sale.

Nom du propriétaire — Name of owner	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Munic. taxes	Intérêts et frais — Interest and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamchuk..	Subd. 64, block 14, canton-township Bourlamaque (14-64)...	$3,034.40	$2,324.73	$ 369.05	$5,728.18

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, sujette à la réserve des droits miniers.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce neuvième jour d'avril, mil neuf cent soixante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,
MME HELGA BREWER.
61094-16-2-o

The sale of the above described immoveables is made subject to reserve of mining rights.

The purchase price of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Quebec, on this ninth day of April, nineteen hundred and sixty-two.

MRS. HELGA BREWER,
Secretary-Treasurer.
61094-16-2-o

Ville de Saint-Elzéar
Comté de Laval

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la ville Saint-Elzéar, que les propriétés les lots ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique au bureau du conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 1661, boulevard des Laurentides, LUNDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de MAI 1962, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Town of Saint-Elzéar
County of Laval

Public notice is hereby given by the undersigned, the secretary-treasurer of the town of Saint-Elzéar that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the office of the municipal council in the Town Hall of the aforesaid municipality, at 1661, boulevard des Laurentides, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of MAY 1962, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interest, plus the cost sale, unless the taxes, interest and costs be payed before the sale:

Nom des propriétaires — Name of proprietors	Numéro du cadastre — Cadastral number	Superficie — Area	Montant dû — Amount due	Bâtisse érigée — Building erected
Azur Development	334-1	7500	$ 38.10	
"	334-2	7500	25.69	
"	334-3	7500	25.69	
"	334-4	7500	25.69	
"	334-5	7500	25.69	
"	334-6	7500	25.69	
"	334-7	7500	25.70	
"	334-8	7500	25.70	
"	334-9	7500	25.70	
"	334-10	7500	25.70	
"	334-12	7435	25.20	
"	334-13	7638	25.71	
"	334-14	7608	25.71	
"	334-15	6084	21.76	
"	334-18	7735	40.44	
"	334-19	6020	31.68	
"	334-20	6432	25.72	
"	334-21	5963	21.25	
"	334-22	5963	21.25	
"	334-23	7565	25.47	
"	334-25	7507	25.70	
"	334-26	7501	25.69	
"	334-28	7505	25.69	
"	334-29	7505	25.70	
"	334-30	7505	25.70	
"	334-33	7505	25.71	
"	334-35	7505	25.69	
"	334-37	7505	25.79	
"	334-38	7505	25.79	
"	334-39	7505	25.79	
"	334-40	7557	25.79	
"	334-41	7505	25.79	
"	334-42	8755	28.88	
"	334-43	7501	25.79	
"	334-44	7505	25.79	
Beaubien Lucien	656-94	5461	29.30	
Beltrame Sisto	650-76-77	15450	52.55	
Denis, Dame Annette	P. 326-327	220826	639.03	X
Déziel, Claude *et als*	649-57 à-to 59	20250	35.58	
Déziel, Dame Florence	661-476 à to 478	6205	7.98	
Dubois, Guy	649-68	6725.75	10.87	
Holding, Ajel Inc.	P. 303	47.12 arp.	136.78	
Kiszko, Konstanty	634-21-22	4275.0	5.31	
Konopinsky, Chana Pejsak	634-92-93	4350	16.02	
Koslaw Low & Cie	P. 309	48.71 arp.	120.79	
Larivière, Charles	650-119	7725	13.64	
Lovell Investment	P. 364-P. 365	19.173 arp.	97.45	
Legault, Paul	654-44 à-to 47-P. 57	27728	754.17	X
Malachowsky, Léonard	634-152 à-to 155	13669	32.30	
Métro Val Inc & Zalida Inv	P. 317-P. 318-P. 642	53.31 arp.	132.22	
Northfield Development	P. 645	42.835 arp.	156.19	
Olender, Edward	334-32-1	4465	329.70	X
Ouellette, Dorilla	656-1-1	6000	506.84	X
Pan, Jacques	649-42	6750	11.87	
Pelletier, Léo	649-90	7200	37.28	
Petico Development	P. 329-P. 330-P. 331-P. 332	36.35 arp.	1,210.98	
Petico Development	332-1	8590	26.13	
Pollack Mendel & Swi Schneider	P. 333-334	8.845 arp.	448.74	
Provanzano, C.	649-86	6735	11.87	
Rannana Investment	P. 342	11.55 rap.	776 19	
Rufiange, Léopold	656-P. 105	4650	194.65	X
Shutko, Dame Emilia Suranow	308-346-347	4350	5.31	
Stanfold Investment	635-636	58.5 arp.	294.90	
Syrie, Christophe	650-52	8838	15.58	
Terrasse des Laurentides	351-20	6075	139.60	X
Tremblay, Lucien	661-613 à-to 615	6998	8.50	
Union Development	351-19	6057	20.85	X
Zandman, Félix	P. 652	19.763 arp.	349.76	

Les immeubles susdits sont du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose et de la paroisse de Saint-Martin, et situés dans la ville de Saint-Elzéar.

La vente et le retrait des immeubles est faite en vertu de la Loi des cités et villes de la province de Québec.

Donné à ville de Saint-Elzéar, ce treizième jour d'avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND GIROUX.

61093-16-2-o

The aforesaid immoveables are all of the original cadastre of the parish of Sainte-Rose and of Saint-Martin, and are situated in the town of Saint-Elzéar.

The sale and withdrawal of the immoveables properties are made in accordance with the Cities and Towns Act of the Province of Quebec.

Given at the town of Saint-Elzéar, this thirteen day of April, 1962.

FERNAND GIROUX,
Secretary-treasurer.

61093-16-2-o

Ville de Waterloo

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Waterloo, que les immeubles mentionnés à la

Town of Waterloo

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Waterloo, that the immoveables mentioned to the

liste ci-attachée et faisant partie du cadastre de la ville de Waterloo, seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Waterloo, le QUINZIÈME jour de MAI 1962, à DIX heures a.m., pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus frais subséquemment encourus, à moins que ces dites taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

list annexed being part of the cadastral plan of the town of Waterloo, will be sold by public auction at the Town Hall of Waterloo, the FIFTEENTH day of MAY, 1962, at TEN o'clock a.m. to pay for the municipal and school taxes plus interest and other costs incurred, unless the said taxes interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Qualité — Style	Numéro du lot — Lot number	Numéro du cadastre — Cadastral number	Rue — Street	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Dunlavey Emmett .	P.		P. 1042		$126.76	$161.04	$287.80

Plus frais encourus.

Désignation: Un certain morceau de terrain de forme rectangulaire mesurant 60′ de largeur sur une profondeur de 130′ sis et situé du côté nord-ouest de la rue Allen dans la ville de Waterloo, comme étant partie du lot 1042 et décrit plus en détail comme suit:

Commençant à un point du côté nord-ouest de la rue Allen situé à une distance de 205′ du point d'intersection de ladite rue avec la rivière Yamaska, de là tournant vers le nord-ouest longeant la ligne nord-est de l'emplacement appartenant à M. Fred C. Marsh d'une distance de 230′ de là tournant à angle droit à 90 degrés, de là longeant vers le nord-est, une distance de 60′, de là tournant à angle droit et longeant vers le sud-est à un autre point du côté nord-ouest de la rue Allen, une distance de 230′, de là longeant vers le sud-ouest longeant la rue Allen au point de départ à une distance de 60′ bornant ledit morceau de terrain comme suit:

Au nord-est vers le résidu dudit lot appartenant au vendeur, au sud-est par la rue Allen, au sud-ouest par l'emplacement de M. Fred C. Marsh et au nord-ouest par une autre partie dudit lot 1042. Le tout, y compris les bâtisses actuellement érigées sur ledit terrain.

Plus costs incurred.

Designation: A certain piece of land of rectangular form measuring 60′ in width by a depth of 130′ located and situated on the northwest side of Allen Street, in the town of Waterloo, as being part of lot 1042 and more or less described as follows:

Starting at a point on the northwest side of Allen Street situated at a distance of 205′ from the point of intersection of the said street with the Yamaska River, thence turning towards the northwest running along the northeast side of the emplacement belonging to Mr. Fred C. Marsh for a distance of 230′, thence, turning a right angle of 90 degrees, thence, running towards the northeast, for a distance of 60′, thence, turning a right angle and running towards the southeast to another point on the northwest side of Allen Street, for a distance of 230′, thence running towards the southwest, running along Allen Street to the starting point for a distance of 60′ bounding the said piece of land as follows:

On the northeast towards the residue of the said lot belonging to the vendor, on the southeast by Allen Street, on the southwest, by the emplacement of Mr. Fred C. Marsh and on the northwest by another part of the said lot 1042. The whole, including therein the buildings presently erected on said lot.

Dunlavey, Emmett			1047-28		$246.50	$145.03	$301.53

Plus frais encourus.

Désignation: Un certain morceau de terrain sis et situé dans la ville de Waterloo au coin de la rue St-Joseph et de l'avenue Eastern connu et désigné au plan officiel et au livre de référence pour la ville de Waterloo comme étant le lot 28 de la subdivision officiel du lot originaire 1047-28, mesurant 67′ de largeur et 75′ à la ligne bornage sud-est et 70′ de la ligne de bornage nord-ouest. Le tout, y compris les bâtisses actuellement érigées.

Plus costs incurred.

Designation: A certain piece of land located and situated in the town of Waterloo at the corner of St-Joseph Street and Eastern Avenue, known and designated on the official plan and in the book of reference for the town of Waterloo as being lot 28 of the official subdivision of the original lot 1047-28, measuring 67′ in width and 75′ on the southeast boundary line and 70′ of the northwest boundary line. The whole, included therein the buildings presently erected.

Bélanger, Armand . .	P.	322		Main			

Plus frais encourus.

Désignation: Un immeuble sis et situé sur le coté est de la rue Main de la ville de Waterloo connu et désigné au plan et livre de renvoie officiel du village de Waterloo, aujourd'hui nommé ville de Waterloo comme étant le lot No 322 avec les bâtisses y édifiées. La circonstance et dépendance et le droit de passage sur le lot 323 à être exercé en commun avec tous ceux qui peuvent y avoir droit sauf et à distraire cependant dudit lot 322 la partie est dit celui mesurant 79′ de profondeur sur toute largeur dudit lot vendu à MacMolding Ltd.

Plus costs incurred.

Designation: An immoveable located and situated on the east side of Main Street, of the town of Waterloo, known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Waterloo, today called town of Waterloo as being lot No. 322 with the buildings thereon erected. Circumstances and dependencies and the right of way on lot 323 to be exercised in common with all those who may have a right thereto and to be withdrawn however from the said lot 322 the east part that is the one measuring 79′ in depth on the whole width of the said lot sold to MacMolding Ltd.

Bélanger, Armand . .	P.	P. 323 & P. N.-O.-W. 325					

Plus frais encourus.

Désignation: Un immeuble connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel du village de Waterloo, aujourd'hui nommé ville de Waterloo, avec bâtisses y édifiées, comme étant la partie du lot 323 mesure 77′ au sud de la ligne du lot 321 une distance de 97′ parallèlement avec la rue Principale et la partie nord-ouest 325 commençant à un point sur la ligne de division entre les lots 323 et les lots 324 lequel point est situé à une distance de 90′ à l'est de la ligne intérieure du trottoir longeant le côté est de la rue Principale de la ville de Waterloo et continuant vers l'est en ligne droite sur une distance de 19′, de là tournant vers le nord angle droit à une distance de 48′, de là tournant à l'ouest à angle droit à une distance de 48′ jusqu'au point de départ borné vers le nord, l'est et le sud par d'autres parties du lot 325 vers l'ouest par une partie du lot 323 servant de droit de passage en commun avec tous les droits acquis par l'acte de vente enre-

Plus costs incurred.

Designation: An immoveable known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Waterloo, today called the town of Waterloo, with buildings thereon erected, as being part of lot 323 measuring 77′ south of the line of lot 321, a distance of 97′ parallel with the Principale Street, and the northwest part 325 starting at a point on the dividing line between lots 323 and lots 324, which point is situated at a distance of 90′ on the east of the interior line of the sidewalk running along the east side of the Principale Street of the town of Waterloo, and continuing towards the east in a straight line for a distance of 19′, thence turning towards the north straight angle for a distance of 48′ thence, turning to the west for a distance of 48′ to the starting point, bounded on the north, the east and the south by other parts of lot 325 on the west, by a part of lot 323 serving as a right-of-way in common with all the other rights acquired by

gistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Shefford sous le numéro 156,966.

Donné à Waterloo, ce 11ième jour d'avril 1962.

Le Secrétaire-trésorier,

61095-16-2-o J.-A. RENAUD.

the deed of sale registered at the Registry Office of the county of Shefford under number 156,966.

Given at Waterloo, the 11th day of April, 1962.

J.-A. RENAUD,

61095-16-2 *Secretary-Treaurer.*

Municipalité de comté No-3 de Gaspé

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Louis-Philippe Langelier, secrétaire-trésorier de la municipalité de Comté No-3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste Anne des Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et affectés ne soient plutôt payés avec les frais encourus.

Municipality of county No.-3 of Gaspé

Public notice is, by these presents, given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, secretary-treasurer of the municipality of County No.-3 of Gaspé, that the immoveables below mentioned and described shall be sold by public auction at the Court House of Ste-Anne des Monts, at TEN o'clock in the afternoon, THURSDAY, the FOURTEENTH day of JUNE next, unless the taxes, costs and other charges to which the said immoveables are liable and affected be paid before the sale with the costs incurred.

Corporation municipale de Ste Anne des Monts — Municipal Corporation of Ste Anne des Monts

Propriétaire — Owner	Numéro cadastral — Cadastral number	Rang — Range	Nom du cadastre — Cadastral name	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
M.-Mr et-and Mme-Mrs Jean-Paul Gagnon	Pt. de-of 50-1, avec bâtisses-with buildings.	1	Fief Ste Anne des Motns N. D.	$409.39	$301.99	$711.38
Cette partie de 50-1 mesurant de est à ouest une largeur de cinquante pieds (50′) par une profondeur de nord au sud de cent pieds (100′) est bornée comme suit: au nord-ouest par le boulevard Perron; au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par le résidu du lot 50-1 de Joseph Ph. Simard.			That part of 50-1 measuring from east to west a width of fifty feet (50′) by a depth from north to south of one hundred feet (100′) is bounded as follows: on the northwest by the Perron Boulevard; on the northeast, on the southeast and on the southwest, by the residue of lot 50-1 of Joseph Ph. Simard.			
Alfred Levesque (François)	Pt. de-of 43-B, avec bâtisses-with buildings	1	Fief Ste Anne des Monts N. D.	408.64	311.56	720.20
Cette partie du lot 43-B mesurant de est à ouest une largeur moyenne de quatre-vingt-quinze pieds (95′) par une profondeur de nord au sud de soixante-sept pieds (67′), plus ou moins, est bornée comme suit: au nord-ouest par le résidu du lot 43-B de madame François Ls Levesque; au nord-est par un chemin public; au sud-est par le lot 43-A-4 de Jules Lafontaine et au sud-ouest par le lot 43-A-3 d'Octave Levesque ou représentant.			That part of lot 43-B measuring from east to west a medium width of ninety-five feet (95′) by a depth from north to south of sixty-seven feet (67′) more or less, is bounded as follows: on the northwest by the residue of lot 43-B of Mrs. François Ls Levesque; on the northeast by a public road; on the southeast, by lot 43-A-4 of Jules Lafontaines and on the southwest, by lot 43-A-3 of Octave Levesque or representative.			
Mme-Mrs. Ve-wid. de-de Philippe Chénard et les héritiers légaux de feu Philippe Chénard-and the legal heirs of the late Philippe Chénard	48-A-5, avec bâtisses-with buildings	1	Fief Ste Anne des Monts N. D.	406.66	285.43	692.09
Mme-Mrs. Ve-wid. de-of Arthur Therriault et les héritiers légaux de feu Arthur Therriault-and the legal heirs of Arthur Therriault	42-A-19, avec bâtisses-with buildings	1	Fief Ste Anne des Monts N. D.	152.76	249.13	401.89
Ethelbert Therrien	17-5 et-and 22-3, avec bâtisses-with bulgs	1	Bloc B Canton-township Tourelle	11.28	61.70	72.98
Succ.-est. Dr J.-Émile Rioux (Robert Lafontaine occupant)	2-B	2	Canton-township Tourelle	59.79	127.92	187.71
Gédéon Blanchette	3-B	2	Canton-township Tourelle.			
	11-B	3	Canton-township Tourelle	4.30	97.00	101.30

Corporation municipale de St Joachim de Tourelle — Municipal Corporation of St Joachim de Tourelle

Succ.-est. Jules St-Laurent (Mme-Mrs. Germain Ross, occupant)	7-B-8, avec bâtisses-with buildings	1	Canton-township Tourelle	$ 5.22	$ 59.70	$ 64.92
Mme-Mrs. Roch Dupuis	5-H-5	1	Canton-township Tourelle.			
	et bâtisses construites sur-and buildings erected on 4-D-1	1	Canton-township Tourelle	2.03	100.45	102.48
Mme-Mrs. Laurent Vallée	24-B-2	1	Canton-township Tourelle	13.59	200.38	213.97

Donné à Ste-Anne des Monts, ce douzième jour d'avril mil neuf cent soixante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,

61160-17-2-o LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

Given at Ste-Anne des Monts, this twelfth day of April, nineteen hundred and sixty-two.

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,

61160-17-2-o *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 17

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

403 – Enquête sur le service du taxi 2395
403 – Investigation on taxi service 2395
682-A – Construction, St-Jean et Iberville 2389
682-A – Construction, St. John and Iberville 2389
682-B – Épiciers-Bouchers, Joliette 2392
682-B – Grocers and Butchers, Joliette 2392
682-C – Construction, Drummond 2392
682-D – Chaussure, Province 2393
682-D – Shoe, Province 2393
682-E – Garage, Drummond 2393
682-F – Construction, St-Hyacinthe 2394

AVIS — ***NOTICES***

Commissioners' Court of St-Alphonse de Thetford (*Abolition*) 2408
Cour de commissaires de St-Alphonse de Thetford (*Abolition*) 2408
Église Baptiste Évangélique d'Asbestos et Danville (*Requête – Petition*) 2408

COMMISSION du Salaire minimum — ***MINIMUM Wage Commission***

Ord. 3, 4, 39, 40, 41 (*Ren.*) 2427
Ord. 39, 1962 (*Appr.*) 2428

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Adt of***

Charte — Abandon de — ***Charter — Surrender of***

Savanne Building Ltd. 2408

Divers — ***Miscellaneous***

Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) (L') – (*Dir.*) 2410
Association Les Fusiliers Mont-Royal (1961) (L') – (*Règl.– By-laws*) 2409
Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. (L') – (*Dir.*) 2410
Association pour l'Expansion et la Protection de l'Industrie Agricole dans l'Est Canadien, Inc. (L') – (*Règl.*) 2410
Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture (The) – (*Dir.*) 2410
Association for the Development and Protection of Eastern Canadian Agriculture (The) – (*By-laws*) 2410
Bel-Aire Curling Club (*Règl.– By-laws*). 2409
Citoyens Unis d'Outremont (Les) – (*Dir.*) 2411
Citoyens Unis d'Outremont (Les) – (*Règl.*) 2410
Corporation Foncière de Montréal (La) – (*Dir.*) 2411
Earley Investments Ltd. (*Dir.*) 2411
Fermes Bagatelles Inc. (Les) – (*Dir.*) ... 2409
Hôpital Lagacé (*Règl.– By-laws*) 2412
Quebec Import Terminal Ltd. (*Dir.*) ... 2409
Thomas Asphalte Limitée (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 2412
United Citizens of Outremont (The) – (*Dir.*) 2411
United Citizens of Outremont (The) – (*By-laws*) 2410
Zeta Psi (McGill) Memorial Chapter House Inc. (*Règl.– By-law*) 2409

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. L. Trading Co. Ltd. 2304
Acoustique Nationale Ltée 2305
Agences d'Assurances Générales B.S.D. Limitée (Les) 2305
Agences de Distribution Acton Inc. 2305
Ameublement Major Inc. 2306
Amsterdam Investments Inc. 2306
Angers (Marcel) Inc. 2307
Apprentis-Sorciers (Les) 2307
Arches Laminées Laurentide Limitée .. 2307
Association de Crédit des Marchands de Bois Ltée 2347
Association Sportive de Stoke Inc. (L'). 2308
Associés de la Construction Immobilière Domont Inc. (Les) 2308
Atlantic Chesterfield Mfg. Co. 2308
Attractive Garment Ltd. 2309
Auto Brake Specialities Ltd. 2309
Auto Vox Inc. 2309
Autobus Charny–St-Romuald Inc. 2310
Autocut Ltd. 2310
Auvents Paree Ltée 2310
B.C.D. Transport Inc. 2311
B.S.D. General Insurance Agencies Limited 2305
Balfour Realty Corp. 2311
Beaconsfield Union Hardware Inc. 2312
Beauport Limitée 2312
Belphane Co. Ltd 2312
Bellevue Cable T.V. Inc. 2313
Bergold Corp. 2313
Bernard & Associates, Inc. 2313
Bernard & Associés Inc. 2313
Better Home Sales Inc. 2314
Bijouterie Pierre Pomerleau Ltée. 2314
Binette (Fernand) Inc. 2314
Bonnebelle Originals Inc. 2315
Boudreau, Auger & Associés Inc. 2315
Brasserie Molson du Québec Limitée (La) 2351
Buanderie Coin-Ette Inc. 2315
Building Arts Center Corp. 2316
3 Color Tile-Marble Inc. 2316
Canada Manufacturing (1961) Inc. 2316
Candy Stik Lounge Inc. 2317
Capital Credit Corporation 2317
Carrière Du Pont Ltée 2317
Carrières B. Chabot & Fils Inc. 2318
Centre de Golf Trout River Ltée (Le) .. 2318
Centre des Loisirs Ste-Paule Inc. 2319
Chabot (B) & Sons Quarries Inc. 2318
Chaleur Automobiles Ltée 2319
Chapais Hotel Inc. 2339
Cie Immobilière de Chomedey Ltée 2319
Ciné-Art Neuve France Ltée 2320
Clevedon Real Estate & Investment Corporation Limited (The) 2320
Cliche (Patrick) Inc. 2320
Clinique Chirurgicale de St-Jean Inc. .. 2321
Club des Loisirs Dante Inc. 2321
Club des Raquetteurs Le Gaillard Inc. . 2322

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Club Granby-Windsor Inc. 2322
Club Richelieu St-Georges Inc. 2322
Club Social Féminin Laurentien Inc. 2323
Coaticook Dry Cleaning Inc. 2323
Coin-Ette Laundry Inc. 2315
Commission des Loisirs de Rivière-du-Moulin Ltée 2323
Compagnie Chomodu Inc. (La) 2324
Compagnie Gallix Ltée (La) 2324
Company Publications Limited 2325
Comptoirs Industriels Inc. (Les) 2342
Conseil d'Aménagement et d'Expansion de la Côte du Sud 2325
Conseil de l'Industrie des Viandes du Québec Inc. (Le) 2325
Conseil des Loisirs de Montmagny 2326
Construction Trentin Ltée 2377
Continental Automotive Ltd. 2326
Coquette Vogue Incorporée 2327
Coronation Hosiery Inc. 2327
Coronet Florists Ltd. 2327
Corporation des Loisirs de Notre Dame des Prairies Inc. (La) 2328
Côte St. Luc Car Wash Inc. 2328
Dairy Maid Incorporated 2328
Décarie Plaza Inc. 2329
Décarie Printing Ltd. 2342
Delta Holdings Inc. 2329
Dixville Lumber Limited 2329
Domaine Ste. Monique (Le) 2330
Domrémy Lac-Mégantic Inc. 2330
Domont Real Estate Construction Associates Inc. 2308
Downtown Holdings Inc. 2331
Ducharme & Gravel Limited 2331
Ducharme & Gravel Limitée 2331
Dugal Auto Glass Inc. 2331
Édifice Décary Inc. 2332
Édifice Rouyn Ltée 2332
Electronic Protection Inc. 2332
Électronique A.G.P. Ltée 2333
Entreprises Ile-Jésus Ltée (Les) 2333
Entreprises Safari (Québec) Inc. (Les). 2333
Éveil Féminin de Grand'Mère Inc. (L'). 2334
Excavation Trentin Ltée 2378
Famous Crystal Restaurant Ltd. 2334
Ferno Investment Corp. 2334
Ferraris (Henry A.) & Son Inc. 2335
Forest (Roger) Inc. 2335
Gaspesia Ready-Mix Ltd. 2335
Gerrol Ltd. 2336
Gerrol Ltée 2336
Geroma Construction Ltée 2336
Girtex Ltd. 2337
Green Budget Corp. 2337
Griffin (Em.) Inc. 2337
Grosvenor Development Inc. 2338
Harco Limited 2338
Henrietta Holdings Ltd. 2338
Hôtel Chapais Inc. 2339
Hôtel chez Gérard Ltée 2339
Hôtel Huron Ltée 2339
Hôtel La Traverse Inc. 2340
Houle (Alphonse) Ltée. 2340
Ile-Jésus Enterprises Ltd. 2333
Immeubles St-Albert Inc. (Les) 2341
Imperial Bottle Trading Corp. 2341
Imperial Vacuum Forming Ltd. 2341
Imprimerie Décarie Ltée 2342
Industrial Safety Shoes Ltd. 2342
Industrial Trading Inc. 2342
Institut Canadien des Affaires Publiques (ICAP) (L') 2343
Institut Croff Incorporé (L') 2343
International Network of Commerce (Quebec) Ltd. 2343
Italian Village Restaurant Inc. 2344
Jean-Pierre Créations de Paris Inc. 2344
Julien (J. A.) Inc. 2345
Kajom Chemicals Inc. 2345
Laiterie Cascade Inc. 2345
Lamontagne (Jean-Louis) Inc. 2346
Larman Motor Bodies Ltd. 2346
Levis Lumber Co. Ltd 2346
Linclair Investments Inc. 2357
Longueuil Lumber Inc. 2347
Loranger Construction Inc. 2347
Lumberman Credit Association Ltd. 2347
M.G. Pattern Works Co. Inc. 2348
Maco Limited 2348
Major Furniture Inc. 2306
Malouin (C. E.) & Fils Inc. 2349
Marchand (Marcel) Inc. 2349
Marché Massicotte Inc. 2349
Masuel Ltd. 2350
Meteor Painting Contractors Ltd. 2350
Metro Manufacturing Inc. 2350
Meunerie St-Paul Inc. 2351
Mira Construction Limitée 2351
Molson's Brewery Quebec Limited. 2351
Monarch Paving Co. Ltd. 2352
Monticello Investment Corp. 2352
Mont Orford Hôtel-Motel Inc. 2352
Nadeau (Guy) Inc. 2353
Nadon Brick & Stone Ltd. 2353
Nash Restaurant Ltd. 2353
Northport Development Corp. 2354
Notre Dame Discount Centre Inc. 2354
O'Brien Sheet Metal & Heating Co. Ltd. 2354
Olton Investment Corporation 2355
Pan Realty Company 2355
Paree Awnings Ltd 2310
Parisienne Hosiery Mills Ltd 2355
Pensionnat de la Congrégation de Notre-Dame d'Iberville 2356
Pensionnat Notre-Dame-de-la-Trinité 2356
Placements Linclair Inc. (Les) 2357
Placements Marthe Gagnon Ltée. 2357
Plante (L. H.) & Fils, Inc. 2357
Plastic Injection Limited 2358
Polaris Shipping Ltd. 2358
Pontiac Printshop Ltd 2358
Port-Cartier Construction Ltée. 2359
Potvin & Potvin Inc. 2359
Productions Albani Inc. (Les) 2359
Promotions Artistiques Inc. (Les) 2360
Promotions Publicitaires Inc. (Les) 2360
Protection Électronique Inc. 2332
Puccini Lounge Inc. 2360
Quebec Curb King Ltd. 2361
R.P. Auto Inc. 2361
Robinson (B.N.) & Cie Ltée 2362
Robinson (B.N.) & Co. Ltd 2362
Racine (Patrick) Inc. 2362
Radio de l'Ile Jésus Inc. (La) 2362
Rando Corporation 2363
Raymond Limited 2363
Raymond Limitée 2363
Residential Realties Inc. 2363
Restaurant Le Bon Bar-B-Q, Ltée. 2364
Restaurant Mentana Inc. 2364
Rodis Ltd 2364
Rodrigue Lumber Inc. 2365
Rorima Holdings Ltd 2365
Rosenstein-Perlman Corp. 2365
Rouyn Building Ltd 2332
Safari Enterprises (Quebec) Inc. 2333
Saguenay Provincial, Inc. 2366
Salon de Croquet Québec Inc. (Le) 2366
Sample Cigar Stores Ltd. 2366
Sauvé (Jacques) Inc. 2367
Sauvé (Paul-E.) Inc. 2367

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Scandia Knits Ltd. 2368
Schachter (A.) Ltd 2368
Schefferville Groceries Ltd. 2368
Seignory Park Garage Inc. 2369
Seka Impex Co. Ltd. 2369
Service des Loisirs St-Claude 2369
Shapiro Investments Inc. 2370
Sigouin (Roger) and Associates Inc. 2370
Sigouin (Roger) et Associés Inc. 2370
Skirt Togs Inc. 2371
Société Générale des Grands Hôtels du Québec Inc. 2371
Sogena Inc. 2371
Sorim Ltd. 2372
South Lawrence Mining Corporation 2372
Steven (Adam) Leather Goods (Montreal) Inc. 2372
Summit Investment Corp. 2373
Super Marché Raymond (Matane) Inc. 2373
Super Plastics Inc. 2373
Susan Dresses Inc. 2374
Sutton Mountains-Fullerton Lake Estate Inc. 2374
Taverne du Roi d'Ys Inc. 2374
Terry's Dairy Queen Ltd. 2375
Théâtre des Baladins Inc. (Le) 2375
Thermotwin Inc. 2375
Thetford Rent-A-Car Inc. 2376
Titan Chemicals Limited 2376
Toni Dress Shop & Furs Inc. 2376
Transport Maritime de l'Ile-aux-Coudres Inc. 2377
Transport Savard Ltée 2377
Trentin Construction Ltd 2377
Trentin Excavation Ltd. 2378
Tricot Cormai Inc. 2378
Trio Leasing Corp. 2378
Trout River Golf & Country Club Ltd. 2318
Underwater Photo & Survey Limited 2379
Union Hardware (Dorval) Inc. 2379
V-Told Breeze Ltd 2380
Val Richelieu Plaza Inc. 2380
Valdeau Lumber Inc. 2380
Verdun Beauty Bar Ltd. 2381
Vézina (Henri) Limitée 2381
Victoria Dyeing & Finishing Co. Ltd. 2381
Virob Investments Limited 2382
Volière Inc. (La) 2382
Wade Reproduction Services Inc. 2382
Wilson-Garden Agency Inc. 2383
Windsor Gardens Community Association Inc. 2383
World Master Builders, Ltd. 2384

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Agences de Nettoyage du Nord Inc. 2384
Arrow Tape Industries Inc. 2385
Attila Construction Inc. 2385
Fortin (B. & M.) Inc. 2385
Canmec Distributors Ltd. 2385
Distillerie Montmorency Ltée. 2387
Eastern Canada Shipping Ltd. 2385
Forano Limited 2386
Forano Limitée 2386
Girard (Luc) Auto Inc. 2386
Greenfield Park Shopping Plaza Limited 2386
Industrial & Advanced Science Investment Corporation 2386
Industries du Lac Inc. 2387
Kenson Limited 2387
Lake Industries Inc. 2387
Linclair Investments Inc. 2388
Methwood Equipment Corp. 2387
Montmorency Distillery Ltd. 2387
National Containers Limited 2387
National Containers Limited 2388
Northern Cleaning Agencies Inc. 2384
Placements Linclair Inc. (Les) 2388
Salaison Montréal-Nord Ltée 2388
Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants 2389

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Autoaire Products Corporation Ltd. 2412
Canadian Import Limited 2413
Forget (Conrad) Inc. 2412
Grenache (St-Eustache) Inc. 2414
Linclair Investments Inc. 2413
Magasin Prix & Qualité Ltée 2414
Mansions Car Radio Ltd. 2413
Metra Investments Ltd. 2414
Pharmacie Vétérinaire Universelle Inc. 2414
Placements Linclair Inc. (Les) 2413
Thetford Rent-A-Car Inc. 2413
Union Car Radio Service System Ltd. 2413

EXAMENS — ***EXAMINATIONS***

des Agronomes — ***Agronomists***

Admission à l'exercice 2415
Admission to practice 2415

du Barreau — ***Bar***

Bas St-Laurent (*Étude*) 2416
Lower St. Lawrence (*Study*) 2416

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Seaboard Surety Company 2416

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Bernierville, village (*Dem.– Appl.*) 2416
Côteau-du-Lac (*Dem.– Appl.*) 2416
Grantham-Ouest-West, canton-township (*Dem.– Appl.*) 2417
Irlande Nord-North (*Dem.– Appl.*) 2417
St-Maurice-de-Dalquier (*Dem.– Appl.*). 2417

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Beauport, par. 2417
Charlesbourg, par. 2418
St-Roch Nord, par. 2418

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers, St-Hyacinthe (*Amend.*) 2395
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St-Hyacinthe (*Mod.*) 2395
Coiffeurs, Québec (*Prél.*) 2404
Coiffure, Trois-Rivières (*Prél.– Levy*). 2403
Dairy, Quebec and Levis (*Amend.*) 2402
Épiciers et bouchers, Joliette (*Prél.– Levy*) 2406
Hairdressers, Quebec (*Levy*) 2404
Handbag, Province (*Amend.*) 2395
Laiterie, Québec et Lévis (*Mod.*) 2402
Sacoche, Province (*Mod.*) 2395

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Divers 2418
Miscellaneous 2418

SOUMISSIONS *TENDERS*

Aylmer, ville – town (*Correction*) 2425
Baie Comeau, ville – town 2418
Beaconsfield, ville – town 2420
Les Escoumins, municip. 2419
Loretteville, ville – town 2422
Noranda, cité – city 2423
Sorel, cité – city 2424

SYNDICATS *SYNDICATES*

Coopératifs *Cooperative*

Club de Placements d'Asbestos (Le) – (*Fond.– Found.*) 2426
Société Éducative de Malartic (La) – (*Fond.– Found.*) 2426
Syndicat Coopératif Dijon (*Fond.– Found.*) 2426

Professionnels *Professional*

Association des Fonctionnaires Municipaux de Dorval (*Const.– Inc.*) 2426
Professional Syndicate of Physicians of Quebec (The) – (*Inc.*) 2427
Syndicat des Travailleurs du Métal en Feuille de la Rive Sud Inc. (Le) – (*Const.– Inc.*) 2426
Syndicat Professionnel des Médecins de Québec (Le) – (*Const.*) 2427

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian Pacific Express Company... 2435

Loi de faillite *Bankruptcy Act*

Tkacz, Gregory 2435

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Béland *vs* Vallée 2436
Falardeau & Jeanson Cie Ltée *vs* Lavoie *et al* 2436
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Thibault *et al* 2437
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Thibault *et al* 2437

Chicoutimi *Chicoutimi*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rondeau 2437
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Rondeau 2437

Gaspé *Gaspé*

Rioux *vs* Mercier 2438
Rioux *vs* St-Laurent 2438

Joliette *Joliette*

Asselin *vs* Potvin 2438

Labelle *Labelle*

Lesage *vs* Lachaine 2439

Montmagny *Montmagny*

Bissonnette *vs* Filion 2439

Montréal *Montreal*

Valade *vs* Derome 2440

Québec *Quebec*

Commercial Credit Corporation Limited *vs* Caron 2440
Caisse Populaire de Notre-Dame de Jacques-Cartier (La) *et al vs* Careau.. 2440

Richelieu *Richelieu*

Irving Oil Inc. *vs* Mahy 2441

Rimouski *Rimouski*

Thibault *vs* Beaulieu 2441

Saguenay *Saguenay*

Barré Automobiles Ltée *vs* Desbiens... 2442

Saint-François *Saint Francis*

Hébert *vs* Garand *et al* 2442

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Family Building Credits *vs* Paquette.. 2443

Témiscamingue *Témiscamingue*

Peluso *vs* Savard 2443

Taxes *Taxes*

Gaspé, No-3 (comté de – county of).... 2447
Saint-Elzéar, ville – town 2444
Val d'Or-Bourlamaque, comm. scol. prot.– prot. school comm. 2444
Waterloo, ville – town 2445

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec